

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 28 MARS 1934

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen du Projet de Loi de protection contre l'alcoolisme.

(Voir les n^{os} 13, 224 (session de 1930-1931), 193, 195 (session de 1931-1932) et les *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants*, séances des 4 et 11 mars, 27 et 28 avril, 3 mai, 16 et 22 juin 1932; le n° 121 (session de 1931-1932) du Sénat.)

Présents : MM. LIGY, président; COENEN, CROKAERT, DE CLERCQ, J.-J., DE CLERCQ, Joseph, DISIÈRE, HANQUET, HENAULT, HICGUET, HUISMAN VAN DEN NEST, LEBON, ORBAN, ROLIN, VAN FLETEREN et LEGRAND, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Les méfaits de l'alcoolisme sont connus et la nécessité de lutter contre le danger qu'il constitue ne doit cesser de retenir l'attention de ceux qui ont pour mission d'assurer la sauvegarde de la santé et de la moralité publiques.

Sur ce point essentiel, il ne peut y avoir de divergence, et c'est avec le désir de faire œuvre efficace dans ce domaine que les membres de votre Commission de la Justice ont abordé l'examen du projet de loi de protection contre l'alcoolisme.

* * *

Il faut lutter contre l'alcoolisme, c'est chose entendue; mais le désaccord surgit quand il s'agit de déterminer les mesures à prendre pour réaliser de la meilleure façon l'objectif proposé et unanimement poursuivi.

Nous vivons actuellement, en Belgique, sous le régime de la loi du 29 août 1919. La disposition essentielle de cette loi consiste dans l'interdiction absolue de toute vente, détention ou consommation de boissons spiritueuses dans les lieux publics et spécialement dans les débits de boissons à consommer sur place.

Le législateur belge n'a point voulu aller jusqu'à la prohibition totale, comme l'ont fait d'autres pays. Non seulement, la fabrication et la vente des boissons spiritueuses restent chez nous autorisées, mais, sous le couvert de certains documents, les particuliers peuvent s'en procurer en quantité illimitée, à condition qu'aucun achat ne porte sur une quantité inférieure à deux litres.

Seuls, les tenanciers de débits se voient refuser cette autorisation. Non seulement, ils ne peuvent vendre d'alcool chez eux, mais ils ne peuvent en détenir pour leur usage personnel. Pour assurer le respect de cette défense,

les agents de l'Autorité, avec la seule permission du juge de paix, ont qualité pour aller perquisitionner chez les débitants, même dans les locaux qui constituent le domicile privé de ces débitants.

La loi de 1919 a donc consacré vis-à-vis des cafetiers, un régime d'exception, unique peut-on dire dans notre législation et qui a donné lieu, de la part des intéressés, à des réclamations aussi vives que persistantes.

Il ne faut point s'en étonner; il y a là une véritable atteinte au principe qui veut que tous citoyens qui ne s'en sont point rendus indignes, jouissent des mêmes droits et que certains d'entre eux ne se voient point privés de l'un de ces droits, uniquement à raison de la profession qu'ils exercent.

La loi de 1919 consacre en l'espèce une mesure excessive et irritante qui ne s'indiquait nullement, même dans le système de protection instauré par cette loi et qui a singulièrement contribué à créer son impopularité.

De l'avis de certains membres de votre Commission de la Justice, cette disposition devrait disparaître même si la législation de 1919 était maintenue dans ses lignes essentielles.

* * *

Ce n'est là, hâtons-nous de le dire, qu'un côté bien accessoire du problème. La question à résoudre doit être autrement élargie et avant de se prononcer sur les formules nouvelles à adopter, il a paru aux membres de votre Commission, qu'il convenait de rechercher quels avaient pu être, au point de vue de la consommation d'alcool en Belgique, les effets de la loi de 1919.

Il n'est point contestable que cette loi n'a point répondu à ce qu'en espéraient ses promoteurs.

Sans doute, jusque 1926, a-t-on pu croire de bonne foi à son efficacité, puisque de fait, pendant cette première partie de l'application de la loi, la consommation de l'alcool a régulièrement baissé en Belgique. Cette consommation atteignait en 1922 le taux de 2 l. 39 par habitant; elle n'était plus, en 1926, que de 1 l. 82. Malheureusement ce mouvement de régression s'est arrêté. A partir de 1927, nous assistons au phénomène inverse et nous voyons la consommation d'alcool reprendre une marche ascendante aussi continue qu'inquiétante. Elle était de 1.82 litre en 1926, elle passe à 2.28 litres en 1927 pour aboutir à 3.17 litres en 1930. En l'espace de quatre années — même en faisant abstraction d'une fraude, qui à cette époque d'ailleurs était beaucoup moins importante qu'aujourd'hui, — la consommation d'alcool avait donc augmenté de près de 80 p. c.

Pourquoi ce revirement subit et comment expliquer que, sous un régime légal inchangé, la situation se soit modifiée de façon aussi radicale?

C'est d'abord, à notre avis, parce que ce n'est pas à la loi de 1919 qu'il faut attribuer en ordre principal le bénéfice de la régression de l'alcoolisme, constatée en Belgique jusque 1926. Et si cette régression ne s'est point continuée, c'est au contraire dans la loi de 1919, ou plutôt dans les imperfections et les lacunes de cette loi qu'il faut en chercher les raisons.

* * *

Ce n'est pas à la loi de 1919 et à sa stricte application qu'il faut attribuer, en ordre principal, la diminution de consommation d'alcool constatée en Belgique jusqu'en 1926. La vérité c'est que cette diminution n'était que la suite d'un mouvement de régression de l'alcoolisme qui s'indiquait bien avant la survenance de la loi de 1919.

En 1891, — nous étions alors à la plus mauvaise époque ! — la consommation de l'alcool en Belgique n'atteignait pas moins de 10.22 litres par habitant. Dès ce moment on la voit diminuer, lentement peut-être et parfois avec quelques retours offensifs, mais cependant de façon significative.

Dès 1899 elle était tombée à 8.55 litres et dès 1903 jusque 1913 s'établissait entre 5 et 6 litres, pour se fixer en 1913 exactement à 5.52 litres.

De 10.22 litres à 5.52 litres la régression était donc sérieuse et pourtant nous n'avions point à cette époque la loi de prohibition.

Il faut donc chercher ailleurs que dans la loi de 1919 les causes de cette régression. Ces causes ne sont point difficiles à déceler.

Il faut d'abord les chercher dans la propagande intense qui fut faite à cette époque contre l'alcoolisme, à l'école et ailleurs, propagande qui s'est singulièrement relâchée depuis et qui d'ailleurs, grâce à l'impopularité de la loi actuelle, n'a plus trouvé le même écho dans le pays. L'amélioration constante du sort des travailleurs et les progrès de l'éducation ouvrière intervinrent également dans cette diminution de la façon la plus efficace. Nous n'hésitons même pas à dire, que c'est là, à notre sens, qu'il faut chercher le facteur le plus important du progrès réalisé dès avant guerre.

Il y eut aussi l'augmentation progressive et raisonnable des droits fiscaux, raisonnable en ce sens que ces augmentations successives ne furent pas assez importantes pour provoquer, comme cela se voit aujourd'hui, l'intervention d'une fraude qui vient en détruire les effets.

Voulons-nous en juger? Dès 1896 le droit fiscal fut porté à 64 francs puis à 100 francs l'hectolitre à 50°.

Dès cette année 1896, nous voyons la consommation de l'alcool tomber à 9.15 litres, ce qui correspond à une diminution de plus d'un litre par habitant.

En 1903, nouvelle augmentation du droit qui est porté de 100 à 150 francs par hectolitre à 50°. La consommation baisse du coup de plus de 3 litres par habitant.

Sans doute cette chute importante ne se maintient pas intégralement et de 1903 jusqu'à la guerre nous voyons la consommation s'établir avec des hauts et des bas entre 5.23 litres et 6.40 litres pour finir en 1913 par 5.52 litres.

Nous n'en pouvons pas moins dire qu'au seuil de la guerre et sans intervention d'aucune prohibition, la situation s'était stabilisée vers 5 litres et demi par habitant et que si le mal n'était pas vaincu, il avait en tous cas singulièrement perdu de sa virulence.

Tout cela s'était fait par le jeu naturel des facteurs dont nous venons de parler et l'intervention des mêmes facteurs ne pouvait que produire les mêmes conséquences pour l'avenir.

C'est alors que vint la guerre et si celle-ci, par d'autres côtés, constitue une des pages les plus lamentables de l'histoire moderne, elle n'en produisit pas moins au point de vue de l'alcool, d'excellents résultats qui vinrent accentuer ceux qui avaient déjà été obtenus.

L'occupant, pour des motifs qui n'avaient rien à voir avec la moralité publique, réglementa et limita la production de l'alcool; d'autre part, le peuple belge était malheureux et ses préoccupations allaient surtout vers l'organisation d'un ravitaillement aussi difficile qu'insuffisant. Pour l'immense masse des Belges vivant en pays occupé et, surtout pour l'immense masse des ouvriers, il ne restait point de ressources que l'on put affecter à des dépenses

superflues. Aussi, voyons-nous tomber la consommation de l'alcool à une moyenne par habitant de 3,41 litres pour 1914, de 2,76 litres pour 1915, de 2,01 litres pour 1916, de 1,96 litre pour 1917 et de 1,10 litre pour 1918.

Nous ne parlerons point de l'année 1919, où la consommation officielle ne fut même que de 0,56 litre par habitant.

Ce dernier chiffre n'est point à retenir; car pendant cette année 1919 et même en 1920, foisonnèrent en Belgique quantité de distilleries clandestines. En 1919 et 1920, il n'en fut pas découvert moins de 784 et de 199.

Même en tenant compte de cette fabrication clandestine, nous pouvons cependant dire que ces années 1919 et 1920 comme les précédentes, ont été des années de faible consommation. Cela s'explique. Il n'est pas douteux, en effet, que la période d'abstinence forcée que constitua la guerre, devait normalement avoir pour l'avenir les répercussions les plus favorables.

Même chez les adultes, il s'était produit une amélioration et quantité de ces adultes qui, avant la guerre, s'adonnaient à la boisson dans une certaine mesure, en avaient définitivement perdu l'habitude quand prirent fin les hostilités.

C'est surtout pour la jeunesse que la période de guerre produisit, dans cet ordre d'idées d'excellents résultats. La mentalité des générations nouvelles qui, pendant la guerre, n'avaient point eu l'occasion de connaître ni de contracter la funeste passion de l'alcoolisme, permettait les plus belles espérances.

Nous pouvons dire que la jeunesse de 1919 et des années subséquentes ne buvait point d'alcool et ne songeait point à en consommer. Elle subissait d'autres attractions et encore que celles-ci ne fussent point toutes exemptes de certains dangers, elles n'en faisaient pas moins échapper nos jeunes gens à l'attraction qu'avait exercée l'alcool sur les générations antérieures. Il faut le dire aussi, les améliorations apportées dans l'industrie de la brasserie agissaient à ce point de vue dans le sens d'une moindre consommation d'alcool distillé.

Notons également l'heureuse influence des dispositions législatives qui eurent pour effet de diminuer le nombre des débits de boissons.

En résumé, jamais circonstances plus favorables ne s'étaient rencontrées pour la continuation d'une lutte efficace contre l'alcoolisme.

Il n'est donc pas étonnant de voir la consommation de l'alcool, qui s'était rétablie, pour les années 1922 et 1923, à un taux moyen de 2.45 litres par habitant, s'abaisser graduellement pour arriver, en 1926, à une moyenne de 1.82 litre seulement.

Cette diminution de la consommation d'alcool ne fut d'ailleurs pas particulière à la Belgique et a été constatée de même façon dans les autres pays.

Pour la France notamment, pays de liberté, la consommation, qui était de 3.96 litres par habitant en 1913, était tombée à 2.33 litres en 1927, encore que depuis 1921 on ait repris dans les statistiques les vins de liqueurs qui n'y figuraient point jusque là. Il semble qu'après 1927, il s'est produit en France également une certaine augmentation dans la consommation des liqueurs alcooliques, mais en tous cas dans une proportion infiniment moindre que celle qui fut constatée en Belgique. Il ne nous paraît pas inutile de noter ici une étude qu'a publié le *Bulletin de l'Office International d'Hygiène Publique* (année 1924, page 505). Il résulte, de cette étude, qu'une enquête sérieuse faite dans les milieux ouvriers de la banlieue parisienne, accusait les résultats les plus réconfortants.

La consommation d'alcool, qui était de 4.77 litres avant la guerre, y était tombée à 3.82 litres pour la période de 1919 à 1922; la consommation de vin

était tombée de 225 à 173 litres, celle du cidre, de 4.8 litres à 4.3 litres, et celle de la bière, de 14.1 litres à 5.6 litres.

La même enquête décelait que les buveurs se recrutent surtout dans les « plus de 40 ans »; que du côté de la jeunesse, il y avait une amélioration considérable et que les absences du lundi, si fréquentes avant la guerre, avaient singulièrement diminué. La France pourtant, sauf pour une fraction relativement peu importante de son territoire, n'avait point connu, comme nous, l'occupation ni les restrictions apportées à la fabrication de l'alcool dans les pays occupés.

Ce qui était vrai de la France, peut se dire de la plupart des autres pays, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Nous croyons donc pouvoir tenir pour constant que c'est à tort que l'on attribue principalement à la loi de 1919 le bénéfice des progrès constatés dans l'usage de l'alcool pendant la période 1922-1926. Ce n'est point que nous songions à contester que cette loi, venant s'ajouter aux autres éléments dont nous avons parlé, n'ait produit momentanément de bons effets, mais on ne peut pas dire, même pour la période envisagée, qu'elle fut la cause déterminante de la diminution de la consommation de l'alcool.

* * *

Nous croyons pouvoir affirmer avec non moins de vérité que c'est à cette même loi de 1919 qu'il faut attribuer le renversement de la situation, à partir de 1927.

La loi de 1919, en effet, présentait une fissure grave qui ne fut point découverte du premier coup. Si le débitant public était traqué par l'Administration des Finances, rien n'était plus facile sous le couvert d'une impunité à peu près certaine, de vendre de l'alcool partout ailleurs que dans les débits publics.

Cette profession lucrative fut d'abord exercée par quelques audacieux et en présence des bénéfices qu'elle procurait, le mal s'étendit bientôt avec une rapidité effrayante.

Les débits clandestins sont devenus un danger public. Ces débits se multiplient à l'infini et dans nos campagnes, alors qu'il est bien des villages où il n'existe plus un seul café, on peut dire qu'il n'en est point où il n'y ait des débits clandestins en nombre considérable.

Non seulement les clandestins se multiplient partout au grand détriment de la santé publique, mais ils constituent au point de vue de l'alcool lui-même un danger autrement grave que le débit public. Ces débits n'existent, n'ont de raison d'être et n'ont la faveur de leurs clients que parce qu'on y trouve de l'alcool, c'est-à-dire le fruit défendu. Tandis que le cafetier ne désire point spécialement vendre des liqueurs spiritueuses plutôt que d'autres boissons, les débitants clandestins ne vendent généralement que de l'alcool; c'est pour cela principalement qu'on va chez eux, encore qu'ils aient soin trop souvent d'offrir à ceux qu'ils attirent ainsi dans leurs établissements, d'autres attractions d'ordres divers sur lesquelles nous croyons inutile d'insister.

* * *

L'importance des droits fiscaux constitue, nous l'avons dit, une invitation à la fraude; c'est encore dans le débit clandestin que le fraudeur trouvera sa

clientèle la plus sûre puisque c'est vis-à-vis du clandestin que s'avère manifestement l'impossibilité pratique de sévir, tant pour la police que pour l'Administration.

C'est principalement dans ces clandestins que se débitent ces boissons frelatées où se marient à l'alcool des produits plus nocifs que l'alcool lui-même, ou fabriqués au moyen des produits imparfaits que donne la distillerie clandestine.

L'existence du clandestin a une autre répercussion non moins détestable. Le cafetier, victime de cette concurrence déloyale, se voit virtuellement contraint de vendre lui aussi de l'alcool dans son établissement et cela, malgré les risques spéciaux que constitue pour lui cette transgression de la loi.

Il le fait pour sauvegarder ses intérêts. Il le fait aussi sous l'empire d'un sentiment de révolte bien naturel et il le fait, il faut bien l'avouer, assez fructueusement parce que dans cette lutte contre l'autorité il a, avec lui, l'opinion publique.

Ce n'est pas là un des côtés les moins graves de la situation que cette violation systématique de la loi, violation qu'admet et favorise la population. Il serait oiseux, semble-t-il, de souligner tout ce que pareille situation a de particulièrement regrettable tant au point de vue moral et social, qu'au point de vue de la santé publique. Ses conséquences au point de vue fiscal ne sont pas moins déplorables.

Nous avons dit que le relèvement des droits fiscaux constitue, en principe, l'un des meilleurs moyens d'action contre l'alcoolisme. Mais ces droits, par leur élévation, en arrivent à constituer eux-mêmes un danger si à cette élévation ne correspondent point des moyens efficaces de réprimer la fraude.

Quand un produit valant intrinsèquement fr. 2-50 est frappé de droits qui, avec la taxe de transmission, ne s'élèvent pas à moins de 60 francs le litre, il ne faut pas être grand clerc pour deviner le parti que tirera de pareille situation une fraude ingénieuse et avide de profits.

La Belgique vient d'en faire la triste expérience et l'on peut fixer à des chiffres invraisemblables les quantités d'alcool fraudé actuellement mises en circulation dans notre pays.

Il y a dans le Grand-Duché quelque douze cents distilleries; d'aucuns disent même plus. Le régime de ces distilleries, l'insuffisance du contrôle auquel elles sont soumises, leur permet de fabriquer de l'alcool non déclaré en quantité énorme et ce n'est un secret pour personne que tout le long de la frontière grand-ducale s'exerce par véhicules de tous genres et par piétons, une fraude dont on ne peut chiffrer exactement l'importance, mais que l'on peut supputer aisément.

Qu'il nous suffise de dire que rien qu'en 1932, les distilleries grand-ducales, avec infiniment de candeur, nous ont expédié par voie officielle, c'est-à-dire pour être soumis à notre droit intérieur de consommation, une quantité supérieure d'environ 200,000 litres à la production totale officielle de l'année. Si l'on y ajoute ce qui fut consommé dans le Grand-Duché même ou exporté vers d'autres pays, on peut dire qu'il y eut là de 7 à 800,000 litres qui furent régulièrement mis en circulation sans avoir acquitté le droit d'accise applicable au Grand-Duché et qui doit revenir à la Belgique pour les huit neuvièmes.

Cela nous en dit long sur le régime appliqué dans le Grand-Duché et sur les quantités d'alcool qui y sont fabriquées en dehors de tout contrôle et sont disponibles pour la fraude. A combien peut s'élever cette fraude? Admettons seulement pour chaque distillerie du Grand-Duché, une surproduction moyenne journalière non déclarée de 3 litres à 100°. Nous arriverons ainsi pour l'année à une production de plus d'un million de litres à 100°, ce qui correspond à

2 millions de litres à 50°, alors que la consommation d'alcool pour la Belgique, d'après les documents officiels, ne s'est élevée, pour 1933, qu'à 9,700,000 litres à 52°. Or, nous n'avons tablé que sur une surproduction moyenne d'alcool non déclaré de 3 litres par jour et par distillerie.

* * *

Il n'est point douteux qu'à un moment donné la fraude par la France avait singulièrement diminué. Il n'est plus de même aujourd'hui, et là aussi la fraude en liqueurs fines et spiritueux s'intensifie depuis la majoration de nos droits de douane et de nos droits intérieurs de consommation.

On vient actuellement offrir chez nous, à prix réduits, des liqueurs qui vaudraient infiniment plus si elles étaient venues par voie régulière. De l'aveu général, cette fraude par la France a acquis aujourd'hui une importance considérable, au point, nous dit-on, que comme dans le Luxembourg belge, le commerce de l'alcool indigène est virtuellement supprimé tout le long de la frontière franco-belge, spécialement dans une partie du Hainaut et de la Flandre Occidentale.

* * *

Il y a aussi la fraude par la côte et ici il ne s'agirait pas seulement d'alcools étrangers, mais d'alcools belges qui auraient été déchargés de droits en vue de leur exportation et qui rentreraient ensuite en Belgique pour s'y ajouter aux innombrables quantités d'alcools fraudés. Une constatation toute récente permet de supposer que cette fraude a porté sur des quantités énormes, puisqu'un seul envoi surpris par les agents de l'Administration ne comportait pas moins de 7 à 8,000 litres d'alcool.

* * *

Il y a enfin les distilleries clandestines. Sont-elles nombreuses ? Il est difficile de le dire. Tout ce que nous savons, c'est qu'il n'arrive presque point de semaine où l'on ne signale dans les journaux la découverte de l'une ou l'autre de ces distilleries; la statistique nous dit qu'il en a été découvert respectivement 44 et 45 pour les années 1932 et 1933. Nous sommes déjà, paraît-il, à 25 ou 26 pour les onze premières semaines de l'année 1934. Nombre de ces distilleries fabriquaient journellement des quantités relativement importantes d'alcool.

On en a découvert un certain nombre; on ne les a pas découvertes toutes et cela n'a certainement pas empêché qu'il s'en établisse de nouvelles. Même en ne tablant que sur l'existence habituelle, en Belgique, d'une centaine de cette sorte d'établissements, il est aisé de supputer ce que peut donner ce genre de fraude et le préjudice qu'en subit le trésor public.

* * *

Ce n'est pas tout ! Il se vend couramment dans le commerce, sous le nom de renforts ou de piquants, des produits qui n'ont d'autre but que de tromper l'acheteur sur la teneur alcoolique des liqueurs additionnées de ces préparations. Non seulement ces produits sont éminemment nocifs, mais leur emploi lèse gravement le Trésor, — la perte indirecte subie par l'Etat pouvant se chiffrer par environ 3 francs pour chaque litre de liqueur spiritueuse falsifiée au moyen de ces mixtures.

* * *

La fraude est énorme. Faut-il s'étonner après cela qu'à partir de 1931, la consommation officiellement constatée de l'alcool a baissé dans notre pays dans des proportions inimaginables?

Il en avait été consommé 25,768,300 litres à 52° en 1930. Ce chiffre tombe déjà à 22,234,200 litres pour 1931, année pendant laquelle le droit de consommation a été porté de 8 à 16 francs.

En 1932, le droit de consommation est porté de 16 à 20 francs. Concomitamment, la consommation officiellement contrôlée subit une nouvelle et importante diminution et s'établit par 18,427,100 litres, ce qui ne représente plus qu'environ 75 p. c. de la consommation de 1930.

C'est en 1933 surtout que nous allons pouvoir constater les résultats d'une fraude dont les chances de profits viennent encore de s'augmenter à raison de la nouvelle et importante majoration de droit votée au début de 1933.

Cette fois, la chute est verticale et la consommation, d'après les chiffres provisoires de l'Administration, ne dépasse pas 9,700,000 litres pour 1933. En d'autres termes, la consommation pour l'année 1933, sans tenir compte des diminutions constatées pour les années 1931 et 1932, pendant lesquelles la fraude avait déjà joué de façon intense, a subi un nouveau fléchissement de 48 p. c.

Nous pensons que ces chiffres sont significatifs. Même en attribuant, comme il est raisonnable de le faire, une part de ce déchet à l'état de crise, il est manifeste que c'est dans la fraude qu'il faut en chercher la cause principale.

Nul ne peut plus ignorer l'ampleur de cette fraude, et pour nous rendre compte de son importance, nous avons un excellent terme de comparaison.

Nous avons parlé de la crise. Celle-ci normalement devait agir sur la consommation de la bière comme sur la consommation de l'alcool. Or, la consommation de la bière pour l'année 1931, loin d'accuser comme pour l'alcool une diminution sur les chiffres de 1930, a accusé une augmentation de 10 p. c. Le chiffre de 1932, tout en accusant une diminution de 15 p. c. sur le chiffre de 1931, représentait encore environ 92 p. c. de la consommation de 1930. Il y a une nouvelle diminution pour 1933. Cette diminution sera, paraît-il, de l'ordre de 5 p. c., de sorte que le chiffre de 1933 représentera encore au bas mot, plus de 85 p. c. de la consommation de 1930.

Nous voilà loin de la diminution constatée pour l'alcool. Aussi pouvons-nous dire que cette diminution n'est qu'apparente et que c'est dans la fraude qu'il faut en chercher la contrepartie. C'est à celle-ci et à celle-ci seule, qu'ont profité en dernière analyse les majorations de droits votées au cours des dernières années, tandis que ne cessait de baisser le rendement de ces droits, pour le Trésor.

* * *

Si l'on veut rendre à l'élévation des droits fiscaux sur l'alcool, toute leur efficacité, il faut donc vinculer la fraude et c'est ce qui a amené votre Commission de la Justice à adopter dans ce domaine les suggestions d'un de ses membres.

Puisque les moyens employés jusqu'ici se sont révélés inefficaces, il faut réglementer la circulation de l'alcool par l'identification de l'alcool contrôlé.

Cette réglementation fait l'objet du nouvel article 13 proposé par votre Commission de la Justice.

Résumons la portée de cet article. A partir du moment où elle quittera les magasins du fabricant, distillateur, grossiste ou détaillant tenant le registre 122,

toutes liqueurs spiritueuses titrant plus de 18° ou même moins de 18° si elles ont été fabriquées ou remontées au moyen d'alcool distillé (voir art. 1^{er}, § 1^{er}) ne pourront circuler qu'en flacon d'un litre au plus et de 0.25 litre au moins. Chaque flacon portera une bandelette ou capsule à délivrer par l'Administration. Cette bandelette ou capsule, entourant le goulot et chevauchant sur le bouchon ou couvrant celui-ci, sera telle qu'après débouchage du récipient, elle devra, pour la partie adhérente au goulot, rester attachée au flacon pendant tout le temps de la mise en consommation. Cette partie de la bandelette ou capsule adhérente au goulot devra porter, avec un numéro de série, le nom du fournisseur par qui aura été effectuée la mise en flacon.

Les flacons devront, en outre, porter une étiquette rappelant le nom du vendeur et indiquant, avec la contenance du récipient, la teneur alcoolique de son contenu.

L'importance de cette identification, qui s'étendra aux produits importés, n'échappera à personne. On objectera peut-être que le flacon étant parvenu chez le consommateur, la bandelette ou capsule pourra être détachée avant toute ouverture du récipient et être ainsi réutilisée.

Cette fraude, il est aisé de le démontrer, ne pourra s'exercer que chez les particuliers; même chez ceux-ci elle sera rendue pratiquement impossible, en tous cas très difficile par le fait que cette bandelette ou capsule ne pourra être réappliquée que sur des flacons provenant du vendeur primitif et portant des étiquettes au nom du même vendeur. La sévérité des peines encourues en cas de réutilisation de bandelette ou capsule, rendra d'ailleurs cette fraude infiniment dangereuse et celle-ci ne pourra s'exercer d'une façon quelque peu importante, sans qu'en soit avertie et l'Administration et une opinion publique qui, cette fois, collaborera avec l'autorité au lieu d'entraver son action, comme elle le fait aujourd'hui.

Quant aux cafetiers qui, dans le régime proposé, seraient les principaux acheteurs d'alcool, il n'est pas douteux que cette fraude par réutilisation de bandelettes ou capsules sera facilement et utilement évitée par l'adoption d'autres mesures dont nous parlerons tout à l'heure.

Nous pouvons donc dire qu'en fait par la mesure proposée, l'identification de l'alcool contrôlé sera assurée de façon aussi efficace que possible.

La bandelette ou capsule ne pourra normalement couvrir que de l'alcool contrôlé. Seuls les flacons portant bandelette ou capsule pourront légalement circuler, être mis en vente ou être détenus.

Dès lors, l'élévation du prix redeviendra, dans la lutte contre l'alcoolisme, l'arme excellente que veut y trouver le législateur; en même temps, du point de vue fiscal, le bénéfice de cette élévation du prix reviendra intégralement au Trésor.

Ce sont là des avantages dont il est à peine besoin de souligner l'importance.

Des critiques ont été dirigées contre le système proposé. Ces critiques n'ont porté que sur son applicabilité et dans cet ordre d'idée nous ne pensons point qu'elles résistent à l'examen.

On discute beaucoup aujourd'hui de la question des alcools luxembourgeois et des difficultés que soulève ce problème dans le cadre de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Si le système proposé est mis en application et si, comme nous le pensons, il s'avère efficace, cette question épineuse perdrait singulièrement de son importance. Pour les alcools luxembourgeois comme pour

tous autres, le danger de fraude, en ce qui concerne la taxe de consommation tout au moins, serait complètement supprimé ou à peu près.

Sans doute, resteraient en litige les discussions actuellement en cours quant à la perception des droits d'accises et quant à la ristourne accordée aux distilleries dites « agricoles » du Grand-Duché, mais le mal bien plus grave dont nous souffrons du chef de la fraude serait supprimé.

* * *

Par la suppression de la fraude le législateur trouve dans la réglementation proposée un autre avantage. C'est celui d'avoir désormais une source de documentation sérieuse dans sa lutte contre l'alcoolisme. Actuellement il n'a à sa disposition que des statistiques fantaisistes; désormais ces statistiques concorderont de bien près avec la réalité et lui permettront de suivre les progrès ou la diminution de l'usage de l'alcool dans le pays.

Dans le même ordre d'idées il est intéressant pour le Gouvernement de savoir où va l'alcool. C'est là un élément de fait qui n'est point sans importance.

C'est pourquoi votre Commission de la Justice a cru devoir vous proposer dans le nouvel article 15 du projet, une disposition édictant que tout achat d'alcool en flacon, devra s'accompagner d'un bon de commande ou d'un bulletin de réception de la marchandise, dûment signé par l'acheteur ou son préposé et que devra conserver le vendeur. Nul n'ignore en effet les fraudes auxquelles donne lieu aujourd'hui le régime des passavants. Votre Commission estime que la nécessité de ces documents pourrait n'être maintenue que pour les fabricants, distillateurs, grossistes ou détaillants tenant le registre 122 et recevant l'alcool en fûts.

En ce qui concerne les opérations de détail, le passavant serait remplacé fort efficacement par la signature de l'acheteur ou de son mandataire, car il n'est point douteux que donnant sa signature, le particulier se prêterait moins facilement à des interventions de pure complaisance.

La formalité envisagée n'a rien qui puisse gêner sérieusement des opérations normales; elle n'a rien d'excessif ni de tracassier et elle vient singulièrement renforcer au profit de l'Administration le système de contrôle organisé par les autres modifications proposées.

* * *

Toutes les mesures envisagées resteront cependant inefficaces si dans le régime de demain, comme dans le régime d'hier, peuvent subsister les débits clandestins.

Le projet voté par la Chambre confirme, il faut bien le dire, au profit de ces débits, le véritable et fructueux monopole que leur a assuré la loi de 1919. Si ce monopole devait être maintenu, non seulement les mesures de contrôle proposées par votre Commission de la Justice, seraient inefficaces mais elles ne feraient qu'*aggraver* le danger au lieu de le supprimer.

Les débits clandestins conservant toute leur raison d'être, il est certain que pour échapper aux présomptions que pourraient créer contre eux d'importants achats d'alcool contrôlé, ils deviendraient plus que jamais les clients attitrés de la fraude; ils le deviendraient d'autant plus sûrement, que, s'approvisionnant en marchandises frelatées ou en marchandises n'ayant pas payé de droits, ils pourraient vendre leurs produits à meilleur prix; c'est ce que font déjà nombre d'entre eux et il ne faut point s'en étonner; ce n'est en effet un secret pour personne que dès à présent, on vient offrir, en

Belgique, à 25 ou 30 francs de l'alcool à 94° qui vaut 60 francs s'il a subi les droits fiscaux.

Si l'on veut aboutir, il faut donc tuer le débit clandestin. *Ce genre de débit n'existait point avant la loi de 1919.* Seule la suppression du monopole dont il jouit peut le faire disparaître.

N'oublions pas, en effet, que vis-à-vis du clandestin l'autorité est pratiquement désarmée. Le tenancier du clandestin, quand ce n'est pas un cafetier, est couvert par l'inviolabilité du domicile et vis-à-vis de lui la répression s'avère pratiquement impossible ainsi que l'a démontré l'expérience de ces dernières années.

Il en est ainsi en Belgique; il en est ou il en fut ainsi dans tous les pays qui ont voulu faire de la prohibition totale ou partielle.

* * *

Si on veut faire œuvre utile, il faut donc enlever au clandestin sa raison d'être en rendant la liberté de la vente aux débitants de boissons à consommer sur place.

Nous n'ignorons pas que ce retour à la liberté contrôlée effraie de bons esprits et nous ne cacherons point qu'il a rencontré une vive opposition chez certains membres de la Commission de la Justice.

Pour ces membres, rétablir la liberté de la vente dans les débits publics, c'est rendre officiellement dans notre pays le droit de cité à l'alcool; c'est rétablir au profit des cafetiers et hôteliers le droit d'en offrir à leur clientèle, de tenter cette clientèle et de réintroduire ainsi dans leurs établissements, à l'instar du passé et pour leur plus grand profit, l'usage habituel et abusif des boissons spiritueuses.

* * *

Nous répondrons d'abord que nous ne croyons pas sérieusement à l'importance du danger que peut présenter ce retour à la liberté. A l'inverse du tenancier du débit clandestin, le tenancier du débit public, comme nous l'avons dit, n'a nul intérêt à débiter des liqueurs spiritueuses plutôt que d'autres boissons. C'est plutôt le contraire qui est vrai et si le débitant patenté se voit confier désormais le monopole de la vente de l'alcool et de ses dérivés, il ne sera point disposé à en abuser. Même en supposant que le retour à la liberté présente un certain danger, nous pensons en tous cas que ce danger n'a rien de comparable à celui qui résulte de la situation actuelle et de ses déplorables conséquences.

En fait, l'alcool n'a jamais perdu droit de cité en Belgique. Exception faite des hôteliers et cafetiers, tout particulier peut en acheter tant qu'il lui plaît et s'il convient à un buveur d'alcool d'en consommer en dehors de la famille, il n'a que l'embarras du choix. Il en trouvera dans les débits clandestins proprement dits, et dans l'arrière-cuisine ou les annexes de la plupart de nos débits ordinaires.

Malheureusement, ce ne sont point les seuls buveurs d'alcool qui fréquentent ces clandestins de toutes sortes; c'est notre jeunesse qui va s'y contaminer et le mal prend chaque jour de plus en plus d'ampleur.

Voilà quelles sont les réalités! En ce qui concerne la plupart des débits autorisés, le retour à la liberté ne changera pas grand'chose à la situation

actuelle, ou plutôt il changera tout, puisqu'il permettra de réglementer officiellement et sous le contrôle de l'autorité publique, avec des garanties indéniables, une vente qui ne s'en fait pas moins aujourd'hui mais clandestinement et en fraude de la loi.

Mais le grand bienfait du retour à la liberté, sera surtout la mort du clandestin proprement dit. C'est celui-là qu'il faut atteindre !

Sans doute tentera-t-il de survivre et il sera plus difficile à extirper qu'il n'eût été facile de l'empêcher de naître, mais le retour à la liberté lui supprimera sa raison d'être et dans cette lutte de demain contre le clandestin, l'autorité aura avec elle non seulement l'opinion publique, mais aussi les cafetiers, hôteliers et débitants patentés, qui défendant leur monopole, sauront aider l'Administration à sévir contre de détestables concurrents.

* * *

Résumons-nous ! La loi de 1919 a manqué son but. Alors que jamais nous ne nous étions trouvés en situation si favorable dans la lutte contre les abus de la consommation d'alcool distillé, c'est le phénomène contraire qui s'est produit.

Malgré les majorations de droits, la consommation d'alcool distillé a augmenté en Belgique. Cette augmentation s'est élevée, avons-nous dit, à près de 80 p. c. pour la période des quatre années allant de 1927 à 1930. Si, pour les années subséquentes, par le fait d'une fraude intensifiée, nous manquons de toute documentation, nous ne pensons point nous aventurer en disant que cette consommation n'a point sérieusement diminué.

De l'examen loyal des faits, nous croyons avoir dégagé les causes de cette situation déplorable. C'est au régime actuel que nous la devons; nous pouvons même dire que cette situation est commune, dans une plus au moins grande mesure, à tous les pays de prohibition totale ou partielle, et s'il est vrai que dans un pays de liberté comme la France, il semble qu'il y ait eu aussi une certaine augmentation de consommation depuis 1927, ce ne fut pas en tous cas et à beaucoup de près dans la même proportion qu'en Belgique.

C'est donc dans le changement de régime qu'il faut chercher le remède.

Aussi, votre Commission de la Justice, par 11 voix contre 3, a-t-elle cru devoir proposer au Sénat de rendre aux débits publics, l'autorisation de vendre des liqueurs spiritueuses. C'est l'objet de la nouvelle rédaction admise par votre Commission pour l'article 3 du projet.

Aux termes du même article, et pour des raisons que le Sénat comprendra, cette autorisation de vendre des boissons spiritueuses ne peut être étendue aux débits de boissons exploités dans des loges foraines ou autres établissements du même genre où elle pourrait présenter du danger, mais serait applicable aux débits ambulants établis dans les barques, bateaux ou voitures de chemins de fer régulièrement admis par l'Administration.

* * *

En rendant la liberté de la vente en détail aux seuls débitants de boissons à consommer sur place, votre Commission a estimé qu'il y avait lieu d'exiger de ces débitants certaines garanties supplémentaires, garanties parfaitement justifiables à raison du privilège qui leur est accordé.

Dans le régime proposé, le tenancier du débit à consommer sur place, va rece-

voir chaque année, pour les besoins de son établissement, une quantité plus ou moins considérable de liqueurs spiritueuses. Il ne faut point qu'il puisse céder à la tentation de vendre de l'alcool fraudé, notamment par l'introduction d'alcool fraudé dans des flacons entamés. Pour obvier à ce danger, votre Commission a prévu une série de dispositions qui font l'objet de l'article 18 du projet et qui faciliteront singulièrement le contrôle de l'Administration. Nous nous bornons à retenir parmi ces dispositions, celle qui nous paraît la plus importante. C'est celle qui édicte, pour le débitant de boissons à consommer sur place, l'obligation de retirer facture de *tous ses achats* de liqueurs alcooliques, de conserver ces factures pendant trois ans et de les produire à toute réquisition des agents de l'Autorité.

Pour tout agent averti, c'est là un excellent moyen de déceler les établissements où il peut y avoir suspicion de fraude et ensuite d'établir l'existence de cette fraude.

Dans le même ordre d'idées, votre Commission a cru devoir également rétablir le droit accordé aujourd'hui aux représentants de la loi, moyennant la seule autorisation du juge de paix, de rechercher l'alcool fraudé chez les tenanciers de débits publics, même en perquisitionnant dans les locaux formant le domicile privé de ces tenanciers.

Le projet de la Chambre, dans son article 25, supprimait ce droit spécial de visite. Votre Commission, par la suppression de l'article 25 du projet de la Chambre, en a prévu le rétablissement.

Ce droit spécial d'investigation a donné lieu dans le régime actuel à de vives récriminations parce qu'il établissait à l'égard des débitants considérés comme particuliers, un régime d'exception que n'admettaient ni les intéressés ni l'opinion publique.

Il n'en est plus de même dans le régime proposé, car dans ce nouveau régime le droit de visite apparaît comme étant la contrepartie raisonnable du privilège accordé aux cafetiers; les visites ne se feront que s'il y a présomption d'usage d'alcool fraudé et dans ce cas il importe que les constatations puissent se faire sans désemperer.

Votre Commission a cru devoir aussi compléter les sanctions applicables aux débitants de boissons à consommer sur place qui vendraient de l'alcool fraudé.

Dans le régime actuel, ces infractions tombent déjà sous le coup des dispositions de la loi du 6 août 1843 et du 10 avril 1933, sur la répression de la fraude en matière de douane.

Il a paru à votre Commission que ce n'était pas assez et elle a cru devoir rétablir à charge des contrevenants la peine de la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement où l'infraction aurait été commise. Cette peine spéciale de fermeture serait également applicable aux débitants de boissons à emporter vendant par moins de 6 litres.

Telles sont, Madame et Messieurs, dans leurs grandes lignes, les modifications principales que croit devoir proposer votre Commission de la Justice au régime de l'alcool.

* * *

La majorité des membres de votre Commission de la Justice estime que le vote de ces modifications ne peut donner que de bons résultats. Elle a foi dans l'expérience proposée. Pour le cas où ses espérances seraient déçues, elle a néanmoins voulu armer le Gouvernement et par son article 10 elle autorise celui-ci

à supprimer les effets de l'article 3, s'il résultait des statistiques officielles que, pendant deux années consécutives, la consommation de l'alcool a dépassé la moyenne constatée par les mêmes statistiques pour les années 1927 à 1931.

Il peut se faire aussi, qu'à la suite de certains événements locaux la vente publique d'alcool au détail puisse présenter momentanément du danger dans certaines localités ou régions.

L'article 11 prévoit cette éventualité et accorde au Roi, ainsi qu'aux Gouverneurs et aux Bourgmestres le droit de suspendre respectivement, pour tout ou partie du pays ou d'une province ou dans certaines communes, l'application du même article 3.

Ces suspensions, dont l'article 11 règle la durée maxima, pourront être renouvelées dans certaines conditions.

C'est là une disposition excellente dont nous croyons inutile de souligner toute l'opportunité.

* * *

Nous nous sommes attachés jusqu'ici à justifier de façon assez détaillée, les modifications principales que votre Commission de la Justice vous propose d'apporter au projet de loi voté par la Chambre.

Ces modifications visent surtout la partie de ce projet qui en constituait le chapitre 1^{er}.

Votre Commission de la Justice a cru devoir diviser ce chapitre 1^{er} en deux chapitres distincts.

Dans le chapitre 1^{er} nouveau, elle a rangé toutes des dispositions qui ont trait à la consommation et au débit de boissons spiritueuses dans les lieux publics.

Dans le chapitre II, au contraire, elle a réuni tout ce qui se rapporte au commerce, à l'importation et à la détention d'alcool et de boissons spiritueuses.

L'intérêt de cette classification est d'abord d'apporter plus de méthode et plus de clarté dans le projet en discussion. Elle présente un autre avantage, c'est de déterminer le caractère des infractions qui y sont prévues, toutes les infractions faisant l'objet du chapitre II étant des infractions d'ordre nettement fiscal auquel les dispositions de l'article 49 ne seront point applicables.

* * *

Nous en aurons terminé avec ces deux premiers chapitres quand nous aurons dit quelques mots des articles 5 et 19.

Aux termes des articles 2 et 3, la consommation de l'alcool n'est permise dans les locaux réservés aux membres d'une association que si le tenancier de ces locaux est régulièrement autorisé à tenir un débit de boissons à consommer sur place.

Ces locaux sont donc soumis au régime de droit commun, mais aux termes de l'article 4, les agents de l'Administration ont l'autorisation de pénétrer en tout temps et sans assistance spéciale dans les lieux publics parmi lesquels, aux termes de l'article 1, paragraphe 2, sont rangés les locaux d'associations.

Votre Commission a estimé qu'en ce qui concerne les sièges d'associations, il y a lieu d'apporter à l'article 4 un tempérament; c'est ce que fait l'article 5, aux termes duquel les agents de l'Autorité ne peuvent pénétrer dans ces locaux que s'ils sont deux et munis d'une autorisation du juge de paix.

* * *

L'article 19, paragraphe 2, règle le sort des stocks d'alcool ou de liqueurs spiritueuses qui peuvent exister chez les particuliers au moment de la mise à exécution des dispositions réglementaires de l'article 13.

En réalité, ces dispositions, aux termes de l'article 19, paragraphe 1^{er}, n'entreront en vigueur que trois mois après la publication de la loi.

Aux termes de l'article 19, paragraphe 2, les particuliers qui, à l'expiration de ce délai, détiendront des alcools ou liqueurs spiritueuses, devront en faire la déclaration et devront, après un nouveau délai de trois mois, se conformer à la réglementation nouvelle.

Les conditions de cette régularisation seront fixées par le Ministre des Finances et nous ne doutons point que l'Administration, étant avertie de l'existence des stocks, ne consente, dans certains cas spéciaux, à accorder, par exemple pour le soutirage en bouteilles, des délais supplémentaires, puisque ce soutirage ne pourra se faire que sous son contrôle et conformément à ses instructions.

Nous ne nous arrêterons point aux autres dispositions des deux premiers chapitres, qui ne demandent point de commentaire ou qui ne sont que la reproduction de dispositions déjà votées par la Chambre.

D'aucuns s'étonneront peut-être que dans cette première partie de ses travaux, votre Commission de la Justice n'ait point paru se préoccuper de la question des bières fortes dont la consommation est formidable en Belgique.

Cet aspect du problème n'a point échappé à l'attention de votre Commission, mais elle a estimé qu'il s'agissait là d'une question d'ordre distinct et assez complexe qui méritait un examen tout spécial et ne rentrait pas, en tous cas, dans la mission qui lui était actuellement dévolue.

CHAPITRE III.

Dans son chapitre II, qui est devenu le chapitre III, le projet de loi voté par la Chambre propose diverses modifications à la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fermentées et du titre IX de la loi du 31 décembre 1925 modifiant la législation en matière d'impôts directs et assimilés.

Nous nous bornerons simplement à examiner celles de ces modifications qui ont retenu l'attention de votre Commission de la Justice et au sujet desquelles votre Commission croit devoir vous proposer des amendements.

Le premier de ces amendements porte sur l'intitulé même de la loi du 29 août 1919 sur les boissons fermentées.

Ce titre, en effet, doit être modifié si, comme vous le propose votre Commission de la Justice, l'article 3 de la loi nouvelle rend l'autorisation de vendre des boissons spiritueuses aux débits de boissons à consommer sur place.

Il faudra lire dans cet intitulé « « boissons fermentées ou distillées » ».

Cette modification de texte devra naturellement être apportée aux divers articles de la loi du 29 septembre 1919 non abrogés, où il est question de boissons fermentées. Nous renvoyons pour ces modifications de texte aux amendements proposés par votre Commission.

* *

A l'article 23 (article 21 du projet voté par la Chambre), votre Commission de la Justice propose la suppression des quatre premières lignes de l'alinéa 2. Cet alinéa vise une catégorie de personnes à qui ne peut être accordée l'auto-

risation de tenir un débit de boissons par eux-mêmes ou par personnes interposées. Il range parmi celles-ci, celles qui, par application de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool, ont été condamnées pour avoir débité des boissons spiritueuses.

Cette cause d'exclusion ne peut subsister si cette autorisation de vendre des liqueurs spiritueuses est rendue aux débits publics.

L'article 25 a trait à la taxe d'ouverture quinquennale à payer par les débits nouveaux de boissons à consommer sur place. Cet article n'a subi, dans ses paragraphes 1^{er} et 2, que des modifications peu importantes.

Les minima de taxe fixés dans cet article par la Chambre deviennent les taux de droit commun et il n'y a lieu à majoration de ces taux que si l'Administration estime qu'ils sont inférieurs à la valeur locative réelle ou présumée des locaux dans lesquels est installé le débit.

Votre Commission de la Justice a cru devoir compléter cet article 25 par un paragraphe 3 nouveau. Il est à craindre, en effet, qu'en cas d'adoption du projet proposé, il ne surgisse trop de débits nouveaux.

Votre Commission propose une majoration de la taxe d'ouverture quinquennale pour les débits nouveaux qui viendraient à s'établir dans des localités où il existerait déjà au moins un débit par 120 habitants.

Afin de respecter les droits acquis, ce supplément de taxe ne serait pas applicable aux débits nouveaux installés dans des immeubles déjà affectés à des débits de boissons fermentées à consommer sur place.

L'article 23 du projet voté par la Chambre et devenu l'article 26 prévoyait dans son alinéa 1^{er} une réduction de taxe pour les débitants qui s'engageraient à ne débiter ni des bières d'une richesse alcoolique supérieure à 3°, ni aucune autre boisson contenant de l'alcool.

Votre Commission vous propose la suppression pure et simple de cet alinéa. Elle ne désire point voir établir ces débits spéciaux dont les tenanciers en prenant l'engagement prévu par l'article 23 n'auront le plus souvent d'autre but que de bénéficier de la demi-taxa, quitte à enfreindre en fait les interdictions auxquelles ils sont soumis. Ce régime ne peut prêter qu'à des abus en disproportion absolue avec les avantages qui peuvent en résulter.

* * *

Nous avons dit que Votre Commission proposait la suppression de l'article 25 du projet voté par la Chambre qui, pour les débits de boissons à consommer, sur place, n'avait pas cru devoir maintenir le droit, pour les agents de l'autorité, même avec l'autorisation du juge de paix, de visiter dans ces débits les locaux non-accessibles au public.

L'article 26, dans le régime proposé par votre Commission de la Justice doit également disparaître. Le projet de votre Commission range, au contraire dans les boissons spiritueuses toutes les liqueurs même d'une teneur alcoolique inférieure à 18°, mais qui ont été fabriquées ou remontées à l'aide d'alcool distillé.

L'article 29 a trait aux taxes à payer par les débitants de boissons spiritueuses à emporter et vendant par moins de 6 litres.

Il a paru sage à votre Commission de remplacer les dispositions assez complexes de cet article par un texte nouveau infiniment plus simple et qui se borne à rendre applicables à ces débits les dispositions édictées par l'article 25 pour les débits de boissons à consommer sur place.

CHAPITRE IV (ancien chapitre III).

Ivresse publique.

L'article 30 (ancien article 28 du projet) édicte les peines à prononcer contre tout individu trouvé en état d'ivresse sur la voie publique ou dans les lieux publics tels qu'ils sont définis par les articles 1 § 2, et 3 du projet.

Dans le système proposé par la Commission de la Justice, il faut évidemment comprendre dans les lieux publics tant ceux visés par l'article 1^{er}, paragraphe 2 du projet que ceux qui font l'objet de l'article 3.

Cet article a donné lieu à deux autres observations.

Votre Commission de la Justice a trouvé véritablement excessif le droit accordé à tout fonctionnaire verbalisant de faire écrouer dans un dépôt communal ou dans la chambre de sûreté de la gendarmerie, pendant deux heures au moins et douze heures au plus, tout individu trouvé en état d'ivresse dans un lieu public.

Il a paru à votre Commission que ce droit devait être restreint au seul cas où l'état d'ivresse du délinquant occasionnait du désordre, du scandale ou du danger pour lui-même ou pour autrui.

Elle vous propose aussi de ramener les peines d'amende de 15 à 20 francs pour une première infraction; de 26 à 50 francs en cas de récidive et de 50 à 100 francs en cas de nouvelle récidive.

N'oublions pas que toutes ces peines, comme toutes celles qui suivent et toutes celles qui font l'objet du chapitre 1^{er}, sont soumises à la multiplication par 7 prévue par l'article 49 du projet.

ART. 31.

Mêmes modifications quant au taux de l'amende.

ART. 32.

Cet article, semble-t-il, serait plus utilement rattaché à la législation sur la police du roulage. Votre Commission propose donc de le supprimer.

Sinon, il conviendrait d'en modifier les deuxième et troisième alinéas ainsi que le propose votre Commission de la Justice dans les amendements joints.

Il pourra se faire que par application de la loi sur la police du roulage, l'infraction prévue par le présent article constitue en même temps la circonstance aggravante d'une contravention à l'article 2 de la loi du 4 août 1899.

Il est à peine besoin de noter qu'en pareil cas il n'y aura lieu à prononciation que d'une seule peine qui sera celle que prévoit l'article 32 du projet en discussion.

C'est ce que dit le paragraphe 4 que votre Commission propose d'ajouter à l'article 32.

ART. 33-34 et 35 (31-32-33 du projet de la Chambre).

Les modifications proposées à ces articles ne demandent point de commentaires spéciaux; elles portent surtout sur le taux des amendes ou de l'emprisonnement et la faculté laissée au juge dans certains cas de prononcer ou de ne pas prononcer la peine d'emprisonnement.

(18)

ART. 36 (art. 34 du projet).

Les modifications proposées à cet article ne demandent pas d'explication.

ART. 35 du projet.

Dans le système admis par votre Commission, il n'y a pas lieu de maintenir cet article, l'infraction que peut constituer le colportage de flaon ne réunissant pas les conditions réglementaires, étant prévue et punie par l'article 20 du projet.

ART. 37 et 38 (36 et 37 du projet).

Les modifications proposées portent également sur le taux des amendes.

ART. 39 (38 du projet).

Simple modifications de texte.

ART. 40 (39 du projet).

Les modifications proposées portent également sur le taux des amendes.

ART. 41 (40 du projet).

Votre Commission propose la suppression du chiffre « 35 » (art. 33 du projet).

Il paraît en effet excessif de prévoir l'affichage du jugement pour une première infraction dans le cas de contravention à l'article 35.

* * *

Le projet sorti des délibérations de la Commission est approuvé par 11 voix contre 4.

Le présent rapport lu en séance de votre Commission de la Justice, tenue le 28 mars 1934 et sous réserve du vote négatif émis par certains membres quant à l'autorisation rendue aux débitants de boissons à consommer sur place de vendre des boissons spiritueuses, a été approuvé par 11 voix et 4 abstentions.

Votre Commission, pour la clarté des débats, croit devoir proposer au Sénat de prendre comme base de discussion le projet de la Commission tel qu'il est reproduit ci-après.

Le Rapporteur,
LEGRAND.

Le Président,
A. LIGY.

ANNEXE**Projet de Loi de protection
contre l'alcoolisme.**

Texte présenté par la Commission
de la Justice.

CHAPITRE PREMIER.

*De la consommation et du débit des
boissons spiritueuses dans les lieux
publics.*

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente
loi on entend :

1^o par boissons spiritueuses :

a) les boissons dont la richesse
réelle en alcool dépasse 18 degrés de
l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la tem-
pérature de 15 degrés centigrades, à
l'exclusion des vins, vins de dessert,
vins de liqueurs et vins mousseux
dont la vente est autorisée sous ces
appellations;

b) toutes boissons quelconques dont
la richesse en alcool est inférieure
à 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-
Lussac à la température de 15 degrés
centigrades, mais qui ont été fabri-
quées ou remontées au moyen d'alcool
distillé;

2^o par lieux publics, tous lieux
accessibles au public, même sous cer-
taines restrictions, tels que routes,
chemins, places publiques, lieux de
divertissements, magasins, échoppes,
bateaux, trains, tramways, autobus,
aéronefs, gares, ateliers, bureaux,
chantiers et tous lieux où se réunissent
ou ont le droit de se réunir les membres
d'une association.

ART. 2.

Il est interdit :

1^o de vendre, d'offrir, d'acheter
ou d'accepter, même à titre gratuit,

BIJLAGE**Wetsontwerp tegen het alcoholisme**

Tekst door de Commissie van Justitie
voorgesteld.

EERSTE HOOFDSTUK.

*Van het verbruik en het slijten van sterke
dranken in de openbare plaatsen.*

EERSTE ARTIKEL.

Voor de toepassing van deze wet
verstaat men :

1^o door sterke dranken :

a) de dranken waarvan het werkelijk
alcoholgehalte, bij temperatuur van
15 graden Celsius, 18 graden van den
alcoholmeter van Gay-Lussac te boven
gaat, met uitzondering van de wijnen,
dessertwijnen, likeurwijnen en schuim-
wijnen, waarvan de verkoop onder die
benamingen toegelaten is;

b) al de dranken waarvan het
alcoholgehalte lager is dan 18 graden
van den alcoholmeter van Gay-Lussac,
bij temperatuur van 15 graden Celsius,
maar die werden vervaardigd of aan-
gezet door middel van gedistilleerden
alcohol.

2^o door openbare plaatsen, elke voor
het publiek, zelfs met sommige beper-
kingen, toegankelijke plaats, zooals
daar zijn banen, wegen, openbare
plaatsen, vermaakplaatsen, magazijn-
nen, kramen, schepen, treinen, trams,
autobussen, luchtschepen, stations,
werkhuizen, kantoren, werven en alle
plaatsen waar de leden eener vereeni-
ging bijeenkomen of het recht hebben
bijeen te komen.

ART. 2.

Het is verboden :

1^o in de openbare plaatsen, ter
plaatse te verbruiken sterke dranken

des boissons spiritueuses à consommer sur place, dans les lieux publics, sauf ce qui est dit à l'article 3 ci-après;

2^o de consommer des boissons spiritueuses dans les mêmes lieux.

ART. 3.

Moyennant une déclaration préalable à faire au bureau du receveur des accises, les débitants de boissons à consommer sur place : cabaretiers, restaurateurs, hôteliers, tenanciers ou exploitants d'une pension de famille ou d'un buffet installé dans les locaux d'une association ou dans un wagon de chemin de fer ou un bateau faisant un service régulier, peuvent vendre ou offrir à leurs clients des boissons spiritueuses à consommer sur place.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux débits de boissons établis dans des loges foraines, échoppes, tentes et autres installations non permanentes ou transportées de localité en localité.

ART. 4.

Pendant tout le temps où les lieux visés par les articles 1^{er} et 3, autres que ceux visés à l'article 5, sont accessibles au public, toute personne désignée à l'article 47 peut y pénétrer seule, sans assistance quelconque et y faire toutes investigations utiles en vue de la constatation éventuelle des infractions, y compris la levée d'échantillons et la saisie des boissons spiritueuses détenues ou débitées.

ART. 5.

Les investigations dans les locaux réservés aux membres d'une association ne peuvent être faites que pendant les heures d'ouverture de ces locaux, par deux ou plusieurs personnes désignées à l'article 47, à condition que ces per-

te vendre, à acheter, à louer, à te koop en of zelfs kosteloos te aanvaarden, behoudens wat gezegd wordt in artikel 3 hierna;

2^o in dezelfde plaatsen sterke dranken te verbruiken.

ART. 3.

Mits een voorafgaande verklaring bij het kantoor van den ontvanger der accijnzen, mogen de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, herbergiers, restauratiehouders, hotelhouders, houders of exploitanten van een familiepension of van een buffet ingericht in de lokalen van een vereeniging of in een spoorwagen of op een schip dat een regelmatigen dienst verzekert, aan hun klanten ter plaatse te verbruiken sterke dranken verkoopen of aanbieden.

Deze bepaling is echter niet toepasselijk op de drankslijterijen gevestigd in foorwagens, kramen, tenten en andere niet vaste of omreizende inrichtingen.

ART. 4.

Gedurende heel den tijd dat de plaatsen bedoeld bij de artikelen 1 en 3, andere dan deze bedoeld bij artikel 5, toegankelijk zijn voor het publiek, mag elke persoon bedoeld in artikel 47 er alleen binnendringen, zonder welken bijstand ook, en er al de gepaste opsporingen doen met het oog op de eventueele vaststelling der overtredingen, met inbegrip van het nemen van monsters en het in beslag nemen van de voorhanden zijnde of gesleten dranken.

ART. 5.

De opsporingen in de lokalen voorbehouden voor de leden eener vereeniging mogen slechts gedaan worden, gedurende de uren dat deze lokalen open zijn, door twee of meer personen aangeduid bij artikel 47, en op voorwaarde

sonnes soient munies d'une autorisation écrite du juge de paix.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les infractions à l'article 2 sont punies d'une amende de 50 à 200 francs.

En cas de récidive, l'amende est de 100 à 500 francs et le juge peut prononcer, en outre, un emprisonnement de huit à trente jours.

Pour toute récidive ultérieure, les peines d'amende et d'emprisonnement prévues à l'alinéa précédent sont cumulées.

Les boissons spiritueuses, objet de l'infraction, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants, sans qu'il puisse être fait application de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, concernant la condamnation conditionnelle.

§ 2. — Les peines d'amende prévues au paragraphe 1^{er} sont doublées et une peine d'emprisonnement de huit à trente jours peut être prononcée, même en cas de première infraction, quand le délit a été commis dans un débit clandestin ou dans un immeuble où est exploité soit un magasin de boissons à consommer en dehors de l'établissement, soit un autre commerce de détail. Dans cette dernière hypothèse, le juge peut, en cas de récidive, interdire l'exploitation du commerce ou du magasin pendant quinze jours et ordonner l'affichage simultané du jugement, par extrait, à la porte de l'immeuble. Le délai de quinze jours est porté à soixante jours et l'interdiction, avec affichage du jugement, est toujours prononcée en cas de nouvelle récidive.

§ 3. — Si l'interdiction d'exploiter le commerce ou le magasin est enfreinte, le local est immédiatement

dat deze personen voorzien zijn van een geschreven toelating van den vrederechter.

ART. 6.

§ 1. — De inbreuken op artikel 2 worden gestraft met geldboete van 50 tot 200 frank.

In geval van herhaling, bedraagt de geldboete 100 tot 500 frank, en de rechter kan bovendien een gevangenisstraf van acht tot dertig dagen uitspreken.

Voor elke latere herhaling, worden de in de vorige alinea voorziene geldboete en gevangenisstraf samen opgelegd.

De sterke dranken, die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, worden in beslag genomen en verbeurd verklaard, zelfs indien zij niet het eigendom van de overtreders zijn, zonder dat er toepassing kan worden gemaakt van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888, op de voorwaardelijke veroordeeling.

§ 2. — De boetstraffen, voorzien in de eerste paragraaf worden verdubbeld en een gevangenisstraf van acht tot dertig dagen kan worden uitgesproken, zelfs in geval van eerste overtreding, wanneer het misdrijf werd bedreven in een geheime slijterij of in een gebouw waar wordt gehouden ofwel een magazijn van buiten de inrichting te verbruiken dranken ofwel een andere kleinhandel. In dit laatste geval kan de rechter, in geval van herhaling, de exploitatie van den handel of van het magazijn verbieden gedurende vijftien dagen, en het gelijktijdig aanplakken van het vonnis, bij uittreksel, op de deur van het perceel, gelasten. De termijn van vijftien dagen wordt opgevoerd tot zestig dagen en het verbod met aanplakken van het vonnis, wordt steeds uitgesproken in geval van nieuwe herhaling.

§ 3. — Wordt het verbod, den handel of het magazijn te exploiteeren, overtreden, dan wordt het lokaal on-

fermé pour une période d'une durée double de celle fixée par la décision judiciaire et il est placé sous scellés à la diligence du Procureur du Roi. Le délinquant encourt une amende de 500 à 1,000 francs et un emprisonnement de trente jours.

§ 4. — Quand le condamné n'est ni propriétaire ni usufruitier ni locataire principal du local où l'infraction a été commise, le Ministère public notifie au propriétaire et, le cas échéant, à l'usufruitier ou au locataire principal, une copie du jugement ou de l'arrêt de condamnation, aussitôt qu'il est définitif.

Le propriétaire et, le cas échéant, l'usufruitier ou le locataire principal ont quinze jours francs à partir de cette signification pour faire opposition à la fermeture en justifiant qu'ils ont mis fin au contrat de gérance ou au bail. Les effets de l'interdiction sont suspendus si l'opposant établit, que dans le délai susvisé de quinze jours, il s'est pourvu en justice pour faire prononcer l'annulation des dits contrats. L'interdiction devient caduque si la résiliation est prononcée.

§ 5. — La condamnation, si le condamné est en état de récidive, établit dans le chef du locataire un abus de jouissance entraînant, au profit du bailleur, la résiliation du bail, éventuellement avec dommages et intérêts.

§ 6. — Moyennant le paiement d'un droit dont la quotité sera fixée par le Ministre, le casier central du Ministère de la Justice délivre à toute personne, sur sa demande, un extrait du dit casier mentionnant les condamnations qu'elle a subies par application

middellijk gesloten voor een termijn, die het dubbel bedraagt van dien bepaald bij de rechterlijke uitspraak, en verzegeld door de zorg van den Procureur des Konings. De delinquent loopt een geldboete op van 500 tot 1,000 frank en een gevangenisstraf van dertig dagen.

§ 4. — Is de veroordeelde noch eigenaar, noch vruchtgebruiker, noch hoofdhuurder van het lokaal waar de overtreding gepleegd is geworden, dan wordt door het Openbaar Ministerie aan den eigenaar en, in voorkomend geval, aan den vruchtgebruiker of aan den hoofdhuurder een afschrift van het vonnis of van het arrest van veroordeeling beteekend, zoohaast het onherroepelijk geworden is.

De eigenaar en, in voorkomend geval, de vruchtgebruiker of de hoofdhuurder beschikken over vijftien volle dagen vanaf deze beteekening om in verzet te komen tegen de sluiting, mits ervan te doen blijken dat zij een einde hebben gesteld aan de overeenkomst van zaakvoering of aan de huurovereenkomst. De gevolgen van het verbod worden geschorst indien de in verzet komende bewijst dat hij zich, binnen den hooger bepaalden termijn van vijftien dagen, in rechten heeft voorzien om de vernietiging van bedoelde contracten te bekomen. Het verbod vervalt indien de verbreking wordt uitgesproken.

§ 5. — De veroordeeling, indien de veroordeelde in staat van herhaling is, doet bij den huurder blijken van het misbruik van genot, dat, ten voordeele van den verhuurder, de verbreking van de verhuring, eventueel met schadevergoeding, ten gevolge heeft.

§ 6. — Mits betaling van een recht waarvan het bedrag door den Minister vastgesteld wordt, levert het centraal strafregister bij het Ministerie van Justitie, aan elken persoon, op zijne aanvraag, een uittreksel uit gezegd register af, met vermelding van de

des articles 6 et 28 de la présente loi.

ART. 7.

Quiconque accomplit un acte de nature à empêcher ou entraver la constatation des infractions aux dispositions de l'article 2 ou les recherches faites en vue de cette constatation par les agents désignés à l'article 47, est puni d'une amende de 26 à 100 fr., sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions du Code pénal.

En cas de récidive, l'amende est de 50 à 200 francs.

En cas de nouvelle récidive, l'amende est de 100 à 500 francs et le juge prononce, en outre, un emprisonnement de huit à trente jours.

Si le délinquant est l'exploitant ou le gérant d'un magasin de boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement ou d'un autre commerce de détail, les peines sont celles prévues par l'article 6.

ART. 8.

Le Gouvernement est autorisé à prendre les règlements nécessaires pour l'application du présent chapitre.

Toute infraction aux dits règlements est punie d'une amende de 26 à 50 fr.

En cas de récidive dans l'année, l'amende est de 50 à 100 francs.

ART. 9.

Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent chapitre.

ART. 10.

La loi du 29 août 1919 sur le régime

veroordeelingen, die hij bij toepassing van de artikelen 6 en 28 dezer wet heeft opgelopen.

ART. 7.

Alwie een daad pleegt die van zoodanigen aard is dat zij de vaststelling der overtredingen van de bepalingen van artikel 2 of de opsporingen met het oog op deze vaststelling gedaan door de bedienden vermeld bij artikel 47, belet of belemmert, wordt gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daartoe aanleiding bestaat, de toepassing van de bepalingen van het Strafwetboek

In geval van herhaling bedraagt de geldboete 50 tot 200 frank.

In geval van nieuwe herhaling bedraagt de geldboete 100 tot 500 frank en de rechter spreekt bovendien een gevangenisstraf uit van acht tot dertig dagen.

Indien de delinquent de ondernemer of de zaakvoerder is van een magazijn van sterke dranken, te verbruiken buiten de inrichting, of van een anderen kleinhandel, dan zijn de straffen die welke voorzien zijn bij artikel 6.

ART. 8.

De Regeering is gemachtigd de vereischte reglementsbepalingen voor te schrijven, met het oog op de toepassing van dit hoofdstuk.

Elke inbreuk op die reglementen wordt gestraft met een geldboete van 26 frank tot 50 frank.

In geval van herhaling binnen het jaar, bedraagt de geldboete 50 tot 100 frank.

ART. 9.

De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij dit hoofdstuk voorziene overtredingen.

ART. 10.

De wet van 29 Augustus 1919 op

de l'alcool est abrogée, à l'exception de l'article 13.

Si, postérieurement au 1^{er} janvier 1937, il est constaté, d'après les statistiques dressées par le Ministère des Finances, que pendant deux années consécutives, la quantité d'alcool livrée à la consommation en Belgique est, par tête d'habitant, supérieure à la moyenne de la consommation d'alcool pendant les années 1927 à 1931, le Roi pourra, sur avis conforme du Conseil des Ministres, suspendre l'application de l'article 3 de la présente loi. Dans ce cas, les dispositions de l'article 18, paragraphe 2, seront applicables aux débitants de boissons autorisés précédemment à servir des boissons spiritueuses à consommer sur place.

ART. II.

En cas de troubles, d'émeutes ou de tous autres événements de nature à mettre en danger l'ordre et la sécurité publics, le Roi peut, sur proposition du Ministre de la Justice, de l'Intérieur ou de la Défense Nationale, suspendre pour tout le pays, ou pour certaines localités ou régions à déterminer, l'application de l'article 3, 1^{er} alinéa, pendant un délai de trois mois au maximum. Il peut proroger ce délai sur avis du Conseil des Ministres.

Les Gouverneurs, pour tout ou partie de leur province, et les Bourgmestres, dans leur commune, peuvent prendre des mesures analogues pour un terme de quinze jours susceptible d'être prolongé deux fois pour une même durée.

Les infractions aux arrêtés pris en vertu du présent article sont punies d'un emprisonnement de huit à trente jours et d'une amende de 50 à 200 fr. Si elles ont été commises dans un débit de boissons à consommer sur place ou dans un magasin de détail, l'établissement est immédiatement fermé pour trente jours, à la diligence du Procureur du Roi.

het alcoholregime wordt ingetrokken, ter uitzondering van artikel 13.

Wordt er, na 1 Januari 1937, volgens de door het Ministerie van Financiën opgemaakte statistieken vastgesteld dat gedurende twee achtereenvolgende jaren, de hoeveelheid alcohol, geleverd aan het verbruik in België, per inwoner hooger is dan het gemiddeld alcoholverbruik gedurende de jaren 1927 tot 1931, dan kan de Koning, op eensluidend advies van den Ministerraad, de toepassing van artikel 3 dezer wet schorsen. In dit geval zijn de bepalingen van artikel 18, paragraaf 2, toepasselijk op de slijters van dranken die vroeger ter plaatse te verbruiken sterke dranken mochten schenken.

ART. II.

In geval van onlusten, oproer of alle andere gebeurtenissen die de openbare orde en veiligheid in gevaar kunnen brengen, mag de Koning, op voorstel van den Minister van Justitie, van Binnenlandsche Zaken of van Landsverdediging, voor heel het land of voor sommige te bepalen gemeenten of gewesten, de toepassing van artikel 3, lid 1, schorsen gedurende een termijn van ten hoogste drie maand. Op advies van den Ministerraad kan hij dezen termijn verlengen.

De Gouverneurs in geheel of een gedeelte van hun provincie en de burgemeesters in hun gemeente mogen soortgelijke maatregelen treffen voor een termijn van vijftien dagen, die tweemaal voor een zelfden duur kan verlengd worden.

De overtredingen van de besluiten genomen krachtens dit artikel, worden gestraft met een gevangenisstraf van 8 tot 30 dagen en met een boete van 50 tot 200 frank. Werden zij bedreven in een slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken of in een winkel, dan wordt de inrichting onmiddellijk gesloten voor dertig dagen door de zorg van den Procureur des Konings.

En cas de récidive, les peines sont doublées.

Quand la fermeture ordonnée par le Procureur du Roi n'est pas respectée, le contrevenant est puni d'un emprisonnement de trente jours et son établissement est refermé pour soixante jours.

Le droit d'opposition du propriétaire, de l'usufruitier ou du locataire principal peut s'exercer dès que l'article 3 reprend son empire dans la commune où est situé l'établissement fermé. L'action en résiliation du bail prévue par l'article 6, paragraphe 5, peut être exercée aussitôt après la fermeture de l'établissement.

CHAPITRE II.

Du commerce, de l'importation et de la détention d'alcool et de boissons spiritueuses.

ART. 12.

Il est interdit de vendre, d'offrir, d'acheter ou d'accepter, même à titre gratuit, des alcools éthyliques ou des boissons spiritueuses dans des lieux publics autres que les fabriques, magasins ou débits de boissons à consommer sur place dont les exploitants ont fait une déclaration de profession au receveur des accises, dans la forme prescrite par le Ministre des Finances.

ART. 13.

§ 1^{er}. — La vente, l'achat, la livraison, la réception, le transport et la détention à un titre quelconque d'alcool éthylique et de boissons spiritueuses ne sont permis que si ces produits sont logés dans des cruchons ou des flacons de 0.25 litre au moins et 1 litre au plus, vendus ou livrés soit par un distillateur ou par un rectificateur, soit par un fabricant de liqueurs, un négociant en gros ou

In geval van herhaling, worden de straffen verdubbeld.

Wordt de door den Procureur des Konings gelaste sluiting niet nageleefd, dan wordt de overtreder gestraft met een gevangenisstraf van dertig dagen en zijn inrichting wordt gesloten voor zestig dagen.

Het recht van verzet van den eigenaar, vruchtgebruiker of hoofdhuurder mag worden uitgeoefend, zoodra artikel 3 opnieuw van kracht wordt in de gemeente waar de gesloten inrichting is gelegen. Het geding tot de bij artikel 6, paragraaf 5, voorziene verbreking van de huurovereenkomst mag worden ingespannen onmiddellijk na de sluiting van de inrichting.

HOOFDSTUK II.

Van den handel, den invoer en het in bezit houden van alcohol en van sterke dranken.

ART. 12.

Het is verboden ethylalcohol of sterke dranken te verkoopen, aan te bieden, te koopen of zelfs kosteloos te aanvaarden in andere openbare plaatsen dan de fabrieken, magazijnen of slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken waarvan de exploitanten een aangifte van beroep hebben gedaan bij den ontvanger der accijnzen in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm.

ART. 13.

§ 1. — De verkoop, de aankoop, de levering, de ontvangst, het vervoer en het bezit te eenigen titel van ethylalcohol en van sterke dranken is enkel toegelaten, indien deze dranken vervat zijn in kruiken of flesschen van minstens 0.25 liter en hoogstens 1 liter, verkocht of geleverd ofwel door een stoker of door een rectificateur, ofwel door een likeurfabrikant, een groot-handelaar of een kleinhandelaar andere

un détaillant autre qu'un débitant de boissons à consommer sur place, qui a fait, au receveur des accises, une déclaration de profession dans la forme prescrite par le Ministre des Finances.

§ 2. — Les récipients doivent être capsulés ou cachetés. Ils doivent, en outre, porter une étiquette mentionnant :

1^o le nom du distillateur, du rectificateur, du fabricant de liqueurs, du négociant en gros ou du détaillant dûment autorisé qui en a opéré le remplissage;

2^o la nature et la quantité du liquide contenu dans les récipients;

3^o la teneur alcoolique réelle de ce liquide, établie en degrés et demis de degré à l'aide de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

§ 3. — Le goulot des récipients doit être muni d'une bandelette ou d'une capsule fiscale apposée de telle façon qu'elle soit nécessairement déchirée en cas d'ouverture des récipients. La partie de ces bandelettes ou capsules qui devra rester adhérente au goulot après ouverture des récipients portera en même temps qu'un numéro d'ordre, le nom du distillateur, rectificateur, fabricant de liqueurs, grossiste ou détaillant autorisé qui aura opéré la mise en flacons ou cruchons.

Les bandelettes ou capsules sont délivrées par l'Administration des accises, qui en perçoit le prix à titre de taxe de bandelettes ou capsules à raison de fr. 0.50 pour les récipients contenant de 0.25 à 0.50 litre et 1 franc pour les autres récipients.

La taxe de bandelettes ou capsules est assimilée au droit d'accise.

§ 4. — L'importation d'alcool éthylique et de boissons spiritueuses destinés à être utilisés ou consommés en Belgique est interdite si elle ne se

dan een slijter van ter plaatse te verbruiken dranken die bij den ontvanger der accijnzen een verklaring van beroep in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm heeft gedaan.

§ 2. — De vaten moeten gecapsuleerd of toegelakt zijn. Zij moeten bovendien voorzien zijn van een etiket met vermelding van :

1^o den naam van den stoker, den rectificateur, den likeurfabrikant, den groothandelaar of den behoorlijk gemachtigden kleinhandelaar die de vaten heeft gevuld;

2^o den aard en de hoeveelheid van de vloeistof vervat in de vaten;

3^o het werkelijk alcoholgehalte van deze vloeistof bepaald in graden en halve graden door middel van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij een temperatuur van 15 graden Celsius.

§ 3. — De hals der vaten moet voorzien zijn van een fiscaal bandje of capsule derwijze geplakt dat het noodzakelijk scheurt in geval van opening der vaten. Het gedeelte dezer bandjes of capsules dat moet blijven kleven aan den hals na de opening der vaten, zal samen met een volgnummer tevens vermelden den naam van den stoker, rectificateur, likeurfabrikant, grossist of gemachtigd kleinhandelaar, die de vloeistof op flesschen of kruiken heeft getrokken.

De bandjes of capsules worden afgeleverd door het bestuur der accijnzen, dat er den prijs van int als belasting van bandjes of capsules naar rato van fr. 0.50 voor de vaten met een inhoud van 0.25 tot 0.50 liter en van 1 frank voor de overige vaten.

De belasting van bandjes of capsules wordt gelijkgesteld met het accijnsrecht.

§ 4. — De invoer van ethylalcohol en van sterke dranken, bestemd om te worden gebezigd of verbruikt in België, is verboden indien hij niet geschiedt

fait en cruchons ou flacons de 0.25 litre au moins et de 1 litre au plus. Les récipients doivent être cachetés ou capsulés et porter, en outre, une étiquette mentionnant, indépendamment du nom du destinataire en Belgique, les indications visées au paragraphe 2, 2^o et 3^o.

Les cruchons ou flacons doivent, avant leur enlèvement du bureau d'importation ou de l'entrepôt, être munis de la bandelette ou capsule conformément au paragraphe 3.

§ 5. — Par dérogation aux prescriptions des paragraphes 1^{er} et 4, peuvent être livrés, importés, réceptionnés ou détenus, en fûts, ou en bonbonnes contenant au moins 10 litres de liquide :

a) les alcools éthyliques indigènes enlevés d'une distillerie ou d'une usine de rectification en vue de servir à des fins industrielles avec décharge totale ou partielle des droits d'accise;

b) les alcools éthyliques ou liqueurs fournies à un distillateur rectificateur, fabricant d'essences ou de liqueurs grossiste ou détaillant dûment autorisé à faire le remplissage en flacons. Dans ce cas, les fûts et bonbonnes doivent être marqués et cachetés au nom du fournisseur s'il s'agit de produits indigènes ou du destinataire en Belgique s'il s'agit de produits importés; ils doivent, en outre, porter une étiquette donnant les indications visées au paragraphe 2, 2^o et 3^o.

§ 6. — Le Ministre des Finances prescrit les mesures nécessaires pour l'application des dispositions du présent article. Il détermine notamment le modèle des bandelettes ou capsules et règle leur délivrance et leur emploi.

ART. 14.

uts débouchés ou vidés
ore remplis en tout ou

in kruiken of flesschen van ten minste 0.25 liter en ten hoogste 1 liter. De vaten moeten toegelakt of gecapsuleerd zijn en bovendien een etiket dragen, waarop, buiten den naam van den bestemmeling in België, de bij paragraaf 2, 2^o en 3^o, bedoelde aanduidingen worden vermeld.

De kruiken of flesschen moeten, vooraleer te worden afgehaald op het invoerkantoor of in de stapelplaats, voorzien worden van het bandje of de capsule overeenkomstig paragraaf 3.

§ 5. — Bij afwijking van de voorschriften van de paragrafen 1 en 4, mogen worden geleverd, ingevoerd, ontvangen of in bezit gehouden, in fusten of in korfflesschen bevattende minstens 10 liter vloeistof :

a) inlandsche ethylalcohol, weggehaald in een stokerij of in een rectificatiefabriek om te dienen voor nijverheidsdoeleinden met globale of gedeeltelijke ontlasting van de accijnsrechten;

b) ethylalcohol of likeuren, geleverd aan een stoker, rectificateur, fabrikant van essences of likeuren, een grossist of een kleinhandelaar behoorlijk gemachtigd om op flesschen te trekken. In dit geval moeten de fusten en korfflesschen gemerkt en toegelakt zijn op naam van den leverancier, indien het inlandsche producten geldt, en op naam van den bestemmeling in België, indien het ingevoerde producten geldt; zij moeten bovendien voorzien zijn van een etiket met de aanduidingen bedoeld in paragraaf 2, 2^o en 3^o.

§ 6. — De Minister van Financiën schrijft de maatregelen voor, die noodig zijn voor de toepassing der bepalingen van onderhavig artikel. Hij bepaalt onder meer het model der bandjes of capsules en regelt hun aflevering en gebruik.

ART. 14.

De ontkurkte of geledigde vaten
mogen niet geheel of gedeeltelijk ge-

en partie d'alcool éthylique ou d'une boisson spiritueuse, si ce n'est dans les usines, fabriques ou magasins des industriels ou des négociants désignés au paragraphe 4 de l'article précédent.

ART. 15.

Le vendeur et l'expéditeur d'alcool éthylique ou de boissons spiritueuses doivent s'assurer, en exigeant un bon de commande ou accusé de réception signé par le destinataire ou la production de la carte d'identité de celui-ci ou de son mandataire, de l'exactitude des renseignements relatifs à l'identité, à la profession et à la résidence du destinataire.

Le Ministre des Finances prescrit les mesures nécessaires pour l'application des dispositions ci-dessus.

ART. 16.

Les dispositions des articles 12, 13, paragraphes 1, 2 et 3, et 15, ne sont pas applicables :

1^o aux alcools et boissons spiritueuses délivrés par un pharmacien sur une prescription écrite, datée et signée par un docteur en médecine et mentionnant lisiblement les nom et adresse du signataire et du malade;

2^o aux alcools et boissons spiritueuses vendus publiquement par un officier public par application des lois de procédure. Dans ce cas, si les cruchons ou flacons ne sont pas munis d'une bandelette, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 13 avant que la marchandise soit exposée en vente.

Si ces boissons spiritueuses sont vendues en fûts ou bonbonnes, l'acheteur de ces produits autre qu'un distillateur, rectificateur, fabricant de liqueurs, grossiste ou détaillant dûment autorisé à faire le remplissage, devra se conformer aux prescriptions spé-

vuld worden met ethyl-alcohol of een sterken drank, tenzij in de fabrieken, werkhuizen of magazijnen van de nijveraars of handelaars bedoeld bij paragraaf 4 van het vorig artikel.

ART. 15.

De verkooper en de verzender van ethylalcohol of van sterke dranken moeten zich verzekeren, door een bestelbon of ontvangstbewijs, door den bestemming onderteekend, of de voorlegging van de identiteitskaart van den bestemming of van zijn gemachtigde te eischen, van de juistheid der inlichtingen betreffende de identiteit, het beroep en de woonplaats van den bestemming.

De Minister van Financiën schrijft de noodige maatregelen voor ter toepassing van voormelde bepalingen.

ART. 16.

De bepalingen der artikelen 12, 13, paragrafen 1, 2 en 3, en 15 zijn niet van toepassing :

1^o op de alcoholische en geestrijke dranken afgeleverd door een apotheker op een voorschrift door een doctor in de geneeskunde geschreven, gedagteekend en onderteekend met leesbare opgave van den naam en het adres van den onderteekenaar en van den zieke;

2^o op de alcoholische en geestrijke dranken in het openbaar verkocht door een openbaar ambtenaar bij toepassing van de wetten van strafvordering. In dit geval, wanneer de kruiken of flesschen niet van een bandje voorzien zijn, behoelt men zich te gedragen naar de bepalingen van artikel 13 vooraleer de koopwaar te koop wordt ten toon gesteld;

Worden deze sterke dranken verkocht in tusten of korfflesschen, dan moet de kooper dezer producten, andere dan een stoker, rectificateur, likeurfabrikant, groothandelaar of kleinhandelaar, behoorlijk gemachtigd om de vulling te doen, zich gedragen

ciales qui seront édictées par l'Administration des accises en exécution de la présente loi;

3^o aux liqueurs fabriquées à domicile par des particuliers et destinées exclusivement à leur usage personnel, pour autant que l'alcool employé à la préparation de ces boissons n'ait point été acquis en violation des dispositions des articles 5 et 6 de la présente loi.

ART. 17.

Par dérogation à l'article 13 et sous les conditions à fixer par le Ministre des Finances, les distillateurs, les rectificateurs, les fabricants de liqueurs, les négociants en alcools et en spiritueux et leurs représentants sont autorisés à détenir, à transporter et à remettre gratuitement à leurs clients des flacons ayant une capacité n'excédant pas 0.05 litre et contenant des échantillons des produits qu'ils présentent en vente.

Ces échantillons ne peuvent toutefois être détenus, livrés ni réceptionnés dans un lieu public, en particulier dans les magasins, échoppes ou autres lieux où sont vendus en détail des boissons ou marchandises, à l'exception des stands d'une exposition organisée ou autorisée par une autorité publique.

ART. 18.

§ 1^{er}. — Les personnes autorisées à débiter des boissons spiritueuses à consommer sur place ne peuvent :

1^o détenir de l'alcool éthylique titrant plus de 60 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, ni des essences pour la préparation des liqueurs ou eaux-de-vie, en n'importe quelle quantité, dans les locaux affectés au débit ni dans n'importe quelle partie de l'immeuble où elles exploitent ce débit;

naar de bijzondere voorschriften die door het bestuur der accijnzen zullen worden uitgevaardigd in uitvoering dezer wet;

3^o op de aan huis door particulieren vervaardigde likeuren uitsluitend voor hun eigen verbruik bestemd, in zoverre de alcohol voor de toebereiding dezer dranken bezig niet verkregen werd in overtreding van de bepalingen der artikelen 5 en 6 dezer wet.

ART. 17.

Bij afwijking van artikel 13, en onder de voorwaarden te bepalen door den Minister van Financiën, worden de stokers, de rectificateurs, de likeurfabrikanten, de handelaars in alcohol en in sterke dranken en hun vertegenwoordigers gemachtigd flesschen, waarvan de inhoud 5 centiliter niet te boven gaat en die een monster bevatten van de producten die zij te koop aanbieden, voorhanden te hebben, te vervoeren, en kosteloos aan hun klanten af te leveren.

Die monsters mogen echter niet voorhanden zijn, afgeleverd of ontvangen worden in een openbare plaats, in het bijzonder in magazijnen, kramen of andere plaatsen waar dranken of koopwaren in het klein verkocht worden, met uitzondering van de stands van een door een openbare overheid ingerichte of toegelaten tentoonstelling.

ART. 18.

§ 1. — De personen die gemachtigd zijn ter plaatse te verbruiken sterke dranken te slijten mogen :

1^o geen ethyl-alcohol met een gehalte van meer dan 60 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij temperatuur van 15 graden Celsius, of extracten voor het vervaardigen van likeuren of brandewijn, in om het even welke hoeveelheid voorhanden hebben in de lokalen bestemd voor het slijten noch in welkdanig gedeelte van het vaste goed waar de slijterij wordt gedreven;

2° détenir des boissons spiritueuses autrement que dans les récipients d'origine, même si ceux-ci peuvent être représentés;

3° détenir des cruchons ou flacons de boissons spiritueuses entamés, ailleurs que dans les locaux accessibles au public ou aux membres de l'association;

4° détenir des boissons spiritueuses contenues dans des récipients non entamés, ailleurs que dans les locaux accessibles au public ou aux membres de l'association ou dans le local affecté à l'emmagasinage des approvisionnements de ces boissons et désigné comme tel dans la déclaration à faire au bureau du receveur des accises, conformément aux prescriptions de l'article 3;

5° détenir des boissons spiritueuses en fûts ou en bonbonnes.

Toutes fournitures à des débitants de boissons à consommer sur place d'alcool ou de liqueurs visés au présent article, doivent être accompagnées de factures que les acheteurs devront conserver pendant trois ans et reproduire à toute demande des agents de l'Administration.

Les débitants de boissons spiritueuses à consommer sur place doivent en outre, tenir une comptabilité exacte des quantités de boissons spiritueuses emmagasinées et consommées dans leur débit, en se conformant au règlement à établir par le Ministre des Finances dans le cadre de la législation fiscale.

§ 2. — Les débitants de boissons à consommer sur place qui n'ont pas souscrit à la déclaration visée à l'article 3 ne peuvent détenir ni boissons spiritueuses, ni alcool éthylique, ni essence pour la préparation de liqueurs ou d'eaux-de-vie dans l'immeuble où ils exploitent ou font exploiter leur commerce.

2° geen sterke dranken voorhanden hebben tenzij in de oorspronkelijke vaten, zelfs indien deze kunnen getoond worden;

3° geen aangestoken kruiken of vaten sterke dranken voorhanden hebben elders dan in de voor het publiek of voor de leden van de vereeniging toegankelijke lokalen;

4° geen sterke dranken in niet aangestoken vaten voorhanden hebben elders dan in de voor het publiek of voor de leden van de vereeniging toegankelijke lokalen, of in het lokaal bestemd voor het opslaan van den voorraad dezer dranken en als dusdanig vermeld in de aangifte te doen op het kantoor van den ontvanger der accijnzen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3;

5° geen sterke dranken in fusten of in korfflesschen voorhanden hebben.

Alle leveringen aan slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, van alcohol of van likeuren bedoeld in dit artikel, moeten vergezeld zijn van facturen die de koopers gedurende drie jaar moeten bewaren en vertoonen op elk verzoek van de bedienden van het bestuur.

De slijters van ter plaatse te verbruiken sterke dranken moeten bovendien een nauwkeurige boekhouding voeren van de hoeveelheden sterke dranken opgeslagen en verbruikt in hun slijterij, mits zich te gedragen naar het reglement op te maken door den Minister van Financiën binnen het kader der fiscale wetgeving.

§ 2. — De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, die de bij artikel 3 bedoelde verklaring niet hebben onderteekend, mogen geen sterke dranken, of ethyl-alcohol, of extract voor het vervaardigen van likeuren of brandewijn voorhanden hebben in het vaste goed waar zij hun handel drijven of doen drijven.

ART. 19.

Les chapitres I^{er} et II de la présente loi entreront en vigueur trois mois après sa publication.

Les particuliers qui, à l'expiration de ce délai, détiennent des alcools éthyliques ou des boissons spiritueuses, sont tenus d'en faire la déclaration à l'Office et dans la forme à déterminer par le Ministre des Finances, moyennant quoi ils disposeront d'un nouveau délai de trois mois pour, le cas échéant, soutirer en cruchons ou en bouteilles les boissons spiritueuses qu'ils détiendraient en fûts ou en bonbonnes, et pour munir les récipients des bandellettes ou capsules d'un modèle spécial. Les conditions de cette régularisation seront fixées par le Ministre des Finances.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Les infractions aux dispositions ci-avant du présent chapitre sont punies conformément aux articles 19, 20, 22, 23, 24, 25 et 28 de la loi du 6 août 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, et à l'article 30 de la même loi modifié par l'article 32 de la loi du 10 avril 1933.

§ 2. — Les contraventions aux règlements pris par le Ministre des Finances pour l'exécution du présent chapitre, quand elles ne constituent pas en même temps une des infractions visées à l'article 13, sont punies d'une amende de 1,000 à 5,000 francs. Cette amende est de 5,000 à 25,000 francs en cas de récidive.

La condamnation, si le condamné est en état de récidive, établit dans le chef du locataire un abus de jouissance entraînant, au profit du bailleur, la résiliation du bail éventuellement avec dommages-intérêts.

ART. 19.

De hoofdstukken I en II van deze wet worden van kracht drie maanden na de bekendmaking.

De particulieren die, bij het verstrijken van dien termijn, ethyl-alcohol of sterke dranken voorhanden hebben, zijn gehouden daarvan aangifte te doen bij den dienst en in de door den Minister van Financiën te bepalen vormen, waarna zij over een nieuwen termijn van drie maanden zullen beschikken om desgevallend de sterke dranken die zij mochten voorhanden hebben in fusten of koffflesschen, op kruiken of flesschen te trekken, en om de vaten te voorzien van een bandje of capsule van bijzonder model. De voorwaarden van deze regularisatie zullen door den Minister van Financiën worden vastgesteld.

ART. 20.

§ 1. — De inbreuken op voorgaande bepalingen van het eerste hoofdstuk worden gestraft overeenkomstig de artikelen 19, 20, 22, 23, 24, 25 en 28 van de wet van 6 Augustus 1843 op de beteugeling van het bedrog in zake douane, en artikel 30 van dezelfde wet gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 10 April 1933.

§ 2. — De overtredingen van de door den Minister van Financiën in uitvoering van dit hoofdstuk uitgevaardigde reglementen, worden, indien zij niet tevens een van de inbreuken beteekenen voorzien bij artikel 13, gestraft met een geldboete van 1,000 tot 5,000 frank. Deze geldboete bedraagt 5,000 tot 25,000 frank in geval van herhaling.

Bevindt de veroordeelde zich in staat van herhaling, dan vestigt de veroordeeling ten laste van den huurder een misbruik van genot, dat ten bate van den verhuurder aanleiding geeft tot de verbreking van de huurovereenkomst eventueel met schadevergoeding.

§ 3. — En outre, si l'infraction a été commise dans un immeuble où est exploité un débit de boissons à consommer sur place ou un débit de boissons spiritueuses à emporter vendant par six litres et moins, le juge ordonnera la fermeture, pendant quinze jours, du débit où l'infraction aura été commise. En cas de récidive, le juge prononcera à charge du contrevenant, la fermeture définitive du débit.

L'infraction à l'interdiction d'exploiter pendant le délai de quinze jours, sera punie d'une amende de 500 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de huit à quinze jours, ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. — Le refus d'exercice commis à l'occasion de la recherche ou de la constatation des infractions visées aux paragraphes 1^{er} et 2 ci-dessus, est puni conformément aux dispositions de l'article 324 de la loi générale du 26 août 1822 modifié par l'article 33, paragraphe 1^{er}, de la loi du 10 avril 1933.

§ 5. — Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 6 sont applicables aux condamnations prononcées par application du présent article.

ART. 21.

§ 1^{er}. — Ne pourra plus exploiter ni gérer un commerce d'alcool éthylique ou de boissons spiritueuses, celui qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, aura été condamné :

1^o pour avoir installé ou exploité une distillerie clandestine ou avoir été intéressé d'une manière quelconque dans l'exploitation de pareille usine;

2^o par application de l'article 13 de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool;

§ 3. — Bovendien, zoo de overtreding werd bedreven in een gebouw waar een slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken of een slijterij van mee te nemen sterke dranken, die verkoopt per 6 liter en minder, wordt geëxploiteerd, gelast de rechter de sluiting gedurende vijftien dagen, van de slijterij waar de overtreding werd bedreven. Bij herhaling, spreekt de rechter ten laste van den overtreder de definitieve sluiting van de slijterij uit.

De overtreding van het verbod gedurende den termijn van vijftien dagen te exploiteeren, wordt gestraft met een geldboete van 500 tot 1,000 frank en met gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met één enkele dezer straffen.

§ 4. — De weigering om het opsporen of het vaststellen van de inbreuken voorzien bij bovenstaande paragrafen 1 en 2 toe te laten, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 324 van de algemeene wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd bij artikel 33, paragraaf 1, van de wet van 10 April 1933.

§ 5. — De bepalingen van paragraaf 6 van artikel 6 zijn toepasselijk op de veroordeelingen uitgesproken bij toepassing van dit artikel.

ART. 21.

§ 1. — Zullen geen handel in ethylalcohol of in sterke dranken meer mogen drijven of beheeren, zij die na het van kracht worden dezer wet, veroordeeld werden :

1^o Om een geheime stokerij te hebben opgericht of geëxploiteerd, of om op eenigerlei wijze betrokken te zijn geweest in de exploitatie van dergelijke stokerij.

2^o bij toepassing van artikel 13 der wet van 29 Augustus 1919 op het alcoholregime;

3º par application de l'article 137, paragraphe 2, de la loi du 15 avril 1896 sur la fabrication de l'alcool;

4º pour avoir importé frauduleusement de l'alcool ou des boissons spiritueuses;

5º pour avoir vendu, transporté ou détenu des alcools ou des boissons spiritueuses sans pouvoir justifier de leur origine régulière.

§ 2. — Si l'intéressé ne respecte pas l'interdiction comminée par le paragraphe 1er, il est puni d'un emprisonnement de quatre à douze mois, d'une amende égale au décuple des droits et taxes afférents aux marchandises par lui vendues en violation de la loi. Les alcools et boissons spiritueuses dont il est propriétaire sont saisis et confisqués; il en va de même des alcools et boissons spiritueuses trouvés en sa possession, même s'ils ne lui appartiennent pas. S'il ne peut justifier de l'origine régulière de ces marchandises, il encourt, en outre, les peines prévues par l'article 12 de la loi du 12 décembre 1912.

ART. 22.

Les dispositions des articles 229 et 247 de la loi générale du 26 août 1822 sont applicables à la matière régie par le présent chapitre.

CHAPITRE III.

Modifications à la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fermentées et au titre IX de la loi du 31 décembre 1925 modifiant la législation en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées.

ART. 23.

Dans l'intitulé de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fer-

3º bij toepassing van artikel 137, paragraaf 2, der wet van 15 April 1896, op het vervaardigen van alcohol;

4º om alcohol of sterke dranken bedrieglijk te hebben ingevoerd;

5º om alcohol of sterke dranken te hebben verkocht, vervoerd of in bezit gehouden zonder hun regelmatigen oorsprong te kunnen bewijzen.

§ 2. — Leeft de belanghebbende het bij paragraaf 1 uitgevaardigd verbod niet na, dan wordt hij gestraft met een gevangenisstraf van vier tot twaalf maanden, met een geldboete gelijk aan het tienvoud der rechten en taxes, verschuldigd voor de koopwaren door hem verkocht in overtreding van de wet. De alcohol en de sterke dranken, waarvan hij eigenaar is, worden aangeslagen en verbeurdverklaard; hetzelfde geldt voor alcohol en sterke dranken, die in zijn bezit werden gevonden, zelfs indien zij hem niet toebehooren. Kan hij den regelmatigen oorsprong dezer koopwaren niet bewijzen, dan loopt hij bovendien de straffen op, voorzien bij artikel 12 der wet van 12 December 1912.

ART. 22.

De bepalingen van de artikelen 229 en 247 der algemeene wet van 26 Augustus 1822 zijn toepasselijk op de stof bedoeld in onderhavig hoofdstuk.

HOOFDSTUK III.

Wijzigingen aan de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste dranken en aan titel IX van de wet van 31 December 1925 tot wijziging van de wetgeving in zake rechtstreekse belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes.

ART. 23.

In den titel der wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste

mentées, il est ajouté les mots : « ou distillées » après le mot « fermentées ».

ART. 24.

L'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons est modifié par l'adjonction des mots « ou distillées » après le mot « fermentées ».

Le n° 6 du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons distillées ou fermentées est remplacé par la disposition suivante :

« Ceux qui ont été condamnés deux fois pour contravention aux dispositions des articles 2 ou 13 de la présente loi, pour infraction à l'alinéa dernier de l'article 14 de la même loi ou à l'alinéa 1^{er} de l'article 14 de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons à consommer sur place et ceux qui, depuis le jour de la mise en vigueur de la loi de protection contre l'alcoolisme, ont été condamnés pour installation ou exploitation d'une distillerie clandestine.

ART. 25.

§ 1^{er}. — Par modification à l'article 57, paragraphe 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1925, et à l'article 3 de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fermentées, la taxe d'ouverture quinquennale des débits de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place est, à partir de l'exercice 1935, fixée aux chiffres ci-après, sous réserve des stipulations du paragraphe 2 :

» 600 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de moins de 5,000 habitants;

» 800 francs dans les communes ou agglomérations de 5,000 à 15,000 habitants exclusivement;

dranken, worden de woorden « of gedistilleerde » ingevoegd na het woord « gegiste ».

ART. 24.

Artikel 1, paragraaf 1, van de wet van 29 Augustus 1919 op de drank-slijterijen wordt gewijzigd door toevoeging van de woorden « of gedistilleerd » na het woord « gegiste ».

Nr 6 van paragraaf 1 van artikel 1 der wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gedistilleerde of gegiste dranken wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zij die tweemaal werden veroordeeld, wegens overtreding van de bepalingen der artikelen 2 of 13 van deze wet, wegens inbreuk op de laatste alinea van artikel 14 van dezelfde wet, of op de eerste alinea van artikel 14 van de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken, en zij die, te rekenen van den dag van het in werking treden van de wet tegen het alcoholisme, werden veroordeeld om een geheime stokerij opgericht of geëxploiteerd te hebben. »

ART. 25.

« § 1. — Bij wijziging van artikel 57, paragraaf 1, van de wet van 31 December 1925, en van artikel 3 van de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste dranken, is de vijfjaarlijksche taxe tot opening van slijterijen van gegiste of sterke dranken, ter plaatse te verbruiken, te rekenen van het dienstjaar 1935, bepaald op de volgende cijfers, onder voorbehoud der bepalingen van paragraaf 2 :

» 600 frank in de gehuchten, gemeenten of agglomeraties met minder dan 5,000 inwoners;

» 800 frank in de gehuchten, gemeenten of agglomeraties met 5,000 tot en zonder 15,000 inwoners;

» 1,000 francs dans les communes ou agglomérations de 15,000 à 30,000 habitants exclusivement;

» 1,500 francs dans les communes ou agglomérations de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement;

» 2,000 francs dans les communes ou agglomérations de 60,000 habitants et plus.

» La dite base est fixée uniformément à 1,000 francs pour les débits ambulants.

» Elle est valable pour cinq années civiles, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre de la quatrième année qui suit celle de l'ouverture du débit.

» § 2. — Lorsque la valeur locative réelle ou présumée des locaux affectés au débit est supérieure respectivement à 700, 900, 1,200, 1,800 ou 2,500 francs, selon les catégories de populations ci-dessus, la taxe quinquennale est égale à cette valeur locative.

La valeur locative réelle est celle qui résulte de baux, quittances du loyer ou actes de vente, reconnus normaux.

» La valeur locative présumée des propriétés non louées ou louées anormalement est déterminée eu égard à la valeur locative réelle des immeubles de même nature et d'un rendement analogue; au besoin, il est tenu compte de la valeur vénale et du taux moyen de l'intérêt dans la commune.

» La valeur locative des locaux affectés au débit est fixée par le contrôleur des contributions du ressort, assisté d'un indicateur-expert désigné par l'administration communale.

» Les dispositions concernant les réclamations et recours, prévues aux lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, sont applicables en

» 1,000 frank in de gemeenten of agglomeraties met 15,000 tot en zonder 30,000 inwoners;

» 1,500 frank in de gemeenten of agglomeraties met 30,000 tot en zonder 60,000 inwoners;

» 2,000 frank in de gemeenten of agglomeraties met 60,000 inwoners en meer.

» Die taxe is eenvormig op 1,000 fr. vastgesteld voor de reizende slijterijen.

» Zij is geldig voor vijf kalenderjaren, te weten tot 31 December van het vierde jaar volgende op dat van de opening der slijterij.

» § 2. — Wanneer de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde van de voor slijterij gebruikte lokalen hooger is dan respectief 700, 900, 1,200, 1,800 of 2,500 frank, volgens de hooger vermelde categoriën van bevolking, dan is de vijfjaarlijksche taxe gelijk aan deze huurwaarde.

» De werkelijke huurwaarde is die welke blijkt uit huurovereenkomsten, kwijtschriften van huur of verkoopakten, als normaal erkend.

» De vermoedelijke huurwaarde der niet verhuurde of der abnormaal verhuurde eigendommen wordt bepaald met inachtneming van de werkelijke huurwaarde der vaste goederen van denzelfden aard en van soortgelijke rendearing; desnoods wordt er rekening gehouden met de handelswaarde en met het gemiddeld bedrag van den interest in de gemeente.

» De huurwaarde van de voor slijterij gebruikte lokalen wordt bepaald door den controleur der belastingen van het gebied, bijgestaan van een door het gemeentebestuur aangewezen aanbrenger-deskundige.

» De bepalingen betreffende de klachten en verhaal, voorzien bij de samengeschaalde wetten op de inkomstenbelastingen zijn ter zake toe-

l'espèce, à l'exception des paragraphes 1 et 2 de l'article 61 des dites lois.

» § 3. — La taxe d'ouverture quinquennale sera augmentée de 50 p. c. pour tout débit nouveau de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place à établir dans des localités où il existerait déjà au moins un débit de ce genre par 120 habitants. Ce supplément de taxe ne sera point exigé des débits nouveaux installés dans des immeubles déjà affectés à l'usage de débits de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place. »

ART. 26.

Restitution de la moitié de la taxe d'ouverture quinquennale est accordée aux débitants qui cessent définitivement leur débit dans les six mois de l'ouverture et qui s'engagent à ne plus le rouvrir dans le même local ou ailleurs, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées.

La demande en restitution, appuyée de cet engagement, doit, sous peine de déchéance, être adressée par pli recommandé à la poste, au directeur des contributions du ressort, au plus tard trente jours après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent.

ART. 27.

L'article 5, paragraphe 1^{er} de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons est modifié par l'adjonction, des mots « ou distillées » après le mot « fermentées ».

ART. 28.

I. — L'article 15 de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons est remplacé par les dispositions suivantes :

passelijk ter uitzondering van de paragrafen 1 en 2 van artikel 61 van bedoelde wetten.

» § 3. — De vijfjaarlijksche openingstaxe wordt met 50 t. h. verhoogd voor elke nieuwe slijterij van gegiste of sterke ter plaatse te verbruiken dranken in de gemeenten waar reeds ten minste één dergelijke slijterij per 120 inwoners bestond. Deze bijkomende taxe zal niet geveerd worden van de nieuwe slijterijen ondergebracht in vaste goederen reeds in gebruik voor slijterijen van gegiste of sterke ter plaatse te verbruiken dranken.

ART. 26.

Teruggave van de helft van de vijfjaarlijksche openingstaxe wordt toegestaan aan de slijters die, binnen zes maanden na de opening van hun slijterij, voor goed ophouden te slijten en die de verbintenis aangaan ze niet opnieuw te openen, in hetzelfde lokaal of elders, hetzij zelf, hetzij door een tussenpersoon.

Op straffe van verval, moet de aanvraag tot teruggave samen met die verbintenis tot staving, uiterlijk dertig dagen na het verstrijken van den bij de vorige alinea toegestane termijn, bij een ter post aangeteekenden brief ingezonden worden bij den Directeur van de belastingen van het gebied.

ART. 27.

Artikel 5, paragraaf 1, van de wet van 29 Augustus 1919 op de dranksljterijen wordt gewijzigd door toevoeging, van de woorden « of gedistilleerde » na het woord « gegiste ».

ART. 28.

I. — Artikel 15 van de wet van 29 Augustus 1919 op de dranksljterijen wordt vervangen door de volgende bepalingen :

§ 1^{er}. — Sont punis :

1^o D'une amende de 1,000 à 3,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n^{os} 2 et suivants de cet article;

b) Toute infraction à l'article 2 ou aux mesures prises pour son exécution;

c) Sans préjudice à l'application de l'article 60 de la loi du 31 décembre 1925, toute infraction aux articles 3, 4, 6 ou 10 de la loi du 29 août 1919, modifiés par les articles 57 et 58 de la dite loi du 31 décembre 1925;

d) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 14 et généralement tout acte du débitant, de son préposé ou d'un tiers, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des infractions;

2^o D'une amende de 300 francs à 1,000 francs, les infractions :

a) A l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du 1^o de ce paragraphe;

b) Au paragraphe 2 de l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 8;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. — A défaut de paiement, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées au n^o 1 du paragraphe 1^{er} du présent article et par un emprisonnement du huit jours à un mois pour celles qui sont prévues au n^o 2 du même paragraphe 1^{er}.

§ 3. — Dans les cas prévus au n^o 1 et au n^o 2, littera a du paragraphe 1^{er}

§ 1. — Worden gestraft :

1^o Met een geldboete van 1,000 tot 3,000 frank :

a) Elke overtreding van artikel 1, paragraaf 1, door elken persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de n^{rs} 2 en volgende van dit artikel;

b) Elke overtreding van artikel 2 of van de maatregelen ter uitvoering daarvan genomen;

c) Onverminderd de toepassing van artikel 60 van de wet van 31 December 1925, elke overtreding van de artikelen 3, 4, 6 of 10 van de wet van 29 Augustus 1919, gewijzigd door de artikelen 57 en 58 van gezegde wet van 31 December 1925;

d) Elke weigering van toegang of elk ander feit dat strekt om den toegang, voorzien bij artikel 14 te verhinderen of te belemmeren, en, over 't algemeen, elke handeling van den slijter, van zijnen aangestelde of van een derde, welke strekt om de opsporing of de vaststelling der overtredingen te verhinderen of te belemmeren;

2^o Met een geldboete van 300 tot 1,000 frank, de overtredingen :

a) Van artikel 1, paragraaf 1, door alwie zich in het geval van 1^o van deze paragraaf bevindt;

b) Van paragraaf 2 van artikel 7 en van paragraaf 2 van artikel 8;

c) Van elke bepaling dezer wet, waarvoor geen straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. — Bij niet-betaling wordt, voor de overtredingen bedoeld bij n^r 1 van paragraaf 1 van dit artikel, de boete vervangen door een gevangenisstraf van één tot drie maanden en, voor die voorzien bij n^r 2 van dezelfde paragraaf 1, door een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand.

§ 3. — In de gevallen voorzien n^r 1 en bij n^r 2, littera a van para-

du présent article, la fermeture du débit peut en outre être prononcée par le directeur des contributions tant à charge des personnes morales que des personnes physiques. La décision est exécutée à l'intervention du Procureur du Roi. Elle peut faire l'objet des recours prévus en matière d'impôts sur les revenus. Cependant, elle est exécutoire, nonobstant le recours, moyennant décision du Ministre des Finances, en cas de non-paiement de la taxe.

En cas d'infraction à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, n^o 1, à l'article 2 ou à l'article 10, la fermeture sera levée aussitôt que les intéressés se seront mis en règle.

§ 4. — En cas de récidive les amendes et l'emprisonnement sont doublés.

II. — La disposition suivante est ajoutée à la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fermentées ou distillées dont elle formera l'article 15^{bis} :

« Est puni d'une amende égale au double de la taxe remboursée, indépendamment du paiement de celle-ci, et d'un emprisonnement subsidiaire d'un à trois mois, toute infraction aux engagements pris en exécution de l'article 26 de la loi de protection contre l'alcoolisme.

» En cas de récidive, l'amende est doublée. »

ART. 29.

Les dispositions légales applicables aux débitants de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place, à l'exception des dispositions relatives à la tenue des débits, sont également applicables à ceux qui débitent, pour être consommées ailleurs que sur place, des boissons spiritueuses par quantités de six litres et moins.

graaf 1 van dit artikel, kan, daarenboven, de sluiting der slijterij worden uitgesproken door den directeur der belastingen, zoowel ten laste van de rechtspersonen als van de natuurlijke personen. De beslissing wordt uitgevoerd door tusschenkomst van den Procureur des Konings. Daarvan kan in beroep worden gegaan, zooals is voorzien in zake van de belastingen op het inkomen. Zij is echter uitvoerbaar, ondanks het verhaal, mits beslissing van den Minister van Financiën, in geval van niet-betaling der taxe.

In geval van overtreding van artikel 1, paragraaf 1, n^r 1, van artikel 2 of van artikel 10, wordt de sluiting opgeheven zoodra de belanghebbenden zich in regel hebben gesteld.

§ 4. — Bij herhaling, worden de boeten en de gevangenisstraf op het dubbel gebracht.

II. — De volgende bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste of gedistilleerde dranken, waarvan zij artikel 15^{bis} zal uitmaken :

« Wordt gestraft met een geldboete gelijk aan het dubbel van de terugbetaalde taxe, onverminderd de betaling derzelve, en met een bijkomende gevangenisstraf van één tot drie maanden, elke overtreding van de verbintenissen genomen in uitvoering van artikel 26 van de wet tegen het alcoholisme.

» In geval van herhaling, wordt de geldboete verdubbeld. »

ART. 30.

De wettelijke bepalingen toepasselijk op de slijters van ter plaatse te verbruiken gegiste of sterke dranken, ter uitzondering van de bepalingen betreffende het houden van de slijterijen, zijn insgelijks toepasselijk op alwie sterke dranken per hoeveelheden van zes liter en minder slijt om elders dan ter plaatse te worden verbruikt.

CHAPITRE IV.

De l'ivresse.

ART. 30.

§ 1^{er}. — Quiconque est trouvé en état d'ivresse sur la voie publique ou dans les lieux publics tels qu'ils sont définis par l'article 1^{er}, 2^e paragraphe, et l'article 3, est condamné aux peines suivantes : pour la première infraction, à une amende de 15 à 25 francs; en cas de récidive dans l'année depuis la première condamnation, à une amende de 26 à 50 francs; en cas de nouvelle récidive dans l'année depuis la deuxième condamnation, à un emprisonnement de huit jours et à une amende de 50 à 100 francs.

§ 2. — En outre, dans les cas visés au paragraphe précédent, si l'état d'ivresse du délinquant occasionne du désordre, du scandale ou du danger pour autrui ou pour lui-même, celui-ci pourra être écroué pendant deux heures au moins et douze heures au plus au dépôt communal ou dans la chambre de sûreté de la gendarmerie. Toutefois, si son état le requiert, il reçoit les soins médicaux nécessaires.

ART. 31.

Si, lors de l'infraction, le délinquant était porteur d'une ou de plusieurs armes, le jugement de condamnation lui interdit l'usage de son permis de port d'armes pour douze mois au plus.

Ces armes sont saisies sur l'inculpé par tout agent de la force publique et la confiscation en est prononcée par le jugement de condamnation. L'inculpé est tenu de les remettre immédiatement entre les mains de l'agent verbalisant. A défaut d'avoir opéré cette remise, il encourt une amende spéciale de 50 francs.

HOOFDSTUK IV.

Van de dronkenschap.

ART. 30.

§ 1. — Alwie in staat van dronkenschap wordt bevonden op den openbaren weg of in de openbare plaatsen, zooals bepaald bij artikel 1, 2^e paragraaf, en artikel 3, wordt tot de volgende straffen veroordeeld : voor de eerste inbreuk, tot een geldboete van 15 tot 25 frank; in geval van herhaling binnen het jaar na de eerste veroordeeling, tot een geldboete van 26 tot 50 frank; in geval van nieuwe herhaling binnen het jaar, na de tweede veroordeeling, tot gevangenisstraf van acht dagen en een geldboete van 50 tot 100 frank.

§ 2. — Bovendien, voor de in de vorige paragraaf bedoelde gevallen, kan de delinquent indien de staat van dronkenschap wanorde, schandaal of gevaar veroorzaakt voor een ander of voor hem zelf, in het gemeentelijk huis van bewaring of in de veiligheidskamer van de rijkswacht opgesloten worden gedurende ten minste twee uren en ten hoogste twaalf uren. Hij ontvangt, nochtans, indien zijn toestand zulks vereischt, de noodige geneeskundige zorgen.

ART. 31.

Indien, bij de inbreuk, de delinquent drager was van één of meer wapens, verbiedt het vonnis van veroordeeling hem, voor twaalf maanden ten hoogste, gebruik te maken van zijn verlof om wapens te dragen.

Die wapens worden op den verdachte in beslag genomen door iederen agent van de openbare macht en hun verbeurdverklaring wordt door het vonnis van veroordeeling uitgesproken. De verdachte is verplicht ze onmiddellijk af te geven in handen van den bekeurenden agent. Als hij die wapens niet afgeeft, loopt hij een bijzondere geldboete van 50 frank op.

ART. 32.

Si le délinquant en état d'ivresse conduit un véhicule ou une monture, ou se livre à une autre occupation exigeant une prudence ou des précautions spéciales afin d'éviter du danger pour lui-même ou pour autrui, les peines prévues à l'article 31 sont portées à :

Huit jours d'emprisonnement et 26 francs à 50 francs d'amende pour la première infraction, ou l'une de ces peines seulement;

Quinze jours d'emprisonnement et 50 à 100 francs d'amende en cas de récidive;

Deux mois d'emprisonnement et 100 à 200 francs d'amende en cas de nouvelle récidive.

Si l'infraction prévue au présent article constitue en même temps la circonstance aggravante de la contravention à l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1899 sur la police du roulage, modifiée par la loi du 4 août 1924, seules les peines prévues au présent article seront appliquées.

ART. 33.

Est puni d'une amende de 26 à 50 francs, quiconque sert des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre.

Si celle-ci est âgée de moins de dix-huit ans, la peine sera doublée; en outre, un emprisonnement de huit à quinze jours pourra être prononcé.

ART. 34.

Sont punis d'une amende de 26 à 50 francs, les cabaretiers et débitants, ainsi que leurs préposés, qui, dans l'exercice de leur commerce, servent des boissons enivrantes à un mineur âgé de moins de seize ans, si celui-ci n'est pas sous la surveillance de ses parents ou de leur délégué.

ART. 32.

Indien de in staat van dronkenschap verkeerende ~~delinquent~~ een voertuig of een rijdier leidt, of een andere bezigheid verricht welke voorzichtigheid of bijzondere voorzorgen vereischt ten einde gevaar te vermijden voor hemzelf of voor anderen, worden de bij artikel 31 voorziene straffen opgevoerd tot :

Gevangenisstraf van acht dagen en geldboete van 26 tot 50 frank, of één van deze beide straffen, voor de eerste overtreding;

Gevangenisstraf van vijftien dagen en geldboete van 50 tot 100 frank in geval van herhaling;

Gevangenisstraf van twee maanden en geldboete van 100 tot 200 frank in geval van nieuwe herhaling.

Indien de inbreuk voorzien bij dit artikel tevens de verzwarende omstandigheid van een overtreding betekent van artikel 2 van de wet van 1 Augustus 1899 op de verkeerspolitie, gewijzigd door de wet van 4 Augustus 1924, zullen alleen de straffen voorzien bij onderhavig artikel worden toegepast.

ART. 33.

Wordt met geldboete van 26 tot 50 frank gestraft alwie dronkenmakende dranken opdiert aan een persoon die kennelijk dronken is.

Indien deze geen achttien jaar oud is, wordt de straf verdubbeld; bovendien kan een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen worden uitgesproken.

ART. 34.

Worden met een geldboete van 26 tot 50 frank gestraft, de herbergiers en slijters, evenals hun aangestelden, die, in de uitoefening van hun handel, dronkenmakende dranken opdienen aan een minderjarige die geen zestien jaar oud is, indien deze niet onder het toezicht is van zijn ouders of hun afgevaardigde.

ART. 35.

Est puni d'une amende de 26 à 50 francs, quiconque fait boire une personne jusqu'à l'ivresse manifeste.

Si la personne est un mineur âgé de moins de dix-huit ans, la peine est doublée. En outre, un emprisonnement de trois à huit jours peut être prononcé.

Toutefois, dans les cas prévus par les articles 33, alinéa 2, 34, et par le deuxième alinéa du présent article, l'inculpé est admis à prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur.

ART. 36.

En cas de récidive dans l'année, les peines d'amende portées aux articles 33, 34 et 35 sont doublées et la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

En cas de nouvelle récidive dans l'année depuis la seconde condamnation, les peines d'amende sont triplées; la peine d'emprisonnement prévue aux dits articles est doublée et sera toujours prononcée.

ART. 37.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 50 à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque a intentionnellement amené l'ivresse d'autrui, lorsque l'ivresse aura eu pour conséquence une maladie ou un accident entraînant incapacité de travail personnel.

Si la mort s'ensuit, la peine est de cinq à dix ans de réclusion et de 200 à 1,000 francs d'amende.

ART. 38.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours et d'une amende de 26 à

ART. 35.

Wordt met geldboete van 26 tot 50 frank gestraft, hij die een persoon doet drinken tot dat hij klaarblijkelijk dronken is.

Indien deze persoon een minderjarige is beneden achttien jaar, wordt de straf verdubbeld; bovendien kan een gevangenisstraf van drie tot acht dagen uitgesproken worden.

Nochtans, in de bij de artikelen 33, tweede alinea, 34 en bij de tweede alinea van dit artikel voorziene gevallen, mag de verdachte het bewijs leveren dat hij, wat den leeftijd van den minderjarige betreft, op een dwaalspoor gebracht werd.

ART. 36.

In geval van herhaling binnen het jaar, worden de bij de artikelen 33, 34 en 35 bepaalde geldboeten verdubbeld en wordt de gevangenisstraf altijd uitgesproken.

In geval van nieuwe herhaling binnen het jaar na de tweede veroordeeling, worden de geldboeten verdrievoudigd; de gevangenisstraf voorzien bij genoemde artikelen wordt verdubbeld en altijd uitgesproken.

ART. 37.

Wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en geldboete van 50 tot 500 frank, of met één van deze straffen, gestraft, alwie opzettelijk iemand anders tot dronkenschap heeft gebracht, wanneer de dronkenschap een persoonlijke werkonbekwaamheid medebrengende ziekte of ongeval tot gevolg heeft gehad.

Indien zij den dood tot gevolg heeft, bedraagt de straf vijf jaar tot tien jaar opsluiting en geldboete van 200 tot 1,000 frank.

ART. 38.

Worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen en met geld-

50 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui proposent ou acceptent un défi de boire, lorsque ce défi a amené l'ivresse d'un ou de plusieurs parieurs, sans cependant entraîner les conséquences visées à l'article précédent.

ART. 39.

En condamnant à l'emprisonnement par application du présent chapitre, le tribunal peut prononcer contre les condamnés :

1^o La déchéance du droit d'exercer les fonctions de juré, de tuteur et de conseil judiciaire, pour deux à cinq ans;

2^o L'interdiction de vendre ou de débiter des boissons pendant deux ans au plus, sous peine d'une amende de 100 francs et d'un emprisonnement de huit jours pour chaque infraction à cette interdiction;

3^o La déchéance du droit de conduire un véhicule ou une monture pendant quinze jours au moins et six mois au plus, sous les sanctions prévues par l'alinéa 4 de l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1924. Mention du jugement et de la durée de la déchéance est faite conformément à l'alinéa 3 de l'article précité.

La même déchéance doit être prononcée pour toute infraction à l'article 32, quelle que soit la peine infligée; en cas de récidive dans l'année, la déchéance est prononcée pour un an; en cas de nouvelle récidive dans l'année depuis la seconde condamnation, la déchéance définitive est prononcée.

L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable à la condamnation à la déchéance du droit de conduire un véhicule ou une monture, même si, en vertu de l'article 65 du Code pénal, il est fait application d'une autre disposition.

boete van 26 tot 50 frank of met één van die straffen alleen, degenen die een uitdaging tot drinken voorstellen, of aanvaarden, wanneer die uitdaging dronkenschap bij een of meer wedders veroorzaakt heeft, zonder nochtans de bij het vorig artikel bedoelde gevolgen teweeg te brengen.

ART. 39.

Bij de veroordeelingen tot gevangenisstraf bij toepassing van dit hoofdstuk, kan de rechtbank ten laste van de veroordeelden uitspreken :

1^o De ontzetting van het recht het ambt waar te nemen van gezworene, voogd, gerechtelijk raadsman, voor twee tot vijf jaar;

2^o Het verbod dranken te verkoopen of te slijten gedurende ten hoogste twee jaar, op straffe van geldboete van 100 frank en gevangenisstraf van acht dagen voor iedere inbreuk op dat verbod;

3^o De ontzetting van het recht om een voertuig of een rijdier te geleiden, gedurende ten minste vijftien dagen en ten hoogste zes maanden, op straffe van de bij de vierde alinea van artikel 2 der wet van 1 Augustus 1924 voorziene sancties. Vermelding van het vonnis en van den duur der ontzetting wordt gemaakt overeenkomstig de derde alinea van voormeld artikel.

Dezelfde ontzetting moet uitgesproken worden voor iedere overtreding van artikel 32, welke ook de opgelegde straf weze; in geval van herhaling binnen het jaar, wordt de ontzetting uitgesproken voor één jaar; in geval van nieuwe herhaling binnen het jaar na de tweede veroordeeling, wordt de definitieve ontzetting uitgesproken.

Artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 is niet van toepassing op de veroordeeling tot ontzetting van het recht om een voertuig of een rijdier te geleiden, zelfs indien krachtens artikel 65 van het Strafwetboek, een andere bepaling toegepast wordt.

ART. 40.

Il est défendu, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 100 francs à 500 francs, de débiter, dans les maisons de débauche, des comestibles ou des boissons.

En cas de récidive dans l'année, la peine est de deux mois à un an d'emprisonnement et de 500 francs à 1,000 francs d'amende.

Les administrations communales pourront interdire tout débit de boissons dans les maisons occupées : 1^o par une ou plusieurs personnes notoirement livrées à la débauche; 2^o par une ou plusieurs personnes condamnées pour infraction aux articles 379 à 382 du Code pénal réprimant la corruption de la jeunesse et la prostitution ou pour avoir tenu un établissement de prostitution clandestine.

Cette interdiction cessera de produire effet après deux ans, si elle n'est pas renouvelée.

Toute contravention à cette interdiction sera punie de 50 francs d'amende et, en cas de récidive, de huit jours à un mois de prison et de 200 francs d'amende.

ART. 41.

Le juge, dans les cas prévus aux articles 36 et 37, peut ordonner que le jugement de condamnation sera affiché à tel nombre d'exemplaires, et en tels lieux, qu'il déterminera, le tout aux frais du condamné.

ART. 42.

Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues au présent chapitre.

ART. 40.

Het is verboden, op straffe van gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en van een geldboete van 100 frank tot 500 frank, spijzen of dranken te verkoopen in de ontucht-huizen.

In geval van herhaling binnen het jaar, bedraagt de straf van twee maanden tot één jaar gevangenisstraf en een geldboete van 500 frank tot 1,000 frank.

De gemeentebesturen mogen elken verkoop van drank verbieden in de huizen bewoond: 1^o door één of meer personen die zich kennelijk aan ontucht overleveren; 2^o door één of meer personen veroordeeld ter zake van inbreuk op de artikelen 379 tot 382 van het Strafwetboek tot bestraffing van de bederving der jeugd en van de prostitutie of om een inrichting van geheime ontucht gehouden te hebben.

Dat verbod zal, na twee jaar, zijn uitwerking verliezen, indien het niet hernieuwd wordt.

Ieder overtreding van dit verbod wordt gestraft met geldboete van 50 frank en, in geval van herhaling, met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en geldboete van 200 frank.

ART. 41.

De rechter mag, in de bij de artikelen 36 en 37 voorziene gevallen, bevelen dat het vonnis van veroordeeling aangeplakt worde op zooveel exemplaren en op zulke plaatsen als hij zal bepalen, een en ander op kosten van den veroordeelde.

ART. 42.

De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de in dit hoofdstuk voorziene inbreuken.

ART. 43.

Ces infractions, à l'exception de celles prévues par l'article 38 et les deux premiers alinéas de l'article 40, sont déférées au tribunal de police soit du lieu où l'infraction a été commise, soit du lieu de la résidence de l'inculpé, soit du lieu où l'inculpé est trouvé.

ART. 44.

Sans préjudice de l'application de l'article 155 de la loi du 18 juin 1869, les fonctionnaires et autres personnes visés à l'article 47 de la présente loi, ainsi que les officiers du ministère public près les tribunaux de police, sont, en ce qui concerne la constatation des infractions prévues par le présent chapitre et la poursuite de leurs auteurs, placés sous la surveillance du Procureur du Roi.

ART. 45.

N'est pas recevable en justice l'action en paiement des boissons enivrantes consommées dans les cabarets, cafés, auberges et débits quelconques.

Cette disposition ne s'applique pas à l'action en paiement des dettes contractées du chef de logement ou pension dans les hôtels et auberges et du chef de repas comprenant à la fois des boissons et des aliments.

ART. 46.

La loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique est abrogée.

CHAPITRE V.

Dispositions générales.

ART. 47.

Outre les officiers de police judiciaire, tous les fonctionnaires et em-

ART. 43.

Die inbreuken, met uitzondering van degene voorzien bij artikel 38 en de twee eerste alinea's van artikel 40, worden gebracht voor de politierechtbank, hetzij van de plaats waar de inbreuk werd gepleegd, hetzij van de verblijfplaats van den verdachte, hetzij van de plaats waar de verdachte aangetroffen wordt.

ART. 44.

Onverminderd de toepassing van artikel 155 der wet van 18 Juni 1869, staan de bij artikel 47 dezer wet bedoelde ambtenaren en andere personen, alsmede de officieren van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken, wat de vaststelling van de bij dit hoofdstuk voorziene inbreuken en de vervolging van hun daders betreft, onder het toezicht van den Procureur des Konings.

ART. 45.

Is in rechte niet ontvankelijk, de vordering tot betaling van dronkenmakende dranken in herbergen, kof-fiehuizen, afspanningen en welkdanige slijterijen ook verbruikt.

Deze bepaling is niet van toepassing op de vordering tot betaling van schulden aangegaan wegens logement of kostgeld in de hotels en afspanningen en wegens de eetmalen welke tegelijk dranken en spijsen begripen.

ART. 46.

De wet van 16 Augustus 1887 op de openbare dronkenschap is opgeheven.

HOOFDSTUK V.

Algemeene bepalingen.

ART. 47.

Benevens de officieren van gerechtede politie, zijn al de ambtenaren en

ployés de l'Administration des contributions directes, de l'Administration des douanes et accises et du Service de l'Hygiène, les inspecteurs et contrôleurs du travail, les agents judiciaires près les Parquets, les fonctionnaires et agents de police communale, les gendarmes et les huissiers des contributions sont qualifiés à l'effet de rechercher et constater seuls toutes les infractions aux chapitres I et IV.

ART. 48.

Les exploitants et les gérants de débits de boissons à consommer sur place et de débits de spiritueux à emporter sont tenus de placer bien en vue dans les locaux affectés à leur commerce des affiches du modèle déterminé par le Ministre des Finances, rappelant au public les principales interdictions de la présente loi.

Toute infraction aux arrêtés pris en exécution de l'alinéa précédent est punie des peines de police.

ART. 49.

Les amendes prévues par les chapitres I et IV, ainsi que par l'article 48 sont augmentées conformément à l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1921, modifié par l'article 176 de la loi du 2 janvier 1926 et l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1928.

ART. 50.

Dans chaque ressort de Cour d'appel, la police judiciaire d'un Parquet, désignée par le Procureur général et pourvue d'une voiture automobile, est spécialement chargée de la constatation, dans tout le ressort, des infractions aux chapitres I et IV de la présente loi, en même temps que de celle des infractions à la loi et aux règlements sur la police du roulage.

beampten van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, van het bestuur van tol en accijnzen en van den dienst der hygiëne, de arbeidsopzieners en controleurs, de gerechtelijke agenten bij de Parketten, de ambtenaren en agenten van de gemeentepolitie, de gendarmen en de deurwaarders der belasting bevoegd alleen al de inbreuken op de hoofdstukken I en IV op te sporen en vast te stellen.

ART. 48.

De ondernemers en de beheerders van slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken en van slijterijen van mede te nemen dranken zijn verplicht op een goed zichtbare plaats in de voor hun handel gebruikte lokalen, aanplakbiljetten op te hangen naar het door den Minister van Financiën bepaalde model, waarbij de voornaamste verbodsmaatregelen van deze wet aan het publiek herinnerd worden.

Elke inbreuk op de tot uitvoering van de vorige alinea genomen besluiten, wordt met politiestrafen gestraft.

ART. 49.

De bij de hoofdstukken I en IV, alsmede bij artikel 48 voorziene geldboeten worden verhoogd overeenkomstig artikel 1 der wet van 24 Juli 1921, gewijzigd bij artikel 176 der wet van 2 Januari 1926 en artikel 1 der wet van 27 December 1928.

ART. 50.

In ieder rechtsgebied van een hof van beroep is de daartoe door den Procureur-generaal aangewezen en van een autorijtuig voorziene gerechtelijke politie bij een Parket in het bijzonder belast met het vaststellen, in gansch het gebied, van de inbreuken op de hoofdstukken I en IV van deze wet, terzelfder tijd als met het vaststellen van de inbreuken op de wet en de reglementen op de verkeerspolitie.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 28 MAART 1934.

Verslag uit naam van de Commissie van Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tegen alcoholisme.

Zie de n^{rs} 13, 224 (zitting 1930-1931), 193, 195 (zitting 1931-1932) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 4 en 11 Maart, 27 en 28 April, 3 Mei, 16 en 22 Juni 1932; n^r 121 (zitting 1931-1932) van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LIGY, voorzitter; COENEN, CROKAERT, DE CLERCQ (J.-J.), DE CLERCQ (Joseph), DISIÈRE, HANQUET, HÉNAULT, HICGUET, HUISMAN VAN DEN NEST, LEBON, ORBAN, ROLIN, VAN FLETEREN en LEGRAND, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De onheilen van het alcoholisme zijn gekend en de noodzakelijkheid tegen dit gevaar te strijden moet steeds de aandacht gaande maken van diegenen die voor opdracht hebben te zorgen voor de volksgezondheid en de openbare zedelijkheid.

Over dit essentiele punt kunnen de meeningen niet uiteenloopen en het is met den wensch op dit gebied nuttig werk te verrichten dat de leden Uwer Commissie van Justitie het onderzoek hebben aangevat van het wetsontwerp tegen alcoholisme.

* * *

Het alcoholisme dient te worden bestreden, dat spreekt van zelf; doch men is het niet meer eens waar het geldt de maatregelen te bepalen om op de beste manier het beoogde en algemeen nagestreefde doel te bereiken.

Wij leven thans in België onder het stelsel der wet van 29 Augustus 1919. De voornaamste bepaling dezer wet bestaat in het volstrekt verbod van elken verkoop, elk in bezit hebben en elk verbruik van sterke dranken in de openbare lokalen en voornamelijk in de slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken.

De Belgische wetgever is niet willen gaan tot het totaal verbod, zooals andere landen deden. Niet alleen blijven de vervaardiging en de verkoop van sterke dranken bij ons toegelaten, doch, onder dekking van sommige bescheiden, kunnen particulieren er zich een onbepaalde hoeveelheid van aanschaffen, mits geen enkele aankoop een hoeveelheid betrefte van minder dan twee liter.

Alleen de houders van slijterijen zien zich deze toelating weigeren. Niet alleen mogen zij geen alcohol in hun huis verkopen, doch zij mogen er zelfs geen voor eigen gebruik in bezit hebben. Om deze verbodsbepaling te doen naleven, zijn beambten van de overheid, met de eenvoudige machtiging van

den vrederechter, bevoegd om een huiszoeking te doen bij de slijters, zelfs in de lokalen die hun private woonplaats uitmaken.

De wet van 1919 heeft dus tegenover de koffiehuishouders een uitzonderings-regime bekrachtigd, dat eenig mag heeten in onze wetgeving en dat, vanwege de belanghebbenden, aanleiding heeft gegeven tot even heftige als aanhoudende klachten.

Dit is niet te verwonderen; men heeft hier te doen met een echten aanslag op het beginsel krachtens hetwelk al de burgers, zoo zij daarvan niet onwaardig werden verklaard, dezelfde rechten genieten en dat sommigen onder hen van een dezer rechten niet mogen worden beroofd alleen wegens het beroep dat zij uitoefenen.

De wet van 1919 bepaalt desbetreffende een overdreven en tergenden maatregel die volstrekt niet geboden was, zelfs met het stelsel van bescherming bij deze wet ingevoerd en die er ongemeen toe bijgedragen heeft het algemeen onbemind te maken.

Naar de meening van zekere leden uwer Commissie van Justitie, zou deze bepaling moeten verdwijnen zelfs zoo de wetgeving van 1919 in haar hoofdtrekken behouden bleef.

* *

Wij verhaasten ons evenwel te zeggen dat dit slechts een bijkomende zijde van het vraagstuk is. Feitelijk zou het op te lossen vraagstuk anders moeten worden verruimd en alvorens uitspraak te doen over nieuwe formules, kwam het den leden der Commissie oorbaar voor na te gaan welke de uitwerking van de wet van 1919 had kunnen zijn, ten aanzien van het alcoholverbruik in België.

Het valt niet te betwisten dat deze wet niet heeft beantwoord aan de verwachtingen harer voorstanders.

Gewis heeft men tot 1926 te goeder trouw kunnen meenen dat de wet doeltreffend was, vermits feitelijk, gedurende dit eerste deel van haar toepassing, het alcoholverbruik regelmatig in België is afgenomen. Dit verbruik bedroeg, in 1922, 2.39 liter per inwoner, en, in 1926, nog slechts 1.82 liter. Doch deze teruggang hield ongelukkig op. Vanaf 1927 zijn wij getuigen van een omgekeerd verschijnsel en zien wij het alcoholverbruik even bestendig als onrustbarend stijgen. Het bedroeg 1.82 liter in 1926; stijgt tot 2.28 liter in 1927 om 3.17 liter in 1930 te bereiken. In vier jaar tijds — zelfs afgezien van den sluikhandel die op dat tijdstip veel minder belangrijk was dan thans — was dus het alcoholverbruik met bijna 80 t. h. toegenomen.

Waarom deze plotselinge kentering en hoe te verklaren dat, onder een ongewijzigd wettelijk regime, de toestand zoo grondig was veranderd?

Eerst en vooral, naar onze meening, omdat niet aan de wet van 1919 in hoofdzaak het voordeel is te wijten van den achteruitgang van het alcoholverbruik in België tot in 1926 vastgesteld. En zoo deze achteruitgang ophield, dan dienen daarvan de redenen integendeel gezocht in de wet van 1919 of veeleer in hare onvolmaaktheden en leemten.

* *

Niet aan de wet van 1919 en haar strenge toepassing moet men in de eerste plaats den achteruitgang wijten van het alcoholverbruik in België tot in 1926 vastgesteld. De waarheid is dat deze vermindering slechts het gevolg was van een achteruitgang van het alcoholisme die merkbaar was lang vóór het ontstaan van de wet van 1919.

In 1891 — wij waren dan op het slechtste tijdstip ! —, bereikte het alcoholverbruik in België niet minder dan 10.22 liter per inwoner. Vanaf dit oogenblik ziet men het afnemen, langzaam wellicht en soms met enkele offensieve stijgingen, doch op beteekenisvolle wijze.

Vanaf 1899 was het op 8.55 liter gedaald en van 1903 tot 1913 schommelde het tusschen 5 en 6 liter, om in 1913 op juist 5.52 liter komen te staan.

Van 10.22 liter tot 5.52 was de achteruitgang dus ernstig en toch hadden wij op dat tijdstip geen verbod.

Elders dus dan in de wet van 1919 moeten de oorzaken worden gezocht van dezen achteruitgang. Deze oorzaken zijn niet moeilijk op te sporen.

Eerst en vooral moeten zij worden gezocht in de intensieve propaganda die toen tegen het alcoholisme werd gevoerd, op school en elders, propaganda die sedertdien fel is verzwakt en die dank zij de thans geldende verfoeide wet niet meer zooveel weerklank in het land vond. De bestendige verbetering van het lot van de arbeiders en de vordering van de arbeidersopvoeding hebben eveneens op de meest doelmatige wijze tot dezen achteruitgang bijgedragen. Wij aarzelen zelfs niet te zeggen dat daar, naar onze meening, den meest belangrijken factor moet worden gezocht van de verbetering van den toestand vóór den oorlog reeds.

Daarbij komt de stijgende en redelijke verhooging van de fiscale rechten, redelijk in dezen zin dat deze achtereenvolgende verhoogingen niet belangrijk genoeg waren om, zooals thans het geval is, een sluikhandel te doen ontstaan die de uitwerking van de wet ontzenuwt.

Wil men daarover oordeelen? Vanaf 1896 werd het fiscale recht gebracht op 64 frank, daarna op 100 frank per hectoliter tegen 50°.

Vanaf dit jaar 1896 zien wij het alcoholverbruik vallen op 9.15 liter, wat overeenstemt met een vermindering van meer dan één liter per inwoner.

In 1903 wordt het recht opnieuw verhoogd en van 100 op 150 frank per hectoliter tegen 50° gebracht. Ineens vermindert het verbruik met meer dan 3 liter per inwoner.

Gewis blijft deze belangrijke inzinking niet geheel behouden, en van 1903 tot aan den oorlog zien wij het verbruik schommelen tusschen 5.23 liter en 6.40 liter om in 1913 op 5.52 te blijven staan.

Wij mogen niettemin zeggen dat aan den vooravond van den oorlog en zonder eenige verbodsbepaling de toestand gestabiliseerd was rond 5.50 liter per inwoner en dat, zoo de kwaal niet overwonnen was, zij in elk geval veel van haar kracht had verloren.

Dit alles was geschied onder den natuurlijken drang van de factoren die wij daareven bespraken en de werking van deze factoren kon voor de toekomst geen andere gevolgen hebben.

Dan kwam de oorlog en zoo deze, van meer dan een ander standpunt uit, een der rampzaligste bladzijden uit de moderne geschiedenis is, toch leverde hij, wat alcoholverbruik betreft, uitstekende uitslagen op die de reeds bekomen nog kwamen versterken.

Om redenen die niets te maken hadden met de openbare zedelijkheid regelde en beperkte de bezetter de alcoholproductie : van den anderen kant was de Belgische bevolking ongelukkig en vooral bezorgd om de inrichting van de levensmiddelenvoorziening die even moeilijk als onvoldoende was. Voor de overgrootte massa der Belgen die onder de bezetting leefden en vooral voor de

overgrootte massa der arbeiders, bleven er geen middelen over die men aan overbodige uitgaven had kunnen besteden. Ook zien wij het alcoholverbruik vallen tot een gemiddeld cijfer per inwoner van 3.41 liter voor 1914, van 2.76 voor 1915, van 2.01 liter voor 1916, van 1.96 voor 1917 en van 1.10 liter voor 1918.

Wij spreken niet van het jaar 1919, tijdens hetwelk het officieel verbruik slechts 0.56 liter per inwoner bedroeg.

Dit laatste cijfer moet niet worden onthouden; want gedurende dit jaar 1919 en zelfs 1920 tierden in België vele geheime stokerijen. In 1919 en in 1920 werden er niet minder dan 784 en 199 ontdekt.

Doch zelfs zoo men rekening houdt met deze geheime vervaardiging kunnen wij toch zeggen dat deze jaren 1919 en 1920, evenals de vorige, jaren van zwak verbruik zijn geweest. Dat is te verklaren. Het lijdt geen twijfel inderdaad dat het tijdperk van gedwongen onthouding onder den oorlog, normaal gesproken, voor de toekomst den meest gunstigen weerslag moest hebben.

Zelfs bij de volwassenen was er verbetering te bespeuren en tal van deze volwassenen, die voor den oorlog in zekere mate drankzuchtig waren, waren dit bij het einde van de vijandelijkheden geheel ontwend.

Het is vooral bij de jeugd dat het oorlogstijdperk op dit gebied uitstekende uitslagen opleverde. De mentaliteit der nieuwere geslachten die onder den oorlog de gelegenheid niet hadden alcohol te leeren kennen of zich daaraan te verslaven, wettigde de schoonste verwachtingen.

Wij mogen zeggen dat de jeugd van 1919 en volgende jaren geen alcohol dronk en er niet aan dacht. Zij onderging andere aantrekkingen en ofschoon deze niet steeds vrij van gevaar waren, onttrokken zij niettemin onze jongelui aan de verlokking van den alcohol voor de vroegere geslachten. Het moet ook worden gezegd dat de verbeteringen in de brouwnijverheid hun invloed deden gelden in den zin van een vermindering van het verbruik van gedistilleerd.

Wijzen wij ook nog op den gelukkigen invloed van de wetsbepalingen tot vermindering van het aantal drankgelegenheden.

Kortom, nooit waren de omstandigheden gunstiger voor de voortzetting van een doelmatigen strijd tegen het alcoholisme.

Het valt dus niet te verwonderen zoo het alcoholverbruik, dat voor de jaren 1922 en 1923 was gestegen tot een gemiddeld cijfer van 2.45 liter per inwoner, geleidelijk daalde om, in 1926, te vallen op een gemiddeld cijfer van slechts 1.82 liter.

Deze vermindering van het alcoholverbruik was trouwens niet aan België eigen en werd op dezelfde wijze in de overige landen vastgesteld.

Voor Frankrijk namelijk, land van vrijheid, was het verbruik, dat in 1913 per inwoner 3.96 liter bedroeg, tot 2.33 liter in 1927 gevallen, ofschoon sedert 1921 in de statistieken de likeurwijnen werden opgenomen, wat tot dusverre het geval niet was. Het schijnt dat, na 1927, zich in Frankrijk eveneens een zekere verhooging van het verbruik van alcoholbevattende likeuren heeft voorgedaan, doch in elk geval in een oneindig geringere verhouding dan in België. Het lijkt ons gepast hier te wijzen op een studie verschenen in het *Bulletin de l'Office International d'Hygiène publique* (jaar 1924, blz. 505). Uit deze studie blijkt dat een ernstig onderzoek in de arbeiderskringen van de Parijsche agglomeratie gedaan de meest bevredigende uitslagen opleverde.

Het verbruik van alcohol dat vóór den oorlog 4.77 liter bedroeg was er gevallen op 3.82 liter voor het tijdperk van 1919 tot 1922; het verbruik van wijn was

gevallen van 225 op 173 liter; dit van cider, van 4.8 liter op 4.3 liter en dit van bier, van 14.1 liter op 5.6 liter.

Hetzelfde onderzoek bracht aan het licht dat de dronkaards vooral te vinden waren onder de mannen van meer dan veertig jaar, dat er bij de jeugd merkelijke verbetering viel aan te stippen en dat de afwezigheid 's Maandags, zoo veelvuldig vóór den oorlog, merkkelijk was verminderd. Nochtans heeft Frankrijk, behalve voor een betrekkelijk geringe breuk van zijn grondgebied, niet zooals wij, de bezetting gekend noch de beperkingen toegebracht aan de fabricage van alcohol in de bezette gewesten.

Hetgeen waar was voor Frankrijk, kan gezegd worden van de meeste overige landen, daar dezelfde oorzaken dezelfde gevolgen hebben.

Wij meenen dus voor bewezen te mogen houden dat het ten onrechte is dat in de eerste plaats aan de wet van 1919 het voordeel wordt toegeschreven van de verbetering vastgesteld in het verbruik van alcohol gedurende het tijdperk 1922-1926. Niet dat wij er aan denken in twijfel te trekken dat deze wet, gevoegd bij de andere factoren waarvan wij hebben gesproken, tijdelijk geen goede gevolgen heeft gehad, maar er mag niet gezegd worden, zelfs voor het beoogde tijdperk, dat zij de beslissende oorzaak is geweest van de vermindering van het verbruik van alcohol.

* * *

Met niet minder waarheid meenen wij te mogen bevestigen dat aan dezelfde wet van 1919 de ommekeer in den toestand vanaf 1927 dient toegeschreven.

Immers de wet van 1919 vertoonde een ernstige leemte die niet dadelijk werd ontdekt. Zoo de openbare slijter werd nagejaagd door het beheer van Financiën, was niets gemakkelijker dan bijna zeker straffeloos alcohol te verkoopen overal elders dan in de openbare slijterijen.

Dit winstgevend beroep werd eerst uitgeoefend door enkele durvers en ten aanzien van de winsten die het opleverde, nam de kwaal spoedig ontzettende uitbreiding.

De geheime slijterijen zijn een openbaar gevaar geworden. Deze slijterijen namen oneindig toe en op den buiten, terwijl er tal van dorpen zijn waar geen enkel koffiehuis meer bestaat, mag worden gezegd dat er geen enkel dorp bestaat waar er geen geheime slijterijen in grooten getale te vinden zijn.

Niet alleen vermenigvuldigen zich overal de geheime slijterijen tot groot nadeel voor de openbare gezondheid, maar in opzicht van den alcohol zelf zijn zij een heel wat ernstiger gevaar dan de openbare slijterij. Deze geheime slijterijen bestaan, hebben reden van bestaan en genieten de gunst hunner klanten alleen omdat men er alcohol vindt, d. w. z. de verboden vrucht. Terwijl de herbergier niet bijzonder sterke dranken wenscht te verkoopen liever dan andere dranken, verkoopen de geheime slijters doorgaans alleen alcohol; daarom vooral gaat men bij hen, ofschoon zij al te vaak er voor zorgen aan diegenen, die zij aldus in hun instellingen lokken, andere aantrekkelijkheden van uiteenlopenden aard aan te bieden, waarop wij het overbodig achten nadruk te leggen.

* * *

De belangrijkheid der fiscale rechten is, zooals wij hebben gezegd, een uitnoodiging tot bedrog; het is nog in de geheime slijterij dat de smokkelaar zijn zekerste klienteel zal vinden vermits het tegenover de geheime slijterij is dat het blijkbaar onmogelijk schijnt practisch streng op te treden, zoowel voor de politie als voor het bestuur.

Het is vooral in deze geheime drankgelegenheden dat deze vervalschte dranken worden verkocht, waarin, benevens alcohol, producten voorkomen die schadelijker zijn dan de alcohol zelf, of die worden vervaardigd uit de onvolledige producten van de geheime stokerij.

Het bestaan van de geheime slijterijen heeft nog een anderen niet minder afschuwelijken weerslag. De koffiehuishouder, slachtoffer van deze oneerlijke mededinging, wordt virtueel gedwongen zelf alcohol te verkoopen in zijn instelling en dit, ondanks de bijzondere risico's die deze overtreding van de wet voor hemzelf medebrengt.

Hij doet het om zijn belangen te vrijwaren. Hij doet het nog, gedreven door een heel natuurlijk gevoel van opstand, en, men moet het wel bekennen, hij doet het met vrij goed gevolg omdat hij, in dezen strijd tegen het gezag, de openbare meening met zich heeft.

Deze stelselmatige overtreding van de wet, door de bevolking geduld en aangemoedigd, is een van de niet minst erge zijden van den toestand. Het ware overbodig, naar het schijnt, te wijzen op al het betreuenswaardige van dergelijken toestand zoowel in zedelijk en sociaal opzicht als op gebied der openbare gezondheid. De gevolgen in fiscaal opzicht zijn niet minder te betreuen.

Wij hebben gezegd dat de verhooging der fiscale rechten in beginsel een der beste verweermiddelen is tegen alcoholisme. Maar deze rechten door hun hoog peil, komen ertoe zelf een gevaar te zijn, indien, met deze hoge rechten, geene doeltreffende middelen overeenstemmen om het bedrog te beteugelen.

Wanneer een product, dat intrensiek fr. 2.50 waard is, onderhevig is aan rechten die, samen met de overdrachtstaxe, niet minder dan 60 frank per liter bedragen, moet men niet zeer geleerd zijn om te begrijpen welke partij een bedrog, dat vindingrijk en tuk op winstbejag is, uit zulken toestand zal trekken.

België heeft er de droevige ervaring van opgedaan en men kan op fabelachtige cijfers de gesmokkelde hoeveelheden alcohol ramen die thans in ons land in omloop worden gebracht.

Er bestaan in het Groothertogdom zoowat twaalfhonderd stokerijen; sommigen beweren zelfs dat er meer zijn. Het regime dezer stokerijen, de ontoereikende controle waaraan zij zijn onderworpen, laat hun toe niet aangegeven alcohol in groote hoeveelheid voort te brengen en het is voor niemand een geheim dat langsheen heel de grens van het Groothertogdom door middel van allerhande voertuigen en door voetgangers wordt gedaan aan bedrog, waarvan niet de juiste omvang kan worden berekend maar die gemakkelijk kan verondersteld worden.

Het weze voldoende te zeggen dat alleen in 1932 de stokerijen uit het Groothertogdom ons zonder eenige bijgedachte langs officieelen weg, dus om aan ons binnenlandsch verbruiksrecht te worden onderworpen, een hoeveelheid alcohol hebben toegezonden, die ongeveer 200,000 liter meer bedraagt dan de globale officieele voortbrengst van het jaar. Voegt men daarbij hetgeen in het Groothertogdom zelf werd verbruikt of uitgevoerd naar andere landen, dan kan men zeggen dat er van 7 tot 800,000 liter alcohol regelmatig werden in den handel gebracht zonder dat daarvoor het accijnsrecht werd betaald dat toepasselijk is in het Groothertogdom en waarvan de acht negenden aan België moeten ten goede komen.

Dit zegt ons veel over het regime dat in het Groothertogdom wordt toegepast en over de hoeveelheden alcohol die er worden gestookt buiten alle controle en die beschikbaar zijn voor den smokkelhandel. Hoeveel kan deze smokkelhandel bedragen? Laten wij slechts voor elke stokerij van het Groothertogdom een

gemiddelde dagelijksche niet aangegeven overvoortbrengst van 3 liter tegen 100^o aannemen. Aldus komen wij voor het jaar tot een voortbrengst van meer dan een millioen liter van 100^o, hetgeen overeenstemt met 2 millioen liter tegen 50^o; terwijl het verbruik van alcohol voor België, volgens de officieele gegevens, voor 1933 slechts 9,700,000 liter tegen 52^o bedroeg. En wij hebben onze berekening slechts gesteund op een gemiddelde overproductie van niet aangegeven alcohol van 3 liter per dag en per stokerij.

* *

Het valt niet te betwijfelen dat op een gegeven oogenblik de smokkelhandel over Frankrijk merkelyk was verminderd. Dit is thans niet meer het geval. En daar ook neemt de smokkelhandel in fijne likeuren en sterke dranken toe sedert de verhooging onzer tolrechten en onzer binnenlandsche verbruiksrechten.

Men komt thans bij ons tegen verminderde prijzen likeuren aanbieden die heel wat meer zouden waard zijn indien zij langs regelmatigigen weg werden ingevoerd. Volgens algemeen wordt erkend is deze sluikhandel uit Frankrijk thans zoo uitgebreid geworden, dat, juist zooals in Belgisch-Luxemburg, de handel in inlandschen alcohol naar men ons verzekert, feitelyk is afgeschaft langsheen nagenoeg de geheele Fransch-Belgische grens, voornamelyk in een deel van Henegouw en van West-Vlaanderen.

* *

Er bestaat ook nog de smokkelhandel langs de kust, en hier zou het niet alleen vreemden alcohol gelden maar ook Belgischen alcohol, die van lasten zou vrijgesteld zijn met het oog op den uitvoer, maar die vervolgens zou terugkeeren naar België en er zich komt voegen bij de ontzaglyke hoeveelheden gesmokkelde alcohol. Een van de jongste vaststellingen laat toe te onderstellen dat deze smokkelhandel liep over reusachtige hoeveelheden, vermits een enkele zending verrast door de bedienden van het bestuur liep over 7 tot 8,000 liter alcohol.

* *

Ten slotte komen de geheime stokerijen. Zijn zij talryk? Het is moeilijk dit te zeggen. Al wat wij weten is dat er bijna geen week voorbijgaat zonder dat er in de bladen wordt gewezen op de ontdekking van een of andere dezer stokerijen; de statistieken leeren ons dat er respectief 44 en 45 werden ontdekt voor de jaren 1932 en 1933. Voor de elf eerste weken van het jaar 1934 zijn er naar het schijnt reeds 25 of 26. Tal dezer stokerijen vervaardigden dagelijks betrekkelijk aanzienlyke hoeveelheden alcohol.

Men heeft er een zeker aantal ontdekt. Zij werden niet alle ontdekt en dit heeft zeker niet belet dat er nieuwe werden ingericht. Zelfs wanneer men slechts rekent met het gewoon bestaan in België van een honderdtal inrichtingen van dien aard, is het gemakkelijk te berekenen wat dit soort bedrog kan opbrengen en welk nadeel de Schatkist uit dien hoofde ondergaat.

* *

Dit is niet alles ! Loopend worden er in den handel, onder de benaming van versterkende of prikkelende middelen, producten verkocht die geen ander doel hebben dan den kooper in dwaling te brengen omtrent het alcoholgehalte der likeuren aangelengd met deze preparaten. Niet alleen zijn deze producten uiterst schadelijk maar hun gebruik beteekent een zwaar verlies voor de Schatkist, daar het onrechtstreeksch verlies voor den Staat kan geraamd worden op

ongeveer 3 frank voor elken liter sterken drank aldus vervalscht door middel dezer mengsels.

* * *

Het bedrag is aanzienlijk. Moet het ons derhalve verwonderen dat vanaf 1931 het officieel vastgesteld alcoholverbruik in ons land is gedaald in niet te denken verhoudingen?

In 1930 werden er 25,768,300 liter tegen 52° verbruikt. Dit cijfer valt reeds op 22,234,200 liter voor 1931, jaar gedurende hetwelk het verbruiksrecht werd opgevoerd van 8 tot 16 frank.

In 1932 wordt het verbruiksrecht gebracht van 16 op 20 frank. Te gelijker tijd ondergaat het officieel gecontroleerd verbruik een nieuwe en aanzienlijke daling; het bedraagt nog 18,427,100 liter hetgeen nog enkel ongeveer 75 t. h. van het verbruik van 1930 bedraagt.

Het is vooral in 1933 dat wij de uitslagen kunnen vaststellen van een sluikhandel, waarvan de kans op winst nog stijgt wegens de nieuwe en aanzienlijke verhooging van rechten goedgekeurd begin 1933.

Ditmaal is de daling vertikaal en het verbruik overschrijdt, volgens de voorloopige cijfers van het Bestuur, niet 9,700,000 liter voor 1933. Met andere woorden, het verbruik voor het jaar 1933, zonder rekening te houden met de verminderingen vastgesteld voor de jaren 1931 en 1932, gedurende dewelke de sluikhandel reeds hevig had gewoed, heeft een daling van 48 t. h. ondergaan.

Wij meenen dat deze cijfers sprekend zijn. Zelfs wanneer men, zooals redelijk, een deel van deze vermindering toeschrijft aan de crisis, dan is het klaarblijkend dat in den sluikhandel de hoofdoorzaak daarvan dient gezocht.

Niemand mag nog onbekend zijn met de uitgestrektheid van dezen sluikhandel, en om ons rekenschap te geven van zijn omvang hebben wij een uitstekende basis van vergelijking.

Wij hebben gesproken over de crisis. Deze moest normaal inwerken over het verbruik van bier zooals op het verbruik van alcohol. Welnu het verbruik van bier voor het jaar 1931, verre van zooals voor den alcohol een vermindering te boeken tegenover de cijfers van 1930, boekte een verhooging van 10 t. h. Het cijfer van 1932, ofschoon het een vermindering van 15 t. h. aantoonde tegenover het cijfer van 1931, vertegenwoordigde nog ongeveer 92 t. h. van het verbruik van 1930. Er is een nieuwe daling voor 1933. Deze daling zal, naar het schijnt, ongeveer 5 t. h. bedragen, zoodat het cijfer van 1933 nog op zijn minst meer dan 85 t. h. van het verbruik van 1930 zal bedragen.

Wij zijn dus ver van de vermindering vastgesteld voor alcohol. Ook mogen wij zeggen dat deze vermindering slechts schijnbaar is en dat de tegenwaarde daarvan in den sluikhandel dient gezocht. Aan deze en aan deze alleen zijn ten slotte de verhoogingen van rechten goedgekeurd in den loop der laatste jaren ten goede gekomen, terwijl de opbrengst dezer rechten voor de schatkist gestadig afnam.

* * *

Wil men aan de verhooging van de fiscale rechten op den alcohol haar volle doeltreffendheid verzekeren, dan moet men dus den sluikhandel beteugelen. Dit heeft uw Commissie van Justitie ertoe aangezet op dit gebied de wenken van een harer leden aan te nemen.

Vermits de tot nog toe gebruikte middelen ondoeltreffend zijn gebleken, moet de omloop van den alcohol worden geregeld door het identificeeren van den gecontroleerden alcohol.

Deze regeling is het voorwerp van het nieuwe artikel 13, voorgesteld door uw Commissie van Justitie.

Laten wij de strekking van dit artikel samenvatten. Op het oogenblik dat zij de magazijnen van den fabrikant, stoker, grossist of winkelier, die register 122 houdt, verlaten, moeten alle sterke dranken die meer dan 18° of zelfs minder dan 18° titreeren, indien zij werden vervaardigd of aangezet door middel van gedistilleerden alcohol (zie art. 1, par. 1), slechts mogen in omloop zijn in flesschen van hoogstens 1 liter en minstens 0.25 liter. Iedere flesch draagt een bandje of capsule af te leveren door het bestuur. Dit bandje of deze capsule, dat den hals omgeeft en loopt over den kurk of hem bedekt, zal dusdanig zijn dat het, na ontkurking van het vat, voor het gedeelte rond den hals blijft kleven aan de flesch gedurende heel den tijd van het verbruik. Dit gedeelte van het bandje of van de capsule dat vast is aan den hals moet met een reeksnummer den naam vermelden van den leverancier door wien de drank op flesschen werd getrokken.

De flesschen moeten bovendien een etiket dragen, waarop de naam van den verkooper wordt vermeld en waarop, samen met den inhoud van het vat, het alcoholgehalte ervan wordt aangeduid.

Het belang van deze identificeering die zich zal uitstrekken tot de ingevoerde producten, zal aan niemand ontgaan. Men zal misschien opwerpen dat, eens de flesch toegekomen bij den verbruiker, het bandje of de capsule zal kunnen worden afgenomen voordat de flesch wordt geopend en opnieuw aldus benuttigd.

Dit bedrog, zooals gemakkelijk valt te bewijzen, zal alleen mogelijk zijn bij de particulieren; zelfs bij hen zal het practisch onmogelijk en in elk geval zeer moeilijk worden gemaakt door het feit dat dit bandje of capsule enkel opnieuw zal kunnen gehecht worden op flesschen voortkomende van den oorspronkelijken verkooper en voorzien van etiketten op naam van denzelfden verkooper. De strenge straffen opgelopen in geval van herbenutting van het bandje of de capsule, zal trouwens dit bedrog zeer gevaarlijk maken en dit zal niet op ietwat belangrijke schaal kunnen geschieden zonder dat en het bestuur en de openbare meening daarvan op de hoogte zijn; en deze openbare meening zal ditmaal medewerken met het bestuur in stede van zijn actie te dwarsboomen, zooals thans.

Wat de koffiehuishouders betreft, die, in het voorgestelde regime, de bijzonderste afnemers van alcohol zouden zijn, het staat buiten kijf dat dit bedrog door herbenutting van bandjes of capsules gemakkelijk en nuttig zal kunnen worden vermeden door het goedkeuren van andere maatregelen, waarover wij straks zullen spreken.

Wij mogen dus zeggen dat in feite door den voorgestelden maatregel de identificeering van den gecontroleerden alcohol zoo doeltreffend mogelijk zal worden verzekerd.

Het bandje of de capsule zal normaal enkel mogen voorkomen op flesschen die gecontroleerden alcohol bevatten. Alleen deze flesschen met bandje of capsule zullen wettig mogen in omloop zijn, te koop gesteld of in bezit gehouden worden.

Derhalve zal de hoge prijs in den strijd tegen het alcoholisme weer het uitstekend wapen worden dat de wetgever er in wil vinden; tevens zal, op fiscaal gebied, de winst van deze hoge prijzen geheel ten goede komen aan de Schatkist.

Dit zijn voordeelen waarvan men nauwelijks het belang behoeft te onderlijnen.

Kritiek werd uitgebracht tegen het voorgestelde stelsel. Deze kritiek gold alleen de toepassing er van en op dit gebied meenen wij niet dat zij aan een onderzoek weerstaat.

Tegenwoordig wordt druk gesproken over het vraagstuk van den Luxemburgschen alcohol en de moeilijkheden die dit vraagstuk veroorzaakt in het kader van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond. Indien het voorgestelde stelsel in voege wordt gebracht en indien het, zooals wij gelooven, doelmatig blijkt, zou deze stekelige kwestie heel wat van haar belang verliezen. Voor den Luxemburgschen alcohol, zooals voor elken andere, zou het gevaar van bedrog, wat althans de verbruiksbelasting betreft, geheel, of nagenoeg, vermeden worden.

Wel zouden de thans hangende geschillen over het innen van de accijnsrechten en over de teruggave aan de zoogenaamde « landbouwdistilleerderijen van het Groot-Hertogdom » nog betwist blijven, doch het veel grooter euvel waaronder wij wegens het bedrog lijden, zou verdwijnen.

* *

Door de afschaffing van het bedrog vindt de wetgever in de voorgestelde regeling nog een ander voordeel. Hij krijgt immers voortaan een bron van ernstige documentatie in zijn strijd tegen het alcoholisme. Thans heeft hij slechts fantaisistische statistieken te zijner beschikking; voortaan zullen deze statistieken van zeer nabij met de werkelijkheid overeenstemmen en hem toelaten het toe- of het afnemen van het alcoholverbruik in het land na te gaan.

Op hetzelfde gebied is het voor de Regeering van belang te weten waar de alcohol heengaat. Dit is een feit dat niet zonder belang is.

Daarom meende uw Commissie van Justitie u in artikel 15 van het ontwerp een bepaling te moeten voorstellen, die elken aankoop van alcohol in flesschen doet vergezeld gaan van een bestelbon of een ontvangstbulletijn, geldig onder teekend door den koper of zijn aangestelde en door den verkoper te bewaren. Eenieder weet tot welk bedrog het stelsel der passavants thans aanleiding geeft. Uw Commissie meent dat men deze documenten alleen nog voor de fabrikanten, distilleerders of kleinverkoopers die het register 122 houden en den alcohol in fusten ontvangen, zou kunnen verplicht houden.

Wat betreft de verrichtingen van kleinverkoop, zou de passavant zeer doelmatig vervangen worden door de handteekening van den koper of zijn vertegenwoordiger, want het valt niet te betwijfelen dat de particulier die zijn handteekening moet verleen en zich veel minder gemakkelijk zal leenen tot inschikkelijke bemiddeling.

De overwogen formule kan de regelmatige verrichtingen geenszins ernstig hinderen; zij is overdreven noch tergend en zij versterkt grootelijks ten voordeele van het Bestuur het controlestelsel dat door de andere voorgestelde wijzigingen wordt ingericht.

* *

Alle voorgestelde maatregelen zullen nochtans ondoelmatig blijven indien morgen zooals gisteren geheime slijterijen kunnen voortbestaan.

Het dient gezegd, dat het door de Kamer aangenomen ontwerp ten voordeele van deze slijterijen het echte en winstgevend monopolium bekrachtigt dat hun bij de wet van 1919 werd verleend. Werd dit monopolium behouden, dan zouden de controlemaatregelen door uw Commissie van Justitie voorgesteld niet alleen ondoelmatig zijn, maar tevens het gevaar *verscherpen* in de plaats van het af te schaffen.

Indien de geheime slijterijen hun reden van bestaan behouden, dan is het inderdaad zeker dat, om te ontsnappen aan de verdenkingen die tegen hen zouden kunnen oprijzen door den aankoop van groote hoeveelheden gecontroleerden alcohol, zij meer en meer aan bedrog zouden doen; en des te zekerder, daar zij door het opslaan van vervalschte waren, of waren waarvoor geen rechten werden betaald, zij hun producten tegen lagere prijs zouden kunnen verkoopen; dat doen reeds velen onder hen en men moet zich daar niet over verbazen; het is immers voor niemand een geheim dat men nu reeds in België tegen 25 of 30 frank alcohol aan 94° komt aanbieden, die 60 frank waarde heeft als de fiscale rechten zijn betaald.

Indien men slagen wil moet men dus de geheime slijterij vernietigen. *Dit soort van slijterij bestond niet voor de wet van 1919.* Alleen de afschaffing van het monopolium dat zij geniet zal haar kunnen doen verdwijnen.

Wij mogen inderdaad niet vergeten dat de overheid tegenover de geheime slijterij practisch ontwapend is. Als de houder van een geheime slijterij geen herbergier is, wordt hij beschermd door de onschendbaarheid van de woning en de beteugeling blijkt onmogelijk, zooals de ondervinding der laatste jaren heeft bewezen.

Zoo gaat het in België; zoo gaat of ging het in alle landen die het gedeeltelijk of volledig drankverbod hebben willen invoeren.

* *

Om nuttig werk te verrichten moet men aan de geheime slijterij haar reden van bestaan ontnemen door aan de slijters van ter plaatse te verbruiken drank de vrijheid van verkoop terug te geven.

Het ontgaat ons niet dat deze terugkeer tot de gecontroleerde vrijheid welmeenende personen verontrust en wij verbergen niet dat het voorstel hevigen weerstand vond bij zekere leden van de Commissie van Justitie.

Deze leden meenen dat het herstel van de vrijheid van verkoop in de openbare slijterijen in ons land weer bestaansrecht aan den alcohol zal geven; dat het ten bate van de herbergiers en hotelhouders het recht zal herstellen om er aan te bieden aan hun cliënteel, deze cliënteel te verleiden en aldus in hun instelling, zooals vroeger en ten hunnen grooten profijte, het gewoon gebruik en misbruik van sterke dranken weer in te voeren.

* *

Vooreerst zullen wij antwoorden dat wij niet ernstig gelooven aan het groote gevaar dat de terugkeer tot de vrijheid zou beteekenen. In tegenstelling met den houder van de geheime slijterij heeft de houder van de openbare slijterij er, zooals wij zegden, geen belang bij eerder sterke dranken dan andere te verkoopen. Het tegendeel is eerder waar en, indien de slijter met een patent zich voortaan het monopolium van den alcoholverkoop toevertrouwd ziet, dan zal hij geenszins geneigd zijn er misbruik van te maken. Zelfs indien wij veronderstellen dat de terugkeer tot de vrijheid een zeker gevaar insluit, meenen wij dat dit gevaar in elk geval niet te vergelijken is bij dit, dat voortvloeit uit den huidige toestand en zijn betreurenswaardige gevolgen.

De alcohol is in feite nooit uit België verwijderd geworden. Hotelhouders en herbergiers uitgezonderd mag ieder persoon er zooveel koopen als hij wil en indien het een alcoholdrinker behaagt buiten den gezinskring te drinken, dan heeft hij gelegenheid te over. Hij zal er vinden in de eigenlijke geheime slijterijen en in de achterkeuken of de bijgebouwen van de meeste van onze gewone slijterijen.

Het zijn ongelukkig niet alleen de alcoholdrinkers die al deze slijterijen bezoeken, ook onze jeugd wordt er aangetast en het kwaad neemt met den dag toe.

Ziedaar de werkelijkheid ! Wat betreft de meeste toegelaten slijterijen zal de terugkeer tot de vrijheid niet veel veranderen aan den huidige toestand, of liever hij zal alles wijzigen, vermits hij zal toelaten een verkoop, die nu ook gebeurt, doch in het geheim en bij overtreding van de wet, officieel en onder controle van de openbare overheid, met onmiskenbare waarborgen, te regelen.

Doch de groote weldaad van den terugkeer tot de vrijheid zal bestaan in den dood van de geheime slijterij. Deze moet men treffen !

Zeker zal zij trachten stand te houden en het zal moeilijker zijn haar uit te roeien dan het zou geweest zijn haar ontstaan te beletten, doch de terugkeer tot de vrijheid zal haar reden van bestaan onttrekken en in dezen strijd van morgen tegen de geheime slijterij zal de overheid niet alleen de openbare meening, op haar hand hebben, maar ook nog de herbergiers, hotelhouders en gepatenteerde slijters, die om hun monopolium te verdedigen, het bestuur zullen helpen tegen verachtelijke mededingers.

* * *

Vatten wij samen ! De wet van 1919 heeft haar doel gemist. Terwijl de toestand nooit zoo gunstig was voor den strijd tegen het misbruik van gedistilleerden alcohol, heeft zich het tegenovergestelde verschijnsel voorgedaan.

Niettegenstaande de verhooging der rechten, heeft het verbruik van gedistilleerde alcohol in België toegenomen. Deze toeneming bereikte, zegden wij, nagenoeg 80 t. h. voor de periode van vier jaar van 1927 tot 1930. Indien ons voor de volgende jaren wegens het toenemen van het bedrog, alle documentatie ontbreekt, meenen wij ons toch niet te vergissen wanneer wij beveren dat dit verbruik niet belangrijk heeft afgenomen.

Wij meenen uit het loyale onderzoek der feiten de oorzaken van dezen betreurenswaardigen toestand te hebben blootgelegd. Zij zijn te vinden in het huidige regime; wij mogen zelfs verklaren dat deze toestand, in minder of meerdere mate, gemeen is voor alle landen met volledig of gedeeltelijk drankverbod. En indien het waar is dat in een land van vrijheid, zooals Frankrijk, ook een zekere toeneming van het verbruik sedert 1927 is vast te stellen, dan is het op verre na toch niet in dezelfde verhouding als in België.

Het redmiddel moet dus in de wijziging van het regime gezocht worden.

Ook heeft uw Commissie van Justitie met 11 tegen 3 stemmen gemeend den Senaat te moeten voorstellen aan de openbare slijterijen weer de toelating te geven om sterke dranken te verkoopen. Dit maakt het voorwerp uit van den nieuwen tekst door uw Commissie aangenomen voor artikel 3 van het ontwerp.

Krachtens dit zelfde artikel, en om redenen die de Senaat zal begrijpen, weze terloops gezegd dat deze machtiging om sterke dranken te verkoopen niet mag uitgebreid worden tot de drank-slijterijen in de foorkramen of andere instellingen van dien aard, waar zij gevaar zou kunnen opleveren, doch toepasselijk zou zijn op de rondreizende slijterijen ingericht op sloepen, schepen of spoorwagens, die regelmatig door het Bestuur zijn toegelaten.

* * *

Toen zij besloot den kleinverkoop alleen vrij te laten voor de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, meende uw Commissie dat van deze slijters

zekere bijkomende waarborgen dienden gevergd, die volkomen gerechtvaardigd zijn door het voorrecht dat hun wordt verleend.

In het voorgestelde regime zal de houder van de slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken ieder jaar voor de behoeften van zijn instelling een min of meer aanzienlijke hoeveelheid sterke dranken ontvangen. Het mag niet zijn dat hij toegeeft aan de verleiding om gesmokkelden alcohol te verkoopen namelijk door gesmokkelden alcohol in geopende flesschen te doen. Om dit gevaar te voorkomen, heeft uw Commissie een reeks bepalingen voorzien die het voorwerp uitmaken van artikel 18 van het ontwerp en die de controle van het Bestuur zeer zullen vergemakkelijken. Wij beperken er ons bij onder deze bepalingen te wijzen op deze welke ons de belangrijkste toeschijnt. Het is deze welke den slijter van ter plaatse te verbruiken dranken verplicht een factuur te eischen voor alle aankopen van alcoholische dranken, deze gedurende drie jaar te bewaren en ze voor te leggen telkens de overheidsagenten het eischen.

Voor elken bevoegden bediende is dit een uitstekend middel om de instellingen te ontdekken waar verdenking van bedrog bestaat en vervolgens dit bedrog zelf vast te stellen.

Op dit gebied heeft uw Commissie ook nog gemeend het recht te moeten weder invoeren, dat nu aan de wetsvertegenwoordigers is verleend, om mits een eenvoudige machtiging van den vrederechter, den gesmokkelden alcohol op te sporen bij de houders van openbare slijterijen, desnoods door een huiszoeking te houden in de lokalen die tot private woning van deze houders dienen.

Het ontwerp van de Kamer schafte bij artikel 25 dit bijzondere recht van opsporing af. Door de weglating van artikel 25 van het ontwerp der Kamer heeft uw Commissie er het herstel van voorzien.

Dit bijzondere recht van opsporing heeft in het huidig regime tot levendige klachten aanleiding gegeven omdat het tegenover slijters, in hun hoedanigheid van particulieren, een uitzonderingsregime invoerde, dat noch de belanghebbenden noch de openbare meening aanvaardden.

Dit geldt niet meer voor het voorgestelde regime, want in dit nieuwe regime komt het recht van huiszoeking voor als een redelijke tegenhanger van het aan de herbergiers verleende voorrecht; de huiszoeking zal alleen geschieden bij verdenking van gebruik van gesmokkelden alcohol en in dit geval dienen de vaststellingen zonder uitstel te kunnen gedaan worden.

Uw Commissie meende ook de sancties te moeten aanvullen die toepasselijk zijn op de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken die gesmokkelden alcohol zouden verkoopen.

In het huidige regime vallen deze inbreuken reeds onder de bepalingen van de wet van 6 Augustus 1843 en deze van 10 April 1933 op de beteugeling van het bedrog in zake douane.

Uw Commissie achtte dit niet voldoende en zij meende tegenover de overtreders de straf te moeten herstellen van het tijdelijk of definitief sluiten van de instelling waar de inbreuk geschiedde. Deze bijzondere straf van sluiting zal ook toepasselijk zijn op de slijters van mee te dragen dranken, die bij hoeveelheden van minstens 6 liter verkoopen.

Dit zijn, Mevrouw en Mijne Heeren, in hun hoofdlijnen, de voornaamste wijzigingen die uw Commissie van Justitie meent te moeten voorstellen aan het regime van den alcoholverkoop.

De meerderheid der leden van uwe Commissie van Justitie oordeelt dat de goedkeuring dezer wijzigingen slechts goede uitslagen kan opleveren. Zij heeft vertrouwen in de voorgestelde proefneming. Voor het geval dat hare verwachtingen mochten teleurgesteld worden, heeft zij niettemin de Regeering willen wapenen en bij artikel 10 machtigt de Commissie de Regeering om de gevolgen van artikel 3 af te schaffen, indien uit de officieele statistieken moest blijken dat gedurende twee achtereenvolgende jaren het verbruik van alcohol hooger is geweest dan het gemiddelde door dezelfde statistieken vastgesteld voor de jaren 1927 tot 1931.

Het kan ook gebeuren dat, naar aanleiding van sommige plaatselijke gebeurtenissen de openbare verkoop van alcohol, in het klein, tijdelijk gevaar kan bieden in sommige gemeenten of gewesten.

Artikel 11 voorziet dit geval en verleent aan den Koning, alsmede aan de Gouverneurs en aan de Burgemeesters het recht respectief voor geheel het grondgebied of voor een gedeelte van het land of van een provincie of in sommige gemeenten de toepassing van hetzelfde artikel 3 te regelen.

Deze schorsingen, waarvan artikel 11 den maximumduur regelt, zullen in sommige voorwaarden kunnen hernieuwd worden.

Dit is een uitstekende bepaling waarvan wij het overbodig achten al de gepastheid te onderlijnen.

* * *

Tot nog toe hebben wij ons er op toegelegd omstandig de bijzonderste wijzigingen te wettigen die uw Commissie van Justitie u voorstelt toe te brengen aan het door de Kamer goedgekeurde wetsontwerp.

Deze wijzigingen slaan vooral op het deel van dit ontwerp dat er het eerste hoofdstuk van uitmaakte.

Uw Commissie heeft geoordeeld dit eerste hoofdstuk in twee afzonderlijke hoofdstukken te moeten verdeelen.

In het nieuwe eerste hoofdstuk, heeft zij al de bepalingen gerangschikt die betrekking hebben op het verbruik en het slijten van sterke dranken in de openbare plaatsen.

In het tweede hoofdstuk daarentegen heeft zij alles verzameld wat betrekking heeft op den handel, den invoer en het voorhanden hebben van alcohol en van sterke dranken.

Het belang dezer indeeling is vooreerst dat er aldus meer methode en meer klaarheid wordt gebracht in het besproken ontwerp. Zij biedt nog een ander voordeel, namelijk dat daardoor de aard der voorziene overtredingen wordt bepaald, daar al de overtredingen, die het voorwerp zijn van hoofdstuk II, overtredingen zijn van louter fiscaal aard, waarop de bepalingen van artikel 49 niet toepasselijk zullen zijn.

* * *

Wij zullen met deze eerste twee hoofdstukken gedaan hebben, wanneer wij enkele woorden zullen gezegd hebben over de artikelen 5 en 19.

Naar luid van de artikelen 2 en 3, is het verbruik van alcohol in de lokalen voorbehouden voor de leden eener vereniging enkel toegelaten indien hij die deze lokalen openhoudt regelmatig toelating heeft bekomen om een slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken open te houden.

Deze lokalen zijn dus onderworpen aan het regime van gemeen recht, doch naar luid van artikel 4 hebben de bedienden van het bestuur toelating te allen tijde en zonder bijzonderen bijstand binnen te dringen in de openbare plaatsen,

waaronder naar luid van artikel 1, paragraaf 2, de vereenigingslokalen zijn gerangschikt.

Uw Commissie heeft geoordeeld dat, wat de zetels van vereenigingen betreft, aan artikel 4 een verzachting dient toegebracht; dit geschiedt bij artikel 5, naar luid waarvan de bedienden van het bestuur enkel toegang hebben tot deze lokalen, indien zij getweeën zijn en voorzien van een machtiging van den vrederechter.

* * *

Artikel 19, paragraaf 2, regelt het lot der voorraden alcohol of sterke dranken die mochten voorhanden zijn bij particulieren op het oogenblik der toepassing van de reglementsbepalingen van artikel 13.

In werkelijkheid zullen deze bepalingen naar luid van artikel 19, eerste paragraaf, pas drie maand na de afkondiging der wet van kracht worden.

Naar luid van artikel 19, paragraaf 2, moeten de particulieren, die bij het verstrijken van dezen termijn alcohol of sterke dranken in hun bezit hebben, daarvan aangifte doen en zich na een nieuwen termijn van drie maanden aanpassen aan de nieuwe regeling.

De voorwaarden dezer regeling worden bepaald door den Minister van Financiën en wij twijfelen er niet aan dat het bestuur, verwittigd van het voorhanden zijn van voorraden, in sommige bijzondere gevallen, bij voorbeeld voor het op flesschen trekken, aanvullende termijnen zal verleenen, aangezien dit op flesschen trekken slechts zal kunnen geschieden onder zijn toezicht en overeenkomstig zijn onderrichtingen.

Wij zullen niet blijven stilstaan bij de overige bepalingen van de eerste twee hoofdstukken, die geen commentaar vergen of die alleen de herhaling zijn van bepalingen die reeds door de Kamer werden goedgekeurd.

Sommigen zullen er zich wellicht over verbazen dat in dit eerste gedeelte van haar werk, uw Commissie van Justitie zich niet schijnt ingelaten te hebben met de zaak van de sterke biersoorten waarvan het verbruik in België aanzienlijk is.

Dit uitzicht van het vraagstuk ontsnapte niet aan de belangstelling van uw Commissie, doch zij oordeelde dat dit een afzonderlijke en tamelijk ingewikkelde kwestie betreft, die een heel bijzonder onderzoek verdient en, in ieder geval, niet tot de taak behoort welke zij nu te vervullen had.

HOOFDSTUK III.

In hoofdstuk II, dat hoofdstuk III is geworden, stelt het door de Kamer goedgekeurde ontwerp verschillende wijzigingen voor aan de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste dranken en aan Titel IX der wet van 31 December 1925 tot wijziging der wetgeving in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes.

Wij zullen ons er eenvoudig bij bepalen deze van deze wijzigingen te onderzoeken die de aandacht uwer Commissie hebben gaande gemaakt en waarop zij oordeelt u amendementen te moeten voorstellen.

Het eerste dezer amendementen slaat op den titel zelf der wet van 29 Augustus 1919 op de gegiste dranken.

Immers, deze titel moet worden gewijzigd, indien zooals uw Commissie voorstelt, artikel 3 der nieuwe wet toelating tot verkoop van sterke dranken terugschenkt aan de slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken.

In dezen titel dient men te lezen : « gegiste of gedistilleerde dranken ».

Deze tekstwijziging zal natuurlijk dienen toegebracht aan de verschillende artikelen der wet van 29 September 1919 die niet werden ingetrokken en waarin er spraak is van gegiste dranken. Voor deze tekstwijzigingen verwijzen wij naar de amendementen door uw Commissie voorgesteld.

* * *

Bij artikel 23 (artikel 21 van het door de Kamer goedgekeurde ontwerp), stelt uw Commissie voor de eerste vier regels van lid 2 te doen wegvallen. Deze alinea slaat op een categorie personen, aan dewelke geen toelating kan worden verleend om een drankslijterij open te houden door zich zelf of door tussenpersonen. Daaronder worden gerangschikt deze die, bij toepassing der wet van 29 Augustus 1919 op het alcoholregime, werden veroordeeld om sterke dranken te hebben gesleten.

Deze oorzaak van uitsluiting kan niet blijven bestaan, indien deze toelating om sterke dranken te verkopen wordt teruggeschonken aan de openbare slijterijen.

Artikel 25 heeft betrekking op de vijfjaarlijksche openingstaxe te betalen door de nieuwe slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken. Dit artikel heeft in zijn paragrafen 1 en 2 slechts weinig belangrijke wijzigingen ondergaan.

De minimabelastingen in dit artikel door de Kamer bepaald worden de gemeenrechtelijke bedragen en er bestaat enkel aanleiding tot verhooging dezer bedragen, indien het bestuur oordeelt dat zij lager zijn dan de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde der lokalen waarin de slijterij is ondergebracht.

Uw Commissie heeft geoordeeld dit artikel 25 te moeten aanvullen door een nieuwe paragraaf 3. Er valt immers te vreezen dat in geval van goedkeuring van het voorgestelde ontwerp, er al te veel nieuwe slijterijen oprijzen.

Uw Commissie stelt een verhooging der vijfjaarlijksche openingstaxe voor, voor de nieuwe slijterijen die mochten gevestigd worden in gemeenten waarin reeds ten minste een slijterij per 120 inwoners mocht bestaan.

Ten einde de verworven rechten te eerbiedigen, zou deze bijkomende taxe niet toepasselijk zijn op de nieuwe slijterijen, gevestigd in gebouwen die reeds dienen voor slijterijen van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken.

Artikel 23 van het door de Kamer goedgekeurde ontwerp, en dat artikel 26 is geworden, voorzag in zijn eerste alinea een vermindering van taxe voor de slijters die de verbintenis zouden aangaan noch bieren met meer dan 3° alcoholgehalte noch eenigen anderen alcoholhoudenden drank te slijten.

Uw Commissie stelt U voor deze alinea eenvoudig te doen wegvallen. Zij wenscht niet deze bijzondere slijterijen te zien tot stand komen, waarvan de exploitanten, met de bij artikel 23 voorziene verbintenis aan te gaan, geen ander doel zullen hebben dan te genieten van de halve taxe, behoudens in feite de verbodsbepalingen te overtreden, waaraan zij zijn onderworpen. Dit regime kan enkel leiden tot misbruiken in volstrekte wanverhouding met de voordelen die er kunnen uit voortvloeien.

* * *

Wij hebben gezegd dat uw Commissie de afschaffing voorstelde van artikel 25 van het ontwerp, door de Kamer goedgekeurd, artikel dat, voor de slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken, het recht niet behield voor de bedienden van het Bestuur om zelfs met toelating van den vrederechter, in deze slijterijen de voor het publiek niet toegankelijke lokalen te bezoeken.

Artikel 26 in het door uw Commissie van Justitie voorgestelde regime moet ook verdwijnen. Het ontwerp van uw Commissie rangschikt daarentegen onder de sterke dranken alle likeuren, zelfs met een alcoholgehalte lager dan 18°, die werden vervaardigd of aangezet door middel van gedistilleerden alcohol.

Artikel 29 heeft betrekking op de taxes te betalen door de verkoopers van mee te nemen sterke dranken, en die verkoopen met minder dan 6 liter.

Uw Commissie heeft het geraadzaam geoordeeld de vrij ingewikkelde bepalingen van dit artikel te vervangen door een nieuwen tekst die heel wat eenvoudiger is en die zich ertoe beperkt de bepalingen, voorzien bij artikel 25 voor de slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken, op deze slijterijen toepasselijk te maken.

HOOFDSTUK IV (vroeger hoofdstuk III).

Openbare dronkenschap.

Artikel 30 (vroeger artikel 28 van het ontwerp) voorziet de straffen uit te spreken tegen alwie in staat van dronkenschap wordt aangetroffen op den openbaren weg of in de openbare plaatsen, zooals deze worden bepaald bij de artikelen 1, § 2, en 3 van het ontwerp.

In het door de Commissie van Justitie voorgestelde stelsel, dienen natuurlijk onder de openbare plaatsen begrepen zoowel die welke worden bedoeld bij artikel 1, paragraaf 2, van het ontwerp als die welke het voorwerp zijn van artikel 3.

Dit artikel heeft aanleiding gegeven tot twee andere opmerkingen.

Uw Commissie heeft geoordeeld dat het recht, verleend aan iederen ambtenaar, die een proces-verbaal opmaakt, om in een gemeentelijk huis van bewaring of in de veiligheidskamer van de Rijkswacht gedurende minstens twee uur en hoogstens twaalf uur te doen opsluiten alwie in staat van dronkenschap in een openbare plaats wordt aangetroffen, waarlijk buitensporig is.

Het bleek aan uwe Commissie dat dit recht diende beperkt tot het eenig geval dat de staat van dronkenschap van den overtreder wanorde, schandaal of gevaar voor zichzelf of voor anderen veroorzaakt.

Zij stelt U ook voor de geldboeten te brengen van 15 op 20 frank voor een eerste overtreding; van 26 op 50 frank bij herhaling en van 50 op 100 frank in geval van nieuwe herhaling.

Vergeten wij niet dat al deze straffen, zooals al deze die volgen en al deze voorzien in het eerste hoofdstuk, onderhevig zijn aan de bij artikel 49 van het ontwerp voorziene vermenigvuldiging door zeven.

ART. 31.

Zelfde wijzigingen wat betreft het bedrag der boete.

ART. 32.

Dit artikel zou naar het schijnt beter kunnen worden ingelascht in de wet op de verkeerspolitie. Uw Commissie stelt derhalve voor het te doen wegvallen.

Zooniet zouden de tweede en de derde alinea dienen gewijzigd in den zin voorgesteld door uw Commissie in de bijgaande amendementen.

Het kan gebeuren dat, bij toepassing der wet op de verkeerspolitie, de overtreding voorzien bij dit artikel tevens bij verscherping een overtreding van artikel 2 der wet van 4 Augustus 1899 is.

Het is amper noodig op te merken dat er in dit geval slechts aanleiding zal bestaan tot het uitspreken van een enkele straf, namelijk deze voorzien bij artikel 32 van onderhavig wetsontwerp.

Dit wordt gezegd in paragraaf 4 die uw Commissie voorstelt toe te voegen aan artikel 32.

ART. 33, 34 en 35 (31, 32 en 33 van het ontwerp der Kamer).

De aan deze artikelen voorgestelde wijzigingen vergen geen bijzonder commentaar; zij slaan vooral op het bedrag der boeten of op den duur der gevangenisstraf en op het recht dat aan den rechter wordt gelaten in sommige gevallen om de gevangenisstraf al dan niet uit te spreken.

ART. 36 (art. 34 van het ontwerp).

De aan dit artikel voorgestelde wijzigingen vergen geen uitleg.

ART. 35 van het ontwerp.

In het door uw Commissie aangenomen stelsel, dient dit artikel niet gehandhaafd daar de overtreding, die kan bestaan in het rondventen van sterke dranken, niet de reglementaire voorwaarden vervult, vermits zij wordt voorzien en gestraft bij artikel 20 van het ontwerp.

ART. 37 en 38 (36 en 37 van het ontwerp).

De voorgestelde wijzigingen slaan insgelijks op het bedrag der boeten.

ART. 39 (38 van het ontwerp).

Eenvoudige tekstwijzigingen.

ART. 40 (39 van het ontwerp).

De voorgestelde wijzigingen slaan insgelijks op het bedrag der boeten.

ART. 41 (40 van het ontwerp).

Uw Commissie stelt voor het cijfer « 35 » (art. 33 van het ontwerp) te doen wegvallen.

Het lijkt immers buitensporig de aanplakking van het vonnis te voorzien van een eerste overtreding in het geval van inbreuk op artikel 35.

*
* *

Het ontwerp, gesproken uit de beraadslagingen uwer Commissie, werd goedgekeurd met 11 tegen 4 stemmen.

Dit verslag, dat werd voorgelezen ter vergadering van uw Commissie van Justitie op 28 Maart 1934, en onder het voorbehoud van het feit dat sommige leden hebben gestemd tegen de toelating, gegeven aan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, om sterke dranken te verkopen, werd goedgekeurd met 11 stemmen. Vier leden onthielden zich.

Voor de klaarheid der bespreking meent uw Commissie aan den Senaat te moeten voorstellen, het ontwerp der Commissie, dat hierna volgt, tot grondslag der bespreking te nemen.

De Verslaggever,
LEGRAND.

De Voorzitter,
A. LIGY.

ANNEXE**Projet de Loi de protection
contre l'alcoolisme.**

Texte présenté par la Commission
de la Justice.

CHAPITRE PREMIER.

*De la consommation et du débit des
boissons spiritueuses dans les lieux
publics.*

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente
loi on entend :

1^o par boissons spiritueuses :

a) les boissons dont la richesse
réelle en alcool dépasse 18 degrés de
l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la tem-
pérature de 15 degrés centigrades, à
l'exclusion des vins, vins de dessert,
vins de liqueurs et vins mousseux
dont la vente est autorisée sous ces
appellations;

b) toutes boissons quelconques dont
la richesse en alcool est inférieure
à 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-
Lussac à la température de 15 degrés
centigrades, mais qui ont été fabri-
quées ou remontées au moyen d'alcool
distillé;

2^o par lieux publics, tous lieux
accessibles au public, même sous cer-
taines restrictions, tels que routes,
chemins, places publiques, lieux de
divertissements, magasins, échoppes,
bateaux, trains, tramways, autobus,
aéronefs, gares, ateliers, bureaux,
chantiers et tous lieux où se réunissent
ou ont le droit de se réunir les membres
d'une association.

ART. 2.

Il est interdit :

1^o de vendre, d'offrir, d'acheter
ou d'accepter, même à titre gratuit,

BIJLAGE**Wetsontwerp tegen het alcoholisme**

Tekst door de Commissie van Justitie
voorgesteld.

EERSTE HOOFDSTUK.

*Van het verbruik en het slijten van sterke
dranken in de openbare plaatsen.*

EERSTE ARTIKEL.

Voor de toepassing van deze wet
verstaat men :

1^o door sterke dranken :

a) de dranken waarvan het werkelijk
alcoholgehalte, bij temperatuur van
15 graden Celsius, 18 graden van den
alcoholmeter van Gay-Lussac te boven
gaat, met uitzondering van de wijnen,
dessertwijnen, likeurwijnen en schuim-
wijnen, waarvan de verkoop onder die
benamingen toegelaten is;

b) al de dranken waarvan het
alcoholgehalte lager is dan 18 graden
van den alcoholmeter van Gay-Lussac,
bij temperatuur van 15 graden Celsius,
maar die werden vervaardigd of aan-
gezet door middel van gedistilleerden
alcohol.

2^o door openbare plaatsen, elke voor
het publiek, zelfs met sommige beper-
kingen, toegankelijke plaats, zooals
daar zijn banen, wegen, openbare
plaatsen, vermaakplaatsen, magazijn-
nen, kramen, schepen, treinen, trams,
autobussen, luchtschepen, stations,
werkhuizen, kantoren, werven en alle
plaatsen waar de leden eener vereeni-
ging bijeenkomen of het recht hebben
bijeen te komen.

ART. 2.

Het is verboden :

1^o in de openbare plaatsen, ter
plaatse te verbruiken sterke dranken

des boissons spiritueuses à consommer sur place, dans les lieux publics, sauf ce qui est dit à l'article 3 ci-après;

2^o de consommer des boissons spiritueuses dans les mêmes lieux.

ART. 3.

Moyennant une déclaration préalable à faire au bureau du receveur des accises, les débitants de boissons à consommer sur place : cabaretiers, restaurateurs, hôteliers, tenanciers ou exploitants d'une pension de famille ou d'un buffet installé dans les locaux d'une association ou dans un wagon de chemin de fer ou un bateau faisant un service régulier, peuvent vendre ou offrir à leurs clients des boissons spiritueuses à consommer sur place.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux débits de boissons établis dans des loges foraines, échoppes, tentes et autres installations non permanentes ou transportées de localité en localité.

ART. 4.

Pendant tout le temps où les lieux visés par les articles 1^{er} et 3, autres que ceux visés à l'article 5, sont accessibles au public, toute personne désignée à l'article 47 peut y pénétrer seule, sans assistance quelconque et y faire toutes investigations utiles en vue de la constatation éventuelle des infractions, y compris la levée d'échantillons et la saisie des boissons spiritueuses détenues ou débitées.

ART. 5.

Les investigations dans les locaux réservés aux membres d'une association ne peuvent être faites que pendant les heures d'ouverture de ces locaux, par deux ou plusieurs personnes désignées à l'article 47, à condition que ces per-

te vendre, à acheter, à louer, à te koop en of zelfs kosteloos te aanvaarden, behoudens wat gezegd wordt in artikel 3 hierna;

2^o in dezelfde plaatsen sterke dranken te verbruiken.

ART. 3.

Mits een voorafgaande verklaring bij het kantoor van den ontvanger der accijnzen, mogen de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, herbergiers, restauratiehouders, hotelhouders, houders of exploitanten van een familiepension of van een buffet ingericht in de lokalen van een vereeniging of in een spoorwagen of op een schip dat een regelmatig dienst verzekert, aan hun klanten ter plaatse te verbruiken sterke dranken verkoopen of aanbieden.

Deze bepaling is echter niet toepasselijk op de dranksluiterijen gevestigd in foorwagens, kramen, tenten en andere niet vaste of omreizende inrichtingen.

ART. 4.

Gedurende heel den tijd dat de plaatsen bedoeld bij de artikelen 1 en 3, andere dan deze bedoeld bij artikel 5, toegankelijk zijn voor het publiek, mag elke persoon bedoeld in artikel 47 er alleen binnendringen, zonder welken bijstand ook, en er al de gepaste opsporingen doen met het oog op de eventueele vaststelling der overtredingen, met inbegrip van het nemen van monsters en het in beslag nemen van de voorhanden zijnde of gesleten dranken.

ART. 5.

De opsporingen in de lokalen voorbehouden voor de leden eener vereeniging mogen slechts gedaan worden, gedurende de uren dat deze lokalen open zijn, door twee of meer personen aangeduid bij artikel 47, en op voorwaarde

sonnes soient munies d'une autorisation écrite du juge de paix.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les infractions à l'article 2 sont punies d'une amende de 50 à 200 francs.

En cas de récidive, l'amende est de 100 à 500 francs et le juge peut prononcer, en outre, un emprisonnement de huit à trente jours.

Pour toute récidive ultérieure, les peines d'amende et d'emprisonnement prévues à l'alinéa précédent sont cumulées.

Les boissons spiritueuses, objet de l'infraction, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants, sans qu'il puisse être fait application de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, concernant la condamnation conditionnelle.

§ 2. — Les peines d'amende prévues au paragraphe 1^{er} sont doublées et une peine d'emprisonnement de huit à trente jours peut être prononcée, même en cas de première infraction, quand le délit a été commis dans un débit clandestin ou dans un immeuble où est exploité soit un magasin de boissons à consommer en dehors de l'établissement, soit un autre commerce de détail. Dans cette dernière hypothèse, le juge peut, en cas de récidive, interdire l'exploitation du commerce ou du magasin pendant quinze jours et ordonner l'affichage simultané du jugement, par extrait, à la porte de l'immeuble. Le délai de quinze jours est porté à soixante jours et l'interdiction, avec affichage du jugement, est toujours prononcée en cas de nouvelle récidive.

§ 3. — Si l'interdiction d'exploiter le commerce ou le magasin est enfreinte, le local est immédiatement

dat deze personen voorzien zijn van een geschreven toelating van den vrederechter.

ART. 6.

§ 1. — De inbreuken op artikel 2 worden gestraft met geldboete van 50 tot 200 frank.

In geval van herhaling, bedraagt de geldboete 100 tot 500 frank, en de rechter kan bovendien een gevangenisstraf van acht tot dertig dagen uitspreken.

Voor elke latere herhaling, worden de in de vorige alinea voorziene geldboete en gevangenisstraf samen opgelegd.

De sterke dranken, die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, worden in beslag genomen en verbeurd verklaard, zelfs indien zij niet het eigendom van de overtreders zijn, zonder dat er toepassing kan worden gemaakt van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888, op de voorwaardelijke veroordeeling.

§ 2. — De boetstraffen, voorzien in de eerste paragraaf worden verdubbeld en een gevangenisstraf van acht tot dertig dagen kan worden uitgesproken, zelfs in geval van eerste overtreding, wanneer het misdrijf werd bedreven in een geheime slijterij of in een gebouw waar wordt gehouden ofwel een magazijn van buiten de inrichting te verbruiken dranken ofwel een andere kleinhandel. In dit laatste geval kan de rechter, in geval van herhaling, de exploitatie van den handel of van het magazijn verbieden gedurende vijftien dagen, en het gelijktijdig aanplakken van het vonnis, bij uittreksel, op de deur van het perceel, gelasten. De termijn van vijftien dagen wordt opgevoerd tot zestig dagen en het verbod met aanplakken van het vonnis, wordt steeds uitgesproken in geval van nieuwe herhaling.

§ 3. — Wordt het verbod, den handel of het magazijn te exploiteeren, overtreden, dan wordt het lokaal on-

fermé pour une période d'une durée double de celle fixée par la décision judiciaire et il est placé sous scellés à la diligence du Procureur du Roi. Le délinquant encourt une amende de 500 à 1,000 francs et un emprisonnement de trente jours.

§ 4. — Quand le condamné n'est ni propriétaire ni usufruitier ni locataire principal du local où l'infraction a été commise, le Ministère public notifie au propriétaire et, le cas échéant, à l'usufruitier ou au locataire principal, une copie du jugement ou de l'arrêt de condamnation, aussitôt qu'il est définitif.

Le propriétaire et, le cas échéant, l'usufruitier ou le locataire principal ont quinze jours francs à partir de cette signification pour faire opposition à la fermeture en justifiant qu'ils ont mis fin au contrat de gérance ou au bail. Les effets de l'interdiction sont suspendus si l'opposant établit, que dans le délai susvisé de quinze jours, il s'est pourvu en justice pour faire prononcer l'annulation des dits contrats. L'interdiction devient caduque si la résiliation est prononcée.

§ 5. — La condamnation, si le condamné est en état de récidive, établit dans le chef du locataire un abus de jouissance entraînant, au profit du bailleur, la résiliation du bail, éventuellement avec dommages et intérêts.

§ 6. — Moyennant le paiement d'un droit dont la quotité sera fixée par le Ministre, le casier central du Ministère de la Justice délivre à toute personne, sur sa demande, un extrait du dit casier mentionnant les condamnations qu'elle a subies par application

middellijk gesloten voor een termijn, die het dubbel bedraagt van dien bepaald bij de rechterlijke uitspraak, en verzegeld door de zorg van den Procureur des Konings. De delinquent loopt een geldboete op van 500 tot 1,000 frank en een gevangenisstraf van dertig dagen.

§ 4. — Is de veroordeelde noch eigenaar, noch vruchtgebruiker, noch hoofdhuurder van het lokaal waar de overtreding gepleegd is geworden, dan wordt door het Openbaar Ministerie aan den eigenaar en, in voorkomend geval, aan den vruchtgebruiker of aan den hoofdhuurder een afschrift van het vonnis of van het arrest van veroordeeling beteekend, zoohaast het onherroepelijk geworden is.

De eigenaar en, in voorkomend geval, de vruchtgebruiker of de hoofdhuurder beschikken over vijftien volle dagen vanaf deze beteekening om in verzet te komen tegen de sluiting, mits ervan te doen blijken dat zij een einde hebben gesteld aan de overeenkomst van zaakvoering of aan de huurovereenkomst. De gevolgen van het verbod worden geschorst indien de in verzet komende bewijst dat hij zich, binnen den hooger bepaalden termijn van vijftien dagen, in rechten heeft voorzien om de vernietiging van bedoelde contracten te bekomen. Het verbod vervalt indien de verbreking wordt uitgesproken.

§ 5. — De veroordeeling, indien de veroordeelde in staat van herhaling is, doet bij den huurder blijken van het misbruik van genot, dat, ten voordeele van den verhuurder, de verbreking van de verhuring, eventueel met schadevergoeding, ten gevolge heeft.

§ 6. — Mits betaling van een recht waarvan het bedrag door den Minister vastgesteld wordt, levert het centraal strafregister bij het Ministerie van Justitie, aan elken persoon, op zijne aanvraag, een uittreksel uit gezegd register af, met vermelding van de

des articles 6 et 28 de la présente loi.

ART. 7.

Quiconque accomplit un acte de nature à empêcher ou entraver la constatation des infractions aux dispositions de l'article 2 ou les recherches faites en vue de cette constatation par les agents désignés à l'article 47, est puni d'une amende de 26 à 100 fr., sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions du Code pénal.

En cas de récidive, l'amende est de 50 à 200 francs.

En cas de nouvelle récidive, l'amende est de 100 à 500 francs et le juge prononce, en outre, un emprisonnement de huit à trente jours.

Si le délinquant est l'exploitant ou le gérant d'un magasin de boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement ou d'un autre commerce de détail, les peines sont celles prévues par l'article 6.

ART. 8.

Le Gouvernement est autorisé à prendre les règlements nécessaires pour l'application du présent chapitre.

Toute infraction aux dits règlements est punie d'une amende de 26 à 50 fr.

En cas de récidive dans l'année, l'amende est de 50 à 100 francs.

ART. 9.

Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent chapitre.

ART. 10.

La loi du 29 août 1919 sur le régime

veroordeelingen, die hij bij toepassing van de artikelen 6 en 28 dezer wet heeft opgelopen.

ART. 7.

Alwie een daad pleegt die van zoodanigen aard is dat zij de vaststelling der overtredingen van de bepalingen van artikel 2 of de opsporingen met het oog op deze vaststelling gedaan door de bedienden vermeld bij artikel 47, belet of belemmert, wordt gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daartoe aanleiding bestaat, de toepassing van de bepalingen van het Strafwetboek

In geval van herhaling bedraagt de geldboete 50 tot 200 frank.

In geval van nieuwe herhaling bedraagt de geldboete 100 tot 500 frank en de rechter spreekt bovendien een gevangenisstraf uit van acht tot dertig dagen.

Indien de delinquent de ondernemer of de zaakvoerder is van een magazijn van sterke dranken, te verbruiken buiten de inrichting, of van een anderen kleinhandel, dan zijn de straffen die welke voorzien zijn bij artikel 6.

ART. 8.

De Regeering is gemachtigd de vereischte reglementsbepalingen voor te schrijven, met het oog op de toepassing van dit hoofdstuk.

Elke inbreuk op die reglementen wordt gestraft met een geldboete van 26 frank tot 50 frank.

In geval van herhaling binnen het jaar, bedraagt de geldboete 50 tot 100 frank.

ART. 9.

De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij dit hoofdstuk voorziene overtredingen.

ART. 10.

De wet van 29 Augustus 1919 op

de l'alcool est abrogée, à l'exception de l'article 13.

Si, postérieurement au 1^{er} janvier 1937, il est constaté, d'après les statistiques dressées par le Ministère des Finances, que pendant deux années consécutives, la quantité d'alcool livrée à la consommation en Belgique est, par tête d'habitant, supérieure à la moyenne de la consommation d'alcool pendant les années 1927 à 1931, le Roi pourra, sur avis conforme du Conseil des Ministres, suspendre l'application de l'article 3 de la présente loi. Dans ce cas, les dispositions de l'article 18, paragraphe 2, seront applicables aux débitants de boissons autorisés précédemment à servir des boissons spiritueuses à consommer sur place.

ART. II.

En cas de troubles, d'émeutes ou de tous autres événements de nature à mettre en danger l'ordre et la sécurité publics, le Roi peut, sur proposition du Ministre de la Justice, de l'Intérieur ou de la Défense Nationale, suspendre pour tout le pays, ou pour certaines localités ou régions à déterminer, l'application de l'article 3, 1^{er} alinéa, pendant un délai de trois mois au maximum. Il peut proroger ce délai sur avis du Conseil des Ministres.

Les Gouverneurs, pour tout ou partie de leur province, et les Bourgmestres, dans leur commune, peuvent prendre des mesures analogues pour un terme de quinze jours susceptible d'être prolongé deux fois pour une même durée.

Les infractions aux arrêtés pris en vertu du présent article sont punies d'un emprisonnement de huit à trente jours et d'une amende de 50 à 200 fr. Si elles ont été commises dans un débit de boissons à consommer sur place ou dans un magasin de détail, l'établissement est immédiatement fermé pour trente jours, à la diligence du Procureur du Roi.

het alcoholregime wordt ingetrokken, ter uitzondering van artikel 13.

Wordt er, na 1 Januari 1937, volgens de door het Ministerie van Financiën opgemaakte statistieken vastgesteld dat gedurende twee achtereenvolgende jaren, de hoeveelheid alcohol, geleverd aan het verbruik in België, per inwoner hooger is dan het gemiddeld alcoholverbruik gedurende de jaren 1927 tot 1931, dan kan de Koning, op eensluidend advies van den Ministerraad, de toepassing van artikel 3 dezer wet schorsen. In dit geval zijn de bepalingen van artikel 18, paragraaf 2, toepasselijk op de slijters van dranken die vroeger ter plaatse te verbruiken sterke dranken mochten schenken.

ART. II.

In geval van onlusten, oproer of alle andere gebeurtenissen die de openbare orde en veiligheid in gevaar kunnen brengen, mag de Koning, op voorstel van den Minister van Justitie, van Binnenlandsche Zaken of van Landsverdediging, voor heel het land of voor sommige te bepalen gemeenten of gewesten, de toepassing van artikel 3, lid 1, schorsen gedurende een termijn van ten hoogste drie maand. Op advies van den Ministerraad kan hij dezen termijn verlengen.

De Gouverneurs in geheel of een gedeelte van hun provincie en de burgemeesters in hun gemeente mogen soortgelijke maatregelen treffen voor een termijn van vijftien dagen, die tweemaal voor een zelfden duur kan verlengd worden.

De overtredingen van de besluiten genomen krachtens dit artikel, worden gestraft met een gevangenisstraf van 8 tot 30 dagen en met een boete van 50 tot 200 frank. Werden zij bedreven in een slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken of in een winkel, dan wordt de inrichting onmiddellijk gesloten voor dertig dagen door de zorg van den Procureur des Konings.

En cas de récidive, les peines sont doublées.

Quand la fermeture ordonnée par le Procureur du Roi n'est pas respectée, le contrevenant est puni d'un emprisonnement de trente jours et son établissement est refermé pour soixante jours.

Le droit d'opposition du propriétaire, de l'usufruitier ou du locataire principal peut s'exercer dès que l'article 3 reprend son empire dans la commune où est situé l'établissement fermé. L'action en résiliation du bail prévue par l'article 6, paragraphe 5, peut être exercée aussitôt après la fermeture de l'établissement.

CHAPITRE II.

Du commerce, de l'importation et de la détention d'alcool et de boissons spiritueuses.

ART. 12.

Il est interdit de vendre, d'offrir d'acheter ou d'accepter, même à titre gratuit, des alcools éthyliques ou des boissons spiritueuses dans des lieux publics autres que les fabriques, magasins ou débits de boissons à consommer sur place dont les exploitants ont fait une déclaration de profession au receveur des accises, dans la forme prescrite par le Ministre des Finances.

ART. 13.

§ 1^{er}. — La vente, l'achat, la livraison, la réception, le transport et la détention à un titre quelconque d'alcool éthylique et de boissons spiritueuses ne sont permis que si ces produits sont logés dans des cruchons ou des flacons de 0.25 litre au moins et 1 litre au plus, vendus ou livrés soit par un distillateur ou par un rectificateur, soit par un fabricant de liqueurs, un négociant en gros ou

In geval van herhaling, worden de straffen verdubbeld.

Wordt de door den Procureur des Konings gelaste sluiting niet nageleefd, dan wordt de overtreder gestraft met een gevangenisstraf van dertig dagen en zijn inrichting wordt gesloten voor zestig dagen.

Het recht van verzet van den eigenaar, vruchtgebruiker of hoofdhuurder mag worden uitgeoefend, zoodra artikel 3 opnieuw van kracht wordt in de gemeente waar de gesloten inrichting is gelegen. Het geding tot de bij artikel 6, paragraaf 5, voorziene verbreking van de huurovereenkomst mag worden ingespannen onmiddellijk na de sluiting van de inrichting.

HOOFDSTUK II.

Van den handel, den invoer en het in bezit houden van alcohol en van sterke dranken.

ART. 12.

Het is verboden ethylalcohol of sterke dranken te verkoopen, aan te bieden, te koopen of zelfs kosteloos te aanvaarden in andere openbare plaatsen dan de fabrieken, magazijnen of slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken waarvan de exploitanten een aangifte van beroep hebben gedaan bij den ontvanger der accijnzen in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm.

ART. 13.

§ 1. — De verkoop, de aankoop, de levering, de ontvangst, het vervoer en het bezit te eenigen titel van ethylalcohol en van sterke dranken is enkel toegelaten, indien deze dranken vervat zijn in kruiken of flesschen van minstens 0.25 liter en hoogstens 1 liter, verkocht of geleverd ofwel door een stoker of door een rectificateur, ofwel door een likeurfabrikant, een groot-handelaar of een kleinhandelaar andere

un détaillant autre qu'un débitant de boissons à consommer sur place, qui a fait, au receveur des accises, une déclaration de profession dans la forme prescrite par le Ministre des Finances

§ 2. — Les récipients doivent être capsulés ou cachetés. Ils doivent, en outre, porter une étiquette mentionnant :

1^o le nom du distillateur, du rectificateur, du fabricant de liqueurs, du négociant en gros ou du détaillant dûment autorisé qui en a opéré le remplissage;

2^o la nature et la quantité du liquide contenu dans les récipients;

3^o la teneur alcoolique réelle de ce liquide, établie en degrés et demis de degré à l'aide de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

§ 3. — Le goulot des récipients doit être muni d'une bandelette ou d'une capsule fiscale apposée de telle façon qu'elle soit nécessairement déchirée en cas d'ouverture des récipients. La partie de ces bandelettes ou capsules qui devra rester adhérente au goulot après ouverture des récipients portera en même temps qu'un numéro d'ordre, le nom du distillateur, rectificateur, fabricant de liqueurs, grossiste ou détaillant autorisé qui aura opéré la mise en flacons ou cruchons.

Les bandelettes ou capsules sont délivrées par l'Administration des accises, qui en perçoit le prix à titre de taxe de bandelettes ou capsules à raison de fr. 0.50 pour les récipients contenant de 0.25 à 0.50 litre et 1 franc pour les autres récipients.

La taxe de bandelettes ou capsules est assimilée au droit d'accise.

§ 4. — L'importation d'alcool éthylique et de boissons spiritueuses destinés à être utilisés ou consommés en Belgique est interdite si elle ne se

dan een slijter van ter plaatse te verbruiken dranken die bij den ontvanger der accijnzen een verklaring van beroep in den door den Minister van Financiën voorgeschreven vorm heeft gedaan.

§ 2. — De vaten moeten gecapsuleerd of toegelakt zijn. Zij moeten bovendien voorzien zijn van een etiket met vermelding van :

1^o den naam van den stoker, den rectificateur, den likeurfabrikant, den groothandelaar of den behoorlijk gemachtigden kleinhandelaar die de vaten heeft gevuld;

2^o den aard en de hoeveelheid van de vloeistof vervat in de vaten;

3^o het werkelijk alcoholgehalte van deze vloeistof bepaald in graden en halve graden door middel van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij een temperatuur van 15 graden Celsius.

§ 3. — De hals der vaten moet voorzien zijn van een fiscaal bandje of capsule derwijze geplakt dat het noodzakelijk scheurt in geval van opening der vaten. Het gedeelte dezer bandjes of capsules dat moet blijven kleven aan den hals na de opening der vaten, zal samen met een volgnummer tevens vermelden den naam van den stoker, rectificateur, likeurfabrikant, grossist of gemachtigd kleinhandelaar, die de vloeistof op flesschen of kruiken heeft getrokken.

De bandjes of capsules worden afgeleverd door het bestuur der accijnzen, dat er den prijs van int als belasting van bandjes of capsules naar rato van fr. 0.50 voor de vaten met een inhoud van 0.25 tot 0.50 liter en van 1 frank voor de overige vaten.

De belasting van bandjes of capsules wordt gelijkgesteld met het accijnsrecht.

§ 4. — De invoer van ethylalcohol en van sterke dranken, bestemd om te worden gebezigd of verbruikt in België, is verboden indien hij niet geschiedt

fait en cruchons ou flacons de 0.25 litre au moins et de 1 litre au plus. Les récipients doivent être cachetés ou capsulés et porter, en outre, une étiquette mentionnant, indépendamment du nom du destinataire en Belgique, les indications visées au paragraphe 2, 2^o et 3^o.

Les cruchons ou flacons doivent, avant leur enlèvement du bureau d'importation ou de l'entrepôt, être munis de la bandelette ou capsule conformément au paragraphe 3.

§ 5. — Par dérogation aux prescriptions des paragraphes 1^{er} et 4, peuvent être livrés, importés, réceptionnés ou détenus, en fûts, ou en bonbonnes contenant au moins 10 litres de liquide :

a) les alcools éthyliques indigènes enlevés d'une distillerie ou d'une usine de rectification en vue de servir à des fins industrielles avec décharge totale ou partielle des droits d'accise;

b) les alcools éthyliques ou liqueurs fournies à un distillateur rectificateur, fabricant d'essences ou de liqueurs grossiste ou détaillant dûment autorisé à faire le remplissage en flacons. Dans ce cas, les fûts et bonbonnes doivent être marqués et cachetés au nom du fournisseur s'il s'agit de produits indigènes ou du destinataire en Belgique s'il s'agit de produits importés; ils doivent, en outre, porter une étiquette donnant les indications visées au paragraphe 2, 2^o et 3^o.

§ 6. — Le Ministre des Finances prescrit les mesures nécessaires pour l'application des dispositions du présent article. Il détermine notamment le modèle des bandelettes ou capsules et règle leur délivrance et leur emploi.

ART. 14.

Les récipients débouchés ou vidés ne peuvent être remplis en tout ou

in kruiken of flesschen van ten minste 0.25 liter en ten hoogste 1 liter. De vaten moeten toegelakt of gecapsuleerd zijn en bovendien een etiket dragen, waarop, buiten den naam van den bestemming in België, de bij paragraaf 2, 2^o en 3^o, bedoelde aanduidingen worden vermeld.

De kruiken of flesschen moeten, vooraleer te worden afgehaald op het invoerkantoor of in de stapelplaats, voorzien worden van het bandje of de capsule overeenkomstig paragraaf 3.

§ 5. — Bij afwijking van de voorschriften van de paragrafen 1 en 4, mogen worden geleverd, ingevoerd, ontvangen of in bezit gehouden, in fusten of in korfflesschen bevattende minstens 10 liter vloeistof :

a) inlandsche ethylalcohol, weggehaald in een stokerij of in een rectificatiefabriek om te dienen voor nijverheidsdoeleinden met globale of gedeeltelijke ontlasing van de accijsrechten;

b) ethylalcohol of likeuren, geleverd aan een stoker, rectificateur, fabrikant van essences of likeuren, een grossist of een kleinhandelaar behoorlijk gemachtigd om op flesschen te trekken. In dit geval moeten de fusten en korfflesschen gemerkt en toegelakt zijn op naam van den leverancier, indien het inlandsche producten geldt, en op naam van den bestemming in België, indien het ingevoerde producten geldt; zij moeten bovendien voorzien zijn van een etiket met de aanduidingen bedoeld in paragraaf 2, 2^o en 3^o.

§ 6. — De Minister van Financiën schrijft de maatregelen voor, die noodig zijn voor de toepassing der bepalingen van onderhavig artikel. Hij bepaalt onder meer het model der bandjes of capsules en regelt hun aflevering en gebruik.

ART. 14.

De ontkurkte of geledigde vaten mogen niet geheel of gedeeltelijk ge-

en partie d'alcool éthylique ou d'une boisson spiritueuse, si ce n'est dans les usines, fabriques ou magasins des industriels ou des négociants désignés au paragraphe 4 de l'article précédent.

ART. 15.

Le vendeur et l'expéditeur d'alcool éthylique ou de boissons spiritueuses doivent s'assurer, en exigeant un bon de commande ou accusé de réception signé par le destinataire ou la production de la carte d'identité de celui-ci ou de son mandataire, de l'exactitude des renseignements relatifs à l'identité, à la profession et à la résidence du destinataire.

Le Ministre des Finances prescrit les mesures nécessaires pour l'application des dispositions ci-dessus.

ART. 16.

Les dispositions des articles 12, 13, paragraphes 1, 2 et 3, et 15, ne sont pas applicables :

1^o aux alcools et boissons spiritueuses délivrés par un pharmacien sur une prescription écrite, datée et signée par un docteur en médecine et mentionnant lisiblement les nom et adresse du signataire et du malade;

2^o aux alcools et boissons spiritueuses vendus publiquement par un officier public par application des lois de procédure. Dans ce cas, si les cruchons ou flacons ne sont pas munis d'une bandelette, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 13 avant que la marchandise soit exposée en vente.

Si ces boissons spiritueuses sont vendues en fûts ou bonbonnes, l'acheteur de ces produits autre qu'un distillateur, rectificateur, fabricant de liqueurs, grossiste ou détaillant dûment autorisé à faire le remplissage, devra se conformer aux prescriptions spé-

vuld worden met ethyl-alcohol of een sterken drank, tenzij in de fabrieken, werkhuizen of magazijnen van de nijveraars of handelaars bedoeld bij paragraaf 4 van het vorig artikel.

ART. 15.

De verkooper en de verzender van ethylalcohol of van sterke dranken moeten zich verzekeren, door een bestelbon of ontvangbewijs, door den bestemming onderteekend, of de voorlegging van de identiteitskaart van den bestemming of van zijn gemachtigde te eischen, van de juistheid der inlichtingen betreffende de identiteit, het beroep en de woonplaats van den bestemming.

De Minister van Financiën schrijft de noodige maatregelen voor ter toepassing van voormelde bepalingen.

ART. 16.

De bepalingen der artikelen 12, 13, paragrafen 1, 2 en 3, en 15 zijn niet van toepassing :

1^o op de alcoholische en geestrijke dranken afgeleverd door een apotheker op een voorschrift door een doctor in de geneeskunde geschreven, gedagteekend en onderteekend met leesbare opgave van den naam en het adres van den onderteekenaar en van den zieke;

2^o op de alcoholische en geestrijke dranken in het openbaar verkocht door een openbaar ambtenaar bij toepassing van de wetten van strafvordering. In dit geval, wanneer de kruiken of flesschen niet van een bandje voorzien zijn, behoeft men zich te gedragen naar de bepalingen van artikel 13 vooraleer de koopwaar te koop wordt ten toon gesteld;

Worden deze sterke dranken verkocht in tusten of korfflesschen, dan moet de kooper dezer producten, andere dan een stoker, rectificateur, likeurfabrikant, groothandelaar of kleinhandelaar, behoorlijk gemachtigd om de vulling te doen, zich gedragen

ciales qui seront édictées par l'Administration des accises en exécution de la présente loi;

3^o aux liqueurs fabriquées à domicile par des particuliers et destinées exclusivement à leur usage personnel, pour autant que l'alcool employé à la préparation de ces boissons n'ait point été acquis en violation des dispositions des articles 5 et 6 de la présente loi.

ART. 17.

Par dérogation à l'article 13 et sous les conditions à fixer par le Ministre des Finances, les distillateurs, les rectificateurs, les fabricants de liqueurs, les négociants en alcools et en spiritueux et leurs représentants sont autorisés à détenir, à transporter et à remettre gratuitement à leurs clients des flacons ayant une capacité n'excédant pas 0.05 litre et contenant des échantillons des produits qu'ils présentent en vente.

Ces échantillons ne peuvent toutefois être détenus, livrés ni réceptionnés dans un lieu public, en particulier dans les magasins, échoppes ou autres lieux où sont vendus en détail des boissons ou marchandises, à l'exception des stands d'une exposition organisée ou autorisée par une autorité publique.

ART. 18.

§ 1^{er}. — Les personnes autorisées à débiter des boissons spiritueuses à consommer sur place ne peuvent :

1^o détenir de l'alcool éthylique titrant plus de 60 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, ni des essences pour la préparation des liqueurs ou eaux-de-vie, en n'importe quelle quantité, dans les locaux affectés au débit ni dans n'importe quelle partie de l'immeuble où elles exploitent ce débit;

naar de bijzondere voorschriften die door het bestuur der accijnzen zullen worden uitgevaardigd in uitvoering dezer wet;

3^o op de aan huis door particulieren vervaardigde likeuren uitsluitend voor hun eigen verbruik bestemd, in zoverre de alcohol voor de toebereiding dezer dranken bezigd niet verkregen werd in overtreding van de bepalingen der artikelen 5 en 6 dezer wet.

ART. 17.

Bij afwijking van artikel 13, en onder de voorwaarden te bepalen door den Minister van Financiën, worden de stokers, de rectificateurs, de likeurfabrikanten, de handelaars in alcohol en in sterke dranken en hun vertegenwoordigers gemachtigd flesschen, waarvan de inhoud 5 centiliter niet te boven gaat en die een monster bevatten van de producten die zij te koop aanbieden, voorhanden te hebben, te vervoeren, en kosteloos aan hun klanten af te leveren.

Die monsters mogen echter niet voorhanden zijn, afgeleverd of ontvangen worden in een openbare plaats, in het bijzonder in magazijnen, kramen of andere plaatsen waar dranken of koopwaren in het klein verkocht worden, met uitzondering van de stands van een door een openbare overheid ingerichte of toegelaten tentoonstelling.

ART. 18.

§ 1. — De personen die gemachtigd zijn ter plaatse te verbruiken sterke dranken te slijten mogen :

1^o geen ethyl-alcohol met een gehalte van meer dan 60 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij temperatuur van 15 graden Celsius, of extracten voor het vervaardigen van likeuren of brandewijn, in om het even welke hoeveelheid voorhanden hebben in de lokalen bestemd voor het slijten noch in welkdanig gedeelte van het vaste goed waar de slijterij wordt gedreven;

2° détenir des boissons spiritueuses autrement que dans les récipients d'origine, même si ceux-ci peuvent être représentés;

3° détenir des cruchons ou flacons de boissons spiritueuses entamés, ailleurs que dans les locaux accessibles au public ou aux membres de l'association;

4° détenir des boissons spiritueuses contenues dans des récipients non entamés, ailleurs que dans les locaux accessibles au public ou aux membres de l'association ou dans le local affecté à l'emmagasinage des approvisionnements de ces boissons et désigné comme tel dans la déclaration à faire au bureau du receveur des accises, conformément aux prescriptions de l'article 3;

5° détenir des boissons spiritueuses en fûts ou en bonbonnes.

Toutes fournitures à des débitants de boissons à consommer sur place d'alcool ou de liqueurs visés au présent article, doivent être accompagnées de factures que les acheteurs devront conserver pendant trois ans et reproduire à toute demande des agents de l'Administration.

Les débitants de boissons spiritueuses à consommer sur place doivent en outre, tenir une comptabilité exacte des quantités de boissons spiritueuses emmagasinées et consommées dans leur débit, en se conformant au règlement à établir par le Ministre des Finances dans le cadre de la législation fiscale.

§ 2. — Les débitants de boissons à consommer sur place qui n'ont pas souscrit à la déclaration visée à l'article 3 ne peuvent détenir ni boissons spiritueuses, ni alcool éthylique, ni essence pour la préparation de liqueurs ou d'eaux-de-vie dans l'immeuble où ils exploitent ou font exploiter leur commerce.

2° geen sterke dranken voorhanden hebben tenzij in de oorspronkelijke vaten, zelfs indien deze kunnen getoond worden;

3° geen aangestoken kruiken of vaten sterke dranken voorhanden hebben elders dan in de voor het publiek of voor de leden van de vereeniging toegankelijke lokalen;

4° geen sterke dranken in niet aangestoken vaten voorhanden hebben elders dan in de voor het publiek of voor de leden van de vereeniging toegankelijke lokalen, of in het lokaal bestemd voor het opslaan van den voorraad dezer dranken en als dusdanig vermeld in de aangifte te doen op het kantoor van den ontvanger der accijnzen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3;

5° geen sterke dranken in fusten of in korfflesschen voorhanden hebben.

Alle leveringen aan slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, van alcohol of van likeuren bedoeld in dit artikel, moeten vergezeld zijn van facturen die de koopers gedurende drie jaar moeten bewaren en vertoonen op elk verzoek van de bedienenden van het bestuur.

De slijters van ter plaatse te verbruiken sterke dranken moeten bovendien een nauwkeurige boekhouding voeren van de hoeveelheden sterke dranken opgeslagen en verbruikt in hun slijterij, mits zich te gedragen naar het reglement op te maken door den Minister van Financiën binnen het kader der fiscale wetgeving.

§ 2. — De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, die de bij artikel 3 bedoelde verklaring niet hebben onderteekend, mogen geen sterke dranken, of ethyl-alcohol, of extract voor het vervaardigen van likeuren of brandewijn voorhanden hebben in het vaste goed waar zij hun handel drijven of doen drijven.

ART. 19.

Les chapitres I^{er} et II de la présente loi entreront en vigueur trois mois après sa publication.

Les particuliers qui, à l'expiration de ce délai, détiennent des alcools éthyliques ou des boissons spiritueuses, sont tenus d'en faire la déclaration à l'Office et dans la forme à déterminer par le Ministre des Finances, moyennant quoi ils disposeront d'un nouveau délai de trois mois pour, le cas échéant, soutirer en cruchons ou en bouteilles les boissons spiritueuses qu'ils détiendraient en fûts ou en bonbonnes, et pour munir les récipients des bandellettes ou capsules d'un modèle spécial. Les conditions de cette régularisation seront fixées par le Ministre des Finances.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Les infractions aux dispositions ci-avant du présent chapitre sont punies conformément aux articles 19, 20, 22, 23, 24, 25 et 28 de la loi du 6 août 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, et à l'article 30 de la même loi modifié par l'article 32 de la loi du 10 avril 1933.

§ 2. — Les contraventions aux règlements pris par le Ministre des Finances pour l'exécution du présent chapitre, quand elles ne constituent pas en même temps une des infractions visées à l'article 13, sont punies d'une amende de 1,000 à 5,000 francs. Cette amende est de 5,000 à 25,000 francs en cas de récidive.

La condamnation, si le condamné est en état de récidive, établit dans le chef du locataire un abus de jouissance entraînant, au profit du bailleur, la résiliation du bail éventuellement avec dommages-intérêts.

ART. 19.

De hoofdstukken I en II van deze wet worden van kracht drie maanden na de bekendmaking.

De particulieren die, bij het verstrijken van dien termijn, ethyl-alcohol of sterke dranken voorhanden hebben, zijn gehouden daarvan aangifte te doen bij den dienst en in de door den Minister van Financiën te bepalen vormen, waarna zij over een nieuwen termijn van drie maanden zullen beschikken om desgevallend de sterke dranken die zij mochten voorhanden hebben in fusten of koëfflesschen, op kruiken of flesschen te trekken, en om de vaten te voorzien van een bandje of capsule van bijzonder model. De voorwaarden van deze regularisatie zullen door den Minister van Financiën worden vastgesteld.

ART. 20.

§ 1. — De inbreuken op voorgaande bepalingen van het eerste hoofdstuk worden gestraft overeenkomstig de artikelen 19, 20, 22, 23, 24, 25 en 28 van de wet van 6 Augustus 1843 op de beteugeling van het bedrog in zake douane, en artikel 30 van dezelfde wet gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 10 April 1933.

§ 2. — De overtredingen van de door den Minister van Financiën in uitvoering van dit hoofdstuk uitgevaardigde reglementen, worden, indien zij niet tevens een van de inbreuken beteekenen voorzien bij artikel 13, gestraft met een geldboete van 1,000 tot 5,000 frank. Deze geldboete bedraagt 5,000 tot 25,000 frank in geval van herhaling.

Bevindt de veroordeelde zich in staat van herhaling, dan vestigt de veroordeeling ten laste van den huurder een misbruik van genot, dat ten bate van den verhuurder aanleiding geeft tot de verbreking van de huurovereenkomst eventueel met schadevergoeding.

§ 3. — En outre, si l'infraction a été commise dans un immeuble où est exploité un débit de boissons à consommer sur place ou un débit de boissons spiritueuses à emporter vendant par six litres et moins, le juge ordonnera la fermeture, pendant quinze jours, du débit où l'infraction aura été commise. En cas de récidive, le juge prononcera à charge du contrevenant, la fermeture définitive du débit.

L'infraction à l'interdiction d'exploiter pendant le délai de quinze jours, sera punie d'une amende de 500 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de huit à quinze jours, ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. — Le refus d'exercice commis à l'occasion de la recherche ou de la constatation des infractions visées aux paragraphes 1^{er} et 2 ci-dessus, est puni conformément aux dispositions de l'article 324 de la loi générale du 26 août 1822 modifié par l'article 33, paragraphe 1^{er}, de la loi du 10 avril 1933

§ 5. — Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 6 sont applicables aux condamnations prononcées par application du présent article.

ART. 21.

§ 1^{er}. — Ne pourra plus exploiter ni gérer un commerce d'alcool éthylique ou de boissons spiritueuses, celui qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, aura été condamné :

1^o pour avoir installé ou exploité une distillerie clandestine ou avoir été intéressé d'une manière quelconque dans l'exploitation de pareille usine;

2^o par application de l'article 13 de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool;

§ 3. — Bovendien, zoo de overtreding werd bedreven in een gebouw waar een slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken of een slijterij van mee te nemen sterke dranken, die verkoopt per 6 liter en minder, wordt geëxploiteerd, gelast de rechter de sluiting gedurende vijftien dagen, van de slijterij waar de overtreding werd bedreven. Bij herhaling, spreekt de rechter ten laste van den overtreder de definitieve sluiting van de slijterij uit.

De overtreding van het verbod gedurende den termijn van vijftien dagen te exploiteeren, wordt gestraft met een geldboete van 500 tot 1,000 frank en met gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met één enkele dezer straffen.

§ 4. — De weigering om het opsporen of het vaststellen van de inbreuken voorzien bij bovenstaande paragrafen 1 en 2 toe te laten, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 324 van de algemeene wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd bij artikel 33, paragraaf 1, van de wet van 10 April 1933.

§ 5. — De bepalingen van paragraaf 6 van artikel 6 zijn toepasselijk op de veroordeelingen uitgesproken bij toepassing van dit artikel.

ART. 21.

§ 1. — Zullen geen handel in ethylalcohol of in sterke dranken meer mogen drijven of beheeren, zij die na het van kracht worden dezer wet, veroordeeld werden :

1^o Om een geheime stokerij te hebben opgericht of geëxploiteerd, of om op eenigerlei wijze betrokken te zijn geweest in de exploitatie van dergelijke stokerij.

2^o bij toepassing van artikel 13 der wet van 29 Augustus 1919 op het alcoholregime;

3° par application de l'article 137, paragraphe 2, de la loi du 15 avril 1896 sur la fabrication de l'alcool;

4° pour avoir importé frauduleusement de l'alcool ou des boissons spiritueuses;

5° pour avoir vendu, transporté ou détenu des alcools ou des boissons spiritueuses sans pouvoir justifier de leur origine régulière.

§ 2. — Si l'intéressé ne respecte pas l'interdiction comminée par le paragraphe 1^{er}, il est puni d'un emprisonnement de quatre à douze mois, d'une amende égale au décuple des droits et taxes afférents aux marchandises par lui vendues en violation de la loi. Les alcools et boissons spiritueuses dont il est propriétaire sont saisis et confisqués; il en va de même des alcools et boissons spiritueuses trouvés en sa possession, même s'ils ne lui appartiennent pas. S'il ne peut justifier de l'origine régulière de ces marchandises, il encourt, en outre, les peines prévues par l'article 12 de la loi du 12 décembre 1912.

ART. 22.

Les dispositions des articles 229 et 247 de la loi générale du 26 août 1822 sont applicables à la matière régie par le présent chapitre.

CHAPITRE III.

Modifications à la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fermentées et au titre IX de la loi du 31 décembre 1925 modifiant la législation en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées.

ART. 23.

Dans l'intitulé de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fer-

3° bij toepassing van artikel 137, paragraaf 2, der wet van 15 April 1896, op het vervaardigen van alcohol;

4° om alcohol of sterke dranken bedrieglijk te hebben ingevoerd;

5° om alcohol of sterke dranken te hebben verkocht, vervoerd of in bezit gehouden zonder hun regelmatig en oorsprong te kunnen bewijzen.

§ 2. — Leeft de belanghebbende het bij paragraaf 1 uitgevaardigd verbod niet na, dan wordt hij gestraft met een gevangenisstraf van vier tot twaalf maanden, met een geldboete gelijk aan het tienvoud der rechten en taxes, verschuldigd voor de koopwaren door hem verkocht in overtreding van de wet. De alcohol en de sterke dranken, waarvan hij eigenaar is, worden aangeslagen en verbeurdverklaard; hetzelfde geldt voor alcohol en sterke dranken, die in zijn bezit werden gevonden, zelfs indien zij hem niet toebehooren. Kan hij den regelmatig en oorsprong dezer koopwaren niet bewijzen, dan loopt hij bovendien de straffen op, voorzien bij artikel 12 der wet van 12 December 1912.

ART. 22.

De bepalingen van de artikelen 229 en 247 der algemeene wet van 26 Augustus 1822 zijn toepasselijk op de stof bedoeld in onderhavig hoofdstuk.

HOOFDSTUK III.

Wijzigingen aan de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste dranken en aan titel IX van de wet van 31 December 1925 tot wijziging van de wetgeving in zake rechtstreekse belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes.

ART. 23.

In den titel der wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste

mentées, il est ajouté les mots : « ou distillées » après le mot « fermentées ».

ART. 24.

L'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons est modifié par l'adjonction des mots « ou distillées » après le mot « fermentées ».

Le n° 6 du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons distillées ou fermentées est remplacé par la disposition suivante :

« Ceux qui ont été condamnés deux fois pour contravention aux dispositions des articles 2 ou 13 de la présente loi, pour infraction à l'alinéa dernier de l'article 14 de la même loi ou à l'alinéa 1^{er} de l'article 14 de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons à consommer sur place et ceux qui, depuis le jour de la mise en vigueur de la loi de protection contre l'alcoolisme, ont été condamnés pour installation ou exploitation d'une distillerie clandestine.

ART. 25.

§ 1^{er}. — Par modification à l'article 57, paragraphe 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1925, et à l'article 3 de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fermentées, la taxe d'ouverture quinquennale des débits de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place est, à partir de l'exercice 1935, fixée aux chiffres ci-après, sous réserve des stipulations du paragraphe 2 :

» 600 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de moins de 5,000 habitants;

» 800 francs dans les communes ou agglomérations de 5,000 à 15,000 habitants exclusivement;

dranken, worden de woorden « of gedistilleerde » ingevoegd na het woord « gegiste ».

ART. 24.

Artikel 1, paragraaf 1, van de wet van 29 Augustus 1919 op de drank-slijterijen wordt gewijzigd door toevoeging van de woorden « of gedistilleerd » na het woord « gegiste ».

Nr 6 van paragraaf 1 van artikel 1 der wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gedistilleerde of gegiste dranken wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zij die tweemaal werden veroordeeld, wegens overtreding van de bepalingen der artikelen 2 of 13 van deze wet, wegens inbreuk op de laatste alinea van artikel 14 van dezelfde wet, of op de eerste alinea van artikel 14 van de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken, en zij die, te rekenen van den dag van het in werking treden van de wet tegen het alcoholisme, werden veroordeeld om een geheime stokerij opgericht of geëxploiteerd te hebben. »

ART. 25.

« § 1. — Bij wijziging van artikel 57, paragraaf 1, van de wet van 31 December 1925, en van artikel 3 van de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste dranken, is de vijfjaarlijksche taxe tot opening van slijterijen van gegiste of sterke dranken, ter plaatse te verbruiken, te rekenen van het dienstjaar 1935, bepaald op de volgende cijfers, onder voorbehoud der bepalingen van paragraaf 2 :

» 600 frank in de gehuchten, gemeenten of agglomeraties met minder dan 5,000 inwoners;

» 800 frank in de gehuchten, gemeenten of agglomeraties met 5,000 tot en zonder 15,000 inwoners;

» 1,000 francs dans les communes ou agglomérations de 15,000 à 30,000 habitants exclusivement;

» 1,500 francs dans les communes ou agglomérations de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement;

» 2,000 francs dans les communes ou agglomérations de 60,000 habitants et plus.

» La dite base est fixée uniformément à 1,000 francs pour les débits ambulants.

» Elle est valable pour cinq années civiles, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre de la quatrième année qui suit celle de l'ouverture du débit.

» § 2. — Lorsque la valeur locative réelle ou présumée des locaux affectés au débit est supérieure respectivement à 700, 900, 1,200, 1,800 ou 2,500 francs, selon les catégories de populations ci-dessus, la taxe quinquennale est égale à cette valeur locative.

La valeur locative réelle est celle qui résulte de baux, quittances du loyer ou actes de vente, reconnus normaux.

» La valeur locative présumée des propriétés non louées ou louées anormalement est déterminée eu égard à la valeur locative réelle des immeubles de même nature et d'un rendement analogue; au besoin, il est tenu compte de la valeur vénale et du taux moyen de l'intérêt dans la commune.

» La valeur locative des locaux affectés au débit est fixée par le contrôleur des contributions du ressort, assisté d'un indicateur-expert désigné par l'administration communale.

» Les dispositions concernant les réclamations et recours, prévues aux lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, sont applicables en

» 1,000 frank in de gemeenten of agglomeraties met 15,000 tot en zonder 30,000 inwoners;

» 1,500 frank in de gemeenten of agglomeraties met 30,000 tot en zonder 60,000 inwoners;

» 2,000 frank in de gemeenten of agglomeraties met 60,000 inwoners en meer.

» Die taxe is eenvormig op 1,000 fr. vastgesteld voor de reizende slijterijen.

» Zij is geldig voor vijf kalenderjaren, te weten tot 31 December van het vierde jaar volgende op dat van de opening der slijterij.

» § 2. — Wanneer de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde van de voor slijterij gebruikte lokalen hooger is dan respectief 700, 900, 1,200, 1,800 of 2,500 frank, volgens de hooger vermelde categoriën van bevolking, dan is de vijfjaarlijksche taxe gelijk aan deze huurwaarde.

» De werkelijke huurwaarde is die welke blijkt uit huurovereenkomsten, kwijtschriften van huur of verkoopakten, als normaal erkend.

» De vermoedelijke huurwaarde der niet verhuurde of der abnormaal verhuurde eigendommen wordt bepaald met inachtneming van de werkelijke huurwaarde der vaste goederen van denzelfden aard en van soortgelijke rendearing; desnoods wordt er rekening gehouden met de handelswaarde en met het gemiddeld bedrag van den interest in de gemeente.

» De huurwaarde van de voor slijterij gebruikte lokalen wordt bepaald door den controleur der belastingen van het gebied, bijgestaan van een door het gemeentebestuur aangewezen aanbrengr-deskundige.

» De bepalingen betreffende de klachten en verhaal, voorzien bij de samengeschaelde wetten op de inkomstenbelastingen zijn ter zake toe-

l'espèce, à l'exception des paragraphes 1 et 2 de l'article 61 des dites lois.

» § 3. — La taxe d'ouverture quinquennale sera augmentée de 50 p. c. pour tout débit nouveau de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place à établir dans des localités où il existerait déjà au moins un débit de ce genre par 120 habitants. Ce supplément de taxe ne sera point exigé des débits nouveaux installés dans des immeubles déjà affectés à l'usage de débits de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place. »

ART. 26.

Restitution de la moitié de la taxe d'ouverture quinquennale est accordée aux débiteurs qui cessent définitivement leur débit dans les six mois de l'ouverture et qui s'engagent à ne plus le rouvrir dans le même local ou ailleurs, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées.

La demande en restitution, appuyée de cet engagement, doit, sous peine de déchéance, être adressée par pli recommandé à la poste, au directeur des contributions du ressort, au plus tard trente jours après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent.

ART. 27.

L'article 5, paragraphe 1^{er} de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons est modifié par l'adjonction, des mots « ou distillées » après le mot « fermentées ».

ART. 28.

I. — L'article 15 de la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons est remplacé par les dispositions suivantes :

passelijk ter uitzondering van de paragrafen 1 en 2 van artikel 61 van bedoelde wetten.

» § 3. — De vijfjaarlijksche openingstaxe wordt met 50 t. h. verhoogd voor elke nieuwe slijterij van gegiste of sterke ter plaatse te verbruiken dranken in de gemeenten waar reeds ten minste één dergelijke slijterij per 120 inwoners bestond. Deze bijkomende taxe zal niet geveerd worden van de nieuwe slijterijen ondergebracht in vaste goederen reeds in gebruik voor slijterijen van gegiste of sterke ter plaatse te verbruiken dranken.

ART. 26.

Teruggave van de helft van de vijfjaarlijksche openingstaxe wordt toegestaan aan de slijters die, binnen zes maanden na de opening van hun slijterij, voor goed ophouden te slijten en die de verbintenis aangaan ze niet opnieuw te openen, in hetzelfde lokaal of elders, hetzij zelf, hetzij door een tusschenpersoon.

Op straffe van verval, moet de aanvraag tot teruggave samen met die verbintenis tot staving, uiterlijk dertig dagen na het verstrijken van den bij de vorige alinea toegestane termijn, bij een ter post aangeteekenden brief ingezonden worden bij den Directeur van de belastingen van het gebied.

ART. 27.

Artikel 5, paragraaf 1, van de wet van 29 Augustus 1919 op de dranksljterijen wordt gewijzigd door toevoeging, van de woorden « of gedistilleerde » na het woord « gegiste ».

ART. 28.

I. — Artikel 15 van de wet van 29 Augustus 1919 op de dranksljterijen wordt vervangen door de volgende bepalingen :

§ 1^{er}. — Sont punis :

1^o D'une amende de 1,000 à 3,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n^{os} 2 et suivants de cet article;

b) Toute infraction à l'article 2 ou aux mesures prises pour son exécution;

c) Sans préjudice à l'application de l'article 60 de la loi du 31 décembre 1925, toute infraction aux articles 3, 4, 6 ou 10 de la loi du 29 août 1919, modifiés par les articles 57 et 58 de la dite loi du 31 décembre 1925;

d) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 14 et généralement tout acte du débitant, de son préposé ou d'un tiers, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des infractions;

2^o D'une amende de 300 francs à 1,000 francs, les infractions :

a) A l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du 1^o de ce paragraphe;

b) Au paragraphe 2 de l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 8;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. — A défaut de paiement, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées au n^o 1 du paragraphe 1^{er} du présent article et par un emprisonnement du huit jours à un mois pour celles qui sont prévues au n^o 2 du même paragraphe 1^{er}.

§ 3. — Dans les cas prévus au n^o 1 et au n^o 2, littera a du paragraphe 1^{er}

§ 1. — Worden gestraft :

1^o Met een geldboete van 1,000 tot 3,000 frank :

a) Elke overtreding van artikel 1, paragraaf 1, door elken persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de n^{rs} 2 en volgende van dit artikel;

b) Elke overtreding van artikel 2 of van de maatregelen ter uitvoering daarvan genomen;

c) Onverminderd de toepassing van artikel 60 van de wet van 31 December 1925, elke overtreding van de artikelen 3, 4, 6 of 10 van de wet van 29 Augustus 1919, gewijzigd door de artikelen 57 en 58 van gezegde wet van 31 December 1925;

d) Elke weigering van toegang of elk ander feit dat strekt om den toegang, voorzien bij artikel 14 te verhinderen of te belemmeren, en, over 't algemeen, elke handeling van den slijter, van zijnen aangestelde of van een derde, welke strekt om de opsporing of de vaststelling der overtredingen te verhinderen of te belemmeren;

2^o Met een geldboete van 300 tot 1,000 frank, de overtredingen :

a) Van artikel 1, paragraaf 1, door alwie zich in het geval van 1^o van deze paragraaf bevindt;

b) Van paragraaf 2 van artikel 7 en van paragraaf 2 van artikel 8;

c) Van elke bepaling dezer wet, waarvoor geen straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. — Bij niet-betaling wordt, voor de overtredingen bedoeld bij n^r 1 van paragraaf 1 van dit artikel, de boete vervangen door een gevangenisstraf van één tot drie maanden en, voor die voorzien bij n^r 2 van dezelfde paragraaf 1, door een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand.

§ 3. — In de gevallen voorzien n^r 1 en bij n^r 2, littera a van para-

du présent article, la fermeture du débit peut en outre être prononcée par le directeur des contributions tant à charge des personnes morales que des personnes physiques. La décision est exécutée à l'intervention du Procureur du Roi. Elle peut faire l'objet des recours prévus en matière d'impôts sur les revenus. Cependant, elle est exécutoire, nonobstant le recours, moyennant décision du Ministre des Finances, en cas de non-paiement de la taxe.

En cas d'infraction à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, n^o 1, à l'article 2 ou à l'article 10, la fermeture sera levée aussitôt que les intéressés se seront mis en règle.

§ 4. — En cas de récidive les amendes et l'emprisonnement sont doublés.

II. — La disposition suivante est ajoutée à la loi du 29 août 1919 sur les débits de boissons fermentées ou distillées dont elle formera l'article 15^{bis} :

« Est puni d'une amende égale au double de la taxe remboursée, indépendamment du paiement de celle-ci, et d'un emprisonnement subsidiaire d'un à trois mois, toute infraction aux engagements pris en exécution de l'article 26 de la loi de protection contre l'alcoolisme.

» En cas de récidive, l'amende est doublée. »

ART. 29.

Les dispositions légales applicables aux débitants de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place, à l'exception des dispositions relatives à la tenue des débits, sont également applicables à ceux qui débitent, pour être consommées ailleurs que sur place, des boissons spiritueuses par quantités de six litres et moins.

graaf 1 van dit artikel, kan, daarenboven, de sluiting der slijterij worden uitgesproken door den directeur der belastingen, zoowel ten laste van de rechtspersonen als van de natuurlijke personen. De beslissing wordt uitgevoerd door tusschenkomst van den Procureur des Konings. Daarvan kan in beroep worden gegaan, zooals is voorzien in zake van de belastingen op het inkomen. Zij is echter uitvoerbaar, ondanks het verhaal, mits beslissing van den Minister van Financiën, in geval van niet-betaling der taxe.

In geval van overtreding van artikel 1, paragraaf 1, n^r 1, van artikel 2 of van artikel 10, wordt de sluiting opgeheven zoodra de belanghebbenden zich in regel hebben gesteld.

§ 4. — Bij herhaling, worden de boeten en de gevangenisstraf op het dubbel gebracht.

II. — De volgende bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 29 Augustus 1919 op de slijterijen van gegiste of gedistilleerde dranken, waarvan zij artikel 15^{bis} zal uitmaken :

« Wordt gestraft met een geldboete gelijk aan het dubbel van de terugbetaalde taxe, onverminderd de betaling derzelve, en met een bijkomende gevangenisstraf van één tot drie maanden, elke overtreding van de verbintenissen genomen in uitvoering van artikel 26 van de wet tegen het alcoholisme.

» In geval van herhaling, wordt de geldboete verdubbeld. »

ART. 30.

De wettelijke bepalingen toepasselijk op de slijters van ter plaatse te verbruiken gegiste of sterke dranken, ter uitzondering van de bepalingen betreffende het houden van de slijterijen, zijn insgelijks toepasselijk op alwie sterke dranken per hoeveelheden van zes liter en minder slijt om elders dan ter plaatse te worden verbruikt.

CHAPITRE IV.

De l'ivresse.

ART. 30.

§ 1^{er}. — Quiconque est trouvé en état d'ivresse sur la voie publique ou dans les lieux publics tels qu'ils sont définis par l'article 1^{er}, 2^e paragraphe, et l'article 3, est condamné aux peines suivantes : pour la première infraction, à une amende de 15 à 25 francs; en cas de récidive dans l'année depuis la première condamnation, à une amende de 26 à 50 francs; en cas de nouvelle récidive dans l'année depuis la deuxième condamnation, à un emprisonnement de huit jours et à une amende de 50 à 100 francs.

§ 2. — En outre, dans les cas visés au paragraphe précédent, si l'état d'ivresse du délinquant occasionne du désordre, du scandale ou du danger pour autrui ou pour lui-même, celui-ci pourra être écroué pendant deux heures au moins et douze heures au plus au dépôt communal ou dans la chambre de sûreté de la gendarmerie. Toutefois, si son état le requiert, il reçoit les soins médicaux nécessaires.

ART. 31.

Si, lors de l'infraction, le délinquant était porteur d'une ou de plusieurs armes, le jugement de condamnation lui interdit l'usage de son permis de port d'armes pour douze mois au plus.

Ces armes sont saisies sur l'inculpé par tout agent de la force publique et la confiscation en est prononcée par le jugement de condamnation. L'inculpé est tenu de les remettre immédiatement entre les mains de l'agent verbalisant. A défaut d'avoir opéré cette remise, il encourt une amende spéciale de 50 francs.

HOOFDSTUK IV.

Van de dronkenschap.

ART. 30.

§ 1. — Alwie in staat van dronkenschap wordt bevonden op den openbaren weg of in de openbare plaatsen, zooals bepaald bij artikel 1, 2^e paragraaf, en artikel 3, wordt tot de volgende straffen veroordeeld : voor de eerste inbreuk, tot een geldboete van 15 tot 25 frank; in geval van herhaling binnen het jaar na de eerste veroordeeling, tot een geldboete van 26 tot 50 frank; in geval van nieuwe herhaling binnen het jaar, na de tweede veroordeeling, tot gevangenisstraf van acht dagen en een geldboete van 50 tot 100 frank.

§ 2. — Bovendien, voor de in de vorige paragraaf bedoelde gevallen, kan de delinquent indien de staat van dronkenschap wanorde, schandaal of gevaar veroorzaakt voor een ander of voor hem zelf, in het gemeentelijk huis van bewaring of in de veiligheidskamer van de rijkswacht opgesloten worden gedurende ten minste twee uren en ten hoogste twaalf uren. Hij ontvangt, nochtans, indien zijn toestand zulks vereischt, de noodige geneeskundige zorgen.

ART. 31.

Indien, bij de inbreuk, de delinquent drager was van één of meer wapens, verbiedt het vonnis van veroordeeling hem, voor twaalf maanden ten hoogste, gebruik te maken van zijn verlof om wapens te dragen.

Die wapens worden op den verdachte in beslag genomen door iederen agent van de openbare macht en hun verbeurdverklaring wordt door het vonnis van veroordeeling uitgesproken. De verdachte is verplicht ze onmiddellijk af te geven in handen van den bekeurenden agent. Als hij die wapens niet afgeeft, loopt hij een bijzondere geldboete van 50 frank op.

ART. 32.

Si le délinquant en état d'ivresse conduit un véhicule ou une monture, ou se livre à une autre occupation exigeant une prudence ou des précautions spéciales afin d'éviter du danger pour lui-même ou pour autrui, les peines prévues à l'article 31 sont portées à :

Huit jours d'emprisonnement et 26 francs à 50 francs d'amende pour la première infraction, ou l'une de ces peines seulement;

Quinze jours d'emprisonnement et 50 à 100 francs d'amende en cas de récidive;

Deux mois d'emprisonnement et 100 à 200 francs d'amende en cas de nouvelle récidive.

Si l'infraction prévue au présent article constitue en même temps la circonstance aggravante de la contravention à l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1899 sur la police du roulage, modifiée par la loi du 4 août 1924, seules les peines prévues au présent article seront appliquées.

ART. 33.

Est puni d'une amende de 26 à 50 francs, quiconque sert des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre.

Si celle-ci est âgée de moins de dix-huit ans, la peine sera doublée; en outre, un emprisonnement de huit à quinze jours pourra être prononcé.

ART. 34.

Sont punis d'une amende de 26 à 50 francs, les cabaretiers et débitants, ainsi que leurs préposés, qui, dans l'exercice de leur commerce, servent des boissons enivrantes à un mineur âgé de moins de seize ans, si celui-ci n'est pas sous la surveillance de ses parents ou de leur délégué.

ART. 32.

Indien de in staat van dronkenschap verkeerende delinquent een voertuig of een rijdier leidt, of een andere bezigheid verricht welke voorzichtigheid of bijzondere voorzorgen vereischt ten einde gevaar te vermijden voor hemzelf of voor anderen, worden de bij artikel 31 voorziene straffen opgevoerd tot :

Gevangenisstraf van acht dagen en geldboete van 26 tot 50 frank, of één van deze beide straffen, voor de eerste overtreding;

Gevangenisstraf van vijftien dagen en geldboete van 50 tot 100 frank in geval van herhaling;

Gevangenisstraf van twee maanden en geldboete van 100 tot 200 frank in geval van nieuwe herhaling.

Indien de inbreuk voorzien bij dit artikel tévens de verzwarende omstandigheid van een overtreding betrekent van artikel 2 van de wet van 1 Augustus 1899 op de verkeerspolitie, gewijzigd door de wet van 4 Augustus 1924, zullen alleen de straffen voorzien bij onderhavig artikel worden toegepast.

ART. 33.

Wordt met geldboete van 26 tot 50 frank gestraft alwie dronkenmakende dranken opdiert aan een persoon die kennelijk dronken is.

Indien deze geen achttien jaar oud is, wordt de straf verdubbeld; bovendien kan een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen worden uitgesproken.

ART. 34.

Worden met een geldboete van 26 tot 50 frank gestraft, de herbergiers en slijters, evenals hun aangestelden, die, in de uitoefening van hun handel, dronkenmakende dranken opdienen aan een minderjarige die geen zestien jaar oud is, indien deze niet onder het toezicht is van zijn ouders of hun afgevaardigde.

ART. 35.

Est puni d'une amende de 26 à 50 francs, quiconque fait boire une personne jusqu'à l'ivresse manifeste.

Si la personne est un mineur âgé de moins de dix-huit ans, la peine est doublée. En outre, un emprisonnement de trois à huit jours peut être prononcé.

Toutefois, dans les cas prévus par les articles 33, alinéa 2, 34, et par le deuxième alinéa du présent article, l'inculpé est admis à prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur.

ART. 36.

En cas de récidive dans l'année, les peines d'amende portées aux articles 33, 34 et 35 sont doublées et la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

En cas de nouvelle récidive dans l'année depuis la seconde condamnation, les peines d'amende sont triplées; la peine d'emprisonnement prévue aux dits articles est doublée et sera toujours prononcée.

ART. 37.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 50 à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque a intentionnellement amené l'ivresse d'autrui, lorsque l'ivresse aura eu pour conséquence une maladie ou un accident entraînant incapacité de travail personnel.

Si la mort s'ensuit, la peine est de cinq à dix ans de réclusion et de 200 à 1,000 francs d'amende.

ART. 38.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours et d'une amende de 26 à

ART. 35.

Wordt met geldboete van 26 tot 50 frank gestraft, hij die een persoon doet drinken tot dat hij klaarblijkelijk dronken is.

Indien deze persoon een minderjarige is beneden achttien jaar, wordt de straf verdubbeld; bovendien kan een gevangenisstraf van drie tot acht dagen uitgesproken worden.

Nochtans, in de bij de artikelen 33, tweede alinea, 34 en bij de tweede alinea van dit artikel voorziene gevallen, mag de verdachte het bewijs leveren dat hij, wat den leeftijd van den minderjarige betreft, op een dwaalspoor gebracht werd.

ART. 36.

In geval van herhaling binnen het jaar, worden de bij de artikelen 33, 34 en 35 bepaalde geldboeten verdubbeld en wordt de gevangenisstraf altijd uitgesproken.

In geval van nieuwe herhaling binnen het jaar na de tweede veroordeeling, worden de geldboeten verdrievoudigd; de gevangenisstraf voorzien bij genoemde artikelen wordt verdubbeld en altijd uitgesproken.

ART. 37.

Wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en geldboete van 50 tot 500 frank, of met één van deze straffen, gestraft, alwie opzettelijk iemand anders tot dronkenschap heeft gebracht, wanneer de dronkenschap een persoonlijke werkonbekwaamheid medebrengende ziekte of ongeval tot gevolg heeft gehad.

Indien zij den dood tot gevolg heeft, bedraagt de straf vijf jaar tot tien jaar opsluiting en geldboete van 200 tot 1,000 frank.

ART. 38.

Worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen en met geld-

50 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui proposent ou acceptent un défi de boire, lorsque ce défi a amené l'ivresse d'un ou de plusieurs parieurs, sans cependant entraîner les conséquences visées à l'article précédent.

ART. 39.

En condamnant à l'emprisonnement par application du présent chapitre, le tribunal peut prononcer contre les condamnés :

1^o La déchéance du droit d'exercer les fonctions de juré, de tuteur et de conseil judiciaire, pour deux à cinq ans;

2^o L'interdiction de vendre ou de débiter des boissons pendant deux ans au plus, sous peine d'une amende de 100 francs et d'un emprisonnement de huit jours pour chaque infraction à cette interdiction;

3^o La déchéance du droit de conduire un véhicule ou une monture pendant quinze jours au moins et six mois au plus, sous les sanctions prévues par l'alinéa 4 de l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1924. Mention du jugement et de la durée de la déchéance est faite conformément à l'alinéa 3 de l'article précité.

La même déchéance doit être prononcée pour toute infraction à l'article 32, quelle que soit la peine infligée; en cas de récidive dans l'année, la déchéance est prononcée pour un an; en cas de nouvelle récidive dans l'année depuis la seconde condamnation, la déchéance définitive est prononcée.

L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable à la condamnation à la déchéance du droit de conduire un véhicule ou une monture, même si, en vertu de l'article 65 du Code pénal, il est fait application d'une autre disposition.

boete van 26 tot 50 frank of met één van die straffen alleen, degenen die een uitdaging tot drinken voorstellen, of aanvaarden, wanneer die uitdaging dronkenschap bij een of meer wedders veroorzaakt heeft, zonder nochtans de bij het vorig artikel bedoelde gevolgen teweeg te brengen.

ART. 39.

Bij de veroordeelingen tot gevangenisstraf bij toepassing van dit hoofdstuk, kan de rechtbank ten laste van de veroordeelden uitspreken :

1^o De ontzetting van het recht het ambt waar te nemen van gezworene, voogd, gerechtelijk raadsman, voor twee tot vijf jaar;

2^o Het verbod dranken te verkoopen of te slijten gedurende ten hoogste twee jaar, op straffe van geldboete van 100 frank en gevangenisstraf van acht dagen voor iedere inbreuk op dat verbod;

3^o De ontzetting van het recht om een voertuig of een rijdier te geleiden, gedurende ten minste vijftien dagen en ten hoogste zes maanden, op straffe van de bij de vierde alinea van artikel 2 der wet van 1 Augustus 1924 voorziene sancties. Vermelding van het vonnis en van den duur der ontzetting wordt gemaakt overeenkomstig de derde alinea van voormeld artikel.

Dezelfde ontzetting moet uitgesproken worden voor iedere overtreding van artikel 32, welke ook de opgelegde straf weze; in geval van herhaling binnen het jaar, wordt de ontzetting uitgesproken voor één jaar; in geval van nieuwe herhaling binnen het jaar na de tweede veroordeeling, wordt de definitieve ontzetting uitgesproken.

Artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 is niet van toepassing op de veroordeeling tot ontzetting van het recht om een voertuig of een rijdier te geleiden, zelfs indien krachtens artikel 65 van het Strafwetboek, een andere bepaling toegepast wordt.

ART. 40.

Il est défendu, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 100 francs à 500 francs, de débiter, dans les maisons de débauche, des comestibles ou des boissons.

En cas de récidive dans l'année, la peine est de deux mois à un an d'emprisonnement et de 500 francs à 1,000 francs d'amende.

Les administrations communales pourront interdire tout débit de boissons dans les maisons occupées : 1^o par une ou plusieurs personnes notoirement livrées à la débauche; 2^o par une ou plusieurs personnes condamnées pour infraction aux articles 379 à 382 du Code pénal réprimant la corruption de la jeunesse et la prostitution ou pour avoir tenu un établissement de prostitution clandestine.

Cette interdiction cessera de produire effet après deux ans, si elle n'est pas renouvelée.

Toute contravention à cette interdiction sera punie de 50 francs d'amende et, en cas de récidive, de huit jours à un mois de prison et de 200 francs d'amende.

ART. 41.

Le juge, dans les cas prévus aux articles 36 et 37, peut ordonner que le jugement de condamnation sera affiché à tel nombre d'exemplaires, et en tels lieux, qu'il déterminera, le tout aux frais du condamné.

ART. 42.

Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues au présent chapitre.

ART. 40.

Het is verboden, op straffe van gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en van een geldboete van 100 frank tot 500 frank, spijzen of dranken te verkoopen in de ontucht-huizen.

In geval van herhaling binnen het jaar, bedraagt de straf van twee maanden tot één jaar gevangenisstraf en een geldboete van 500 frank tot 1,000 frank.

De gemeentebesturen mogen elken verkoop van drank verbieden in de huizen bewoond : 1^o door één of meer personen die zich kennelijk aan ontucht overleveren; 2^o door één of meer personen veroordeeld ter zake van inbreuk op de artikelen 379 tot 382 van het Strafwetboek tot bestraffing van de bederving der jeugd en van de prostitutie of om een inrichting van geheime ontucht gehouden te hebben.

Dat verbod zal, na twee jaar, zijn uitwerking verliezen, indien het niet hernieuwd wordt.

Ieder overtreding van dit verbod wordt gestraft met geldboete van 50 frank en, in geval van herhaling, met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en geldboete van 200 frank.

ART. 41.

De rechter mag, in de bij de artikelen 36 en 37 voorziene gevallen, bevelen dat het vonnis van veroordeeling aangeplakt worde op zooveel exemplaren en op zulke plaatsen als hij zal bepalen, een en ander op kosten van den veroordeelde.

ART. 42.

De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de in dit hoofdstuk voorziene inbreuken.

ART. 43.

Ces infractions, à l'exception de celles prévues par l'article 38 et les deux premiers alinéas de l'article 40, sont déferées au tribunal de police soit du lieu où l'infraction a été commise, soit du lieu de la résidence de l'inculpé, soit du lieu où l'inculpé est trouvé.

ART. 44.

Sans préjudice de l'application de l'article 155 de la loi du 18 juin 1869, les fonctionnaires et autres personnes visés à l'article 47 de la présente loi, ainsi que les officiers du ministère public près les tribunaux de police, sont, en ce qui concerne la constatation des infractions prévues par le présent chapitre et la poursuite de leurs auteurs, placés sous la surveillance du Procureur du Roi.

ART. 45.

N'est pas recevable en justice l'action en paiement des boissons enivrantes consommées dans les cabarets, cafés, auberges et débits quelconques.

Cette disposition ne s'applique pas à l'action en paiement des dettes contractées du chef de logement ou pension dans les hôtels et auberges et du chef de repas comprenant à la fois des boissons et des aliments.

ART. 46.

La loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique est abrogée.

CHAPITRE V.

Dispositions générales.

ART. 47.

Outre les officiers de police judiciaire, tous les fonctionnaires et em-

ART. 43.

Die inbreuken, met uitzondering van degene voorzien bij artikel 38 en de twee eerste alinea's van artikel 40, worden gebracht voor de politierechtbank, hetzij van de plaats waar de inbreuk werd gepleegd, hetzij van de verblijfplaats van den verdachte, hetzij van de plaats waar de verdachte aangetroffen wordt.

ART. 44.

Onverminderd de toepassing van artikel 155 der wet van 18 Juni 1869, staan de bij artikel 47 dezer wet bedoelde ambtenaren en andere personen, alsmede de officieren van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken, wat de vaststelling van de bij dit hoofdstuk voorziene inbreuken en de vervolging van hun daders betreft, onder het toezicht van den Procureur des Konings.

ART. 45.

Is in rechte niet ontvankelijk, de vordering tot betaling van dronkenmakende dranken in herbergen, kof-fiehuizen, afspanningen en welkdanige slijterijen ook verbruikt.

Deze bepaling is niet van toepassing op de vordering tot betaling van schulden aangegaan wegens logement of kostgeld in de hotels en afspanningen en wegens de eetmalen welke tegelijk dranken en spijzen begripen.

ART. 46.

De wet van 16 Augustus 1887 op de openbare dronkenschap is opgeheven.

HOOFDSTUK V.

Algemeene bepalingen.

ART. 47.

Benevens de officieren van gerechtede politie, zijn al de ambtenaren en

ployés de l'Administration des contributions directes, de l'Administration des douanes et accises et du Service de l'Hygiène, les inspecteurs et contrôleurs du travail, les agents judiciaires près les Parquets, les fonctionnaires et agents de police communale, les gendarmes et les huissiers des contributions sont qualifiés à l'effet de rechercher et constater seuls toutes les infractions aux chapitres I et IV.

ART. 48.

Les exploitants et les gérants de débits de boissons à consommer sur place et de débits de spiritueux à emporter sont tenus de placer bien en vue dans les locaux affectés à leur commerce des affiches du modèle déterminé par le Ministre des Finances, rappelant au public les principales interdictions de la présente loi.

Toute infraction aux arrêtés pris en exécution de l'alinéa précédent est punie des peines de police.

ART. 49.

Les amendes prévues par les chapitres I et IV, ainsi que par l'article 48 sont augmentées conformément à l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1921, modifié par l'article 176 de la loi du 2 janvier 1926 et l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1928.

ART. 50.

Dans chaque ressort de Cour d'appel, la police judiciaire d'un Parquet, désignée par le Procureur général et pourvue d'une voiture automobile, est spécialement chargée de la constatation, dans tout le ressort, des infractions aux chapitres I et IV de la présente loi, en même temps que de celle des infractions à la loi et aux règlements sur la police du roulage.

beambten van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, van het bestuur van tol en accijnzen en van den dienst der hygiëne, de arbeidsopzieners en controleurs, de gerechtelijke agenten bij de Parketten, de ambtenaren en agenten van de gemeentepolitie, de gendarmen en de deурwaarders der belasting bevoegd alleen al de inbreuken op de hoofdstukken I en IV op te sporen en vast te stellen.

ART. 48.

De ondernemers en de beheerders van slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken en van slijterijen van mede te nemen dranken zijn verplicht op een goed zichtbare plaats in de voor hun handel gebruikte lokalen, aanplakbiljetten op te hangen naar het door den Minister van Financiën bepaalde model, waarbij de voornaamste verbodsmaatregelen van deze wet aan het publiek herinnerd worden.

Elke inbreuk op de tot uitvoering van de vorige alinea genomen besluiten, wordt met politiestrafpen gestraft.

ART. 49.

De bij de hoofdstukken I en IV, alsmede bij artikel 48 voorziene geldboeten worden verhoogd overeenkomstig artikel 1 der wet van 24 Juli 1921, gewijzigd bij artikel 176 der wet van 2 Januari 1926 en artikel 1 der wet van 27 December 1928.

ART. 50.

In ieder rechtsgebied van een hof van beroep is de daartoe door den Procureur-generaal aangewezen en van een autorijtuig voorziene gerechtelijke politie bij een Parket in het bijzonder belast met het vaststellen, in gansch het gebied, van de inbreuken op de hoofdstukken I en IV van deze wet, terzelfder tijd als met het vaststellen van de inbreuken op de wet en de reglementen op de verkeerspolitie.